

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE BILAN
DES
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS
LE COMPTE DES RÉSULTATS

Interprétation & Unification

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 9 Décembre 1916, à 2 h. 1/2

PAR

LÉON MOREAU

Président : M. THALLER, professeur
Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur*
WAHL, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

~~CHAPITRE I. — DES THÈSES.~~

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE BILAN

DES

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

LE COMPTE DES RÉSULTATS

Interprétation & Unification

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 9 Décembre 1916, à 2 h. 1/2

PAR

LÉON MOREAU



Président : M. THALLER, professeur
Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur*
WAHL, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1916



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Ceci est une étude de jurisprudence, de doctrine comptable et d'économologique.

L'administration d'une société par actions doit dresser son inventaire et former son bilan.

Inventaire et bilan sont deux appellations nettement différentes et la synonymie que l'on paraît prêter à ces termes amène une confusion regrettable, généralement due à l'ambiguïté du texte légal belge relatif à chacun de ces deux documents.

Rechercher les caractères qui différencient ces actes fera l'objet d'une première étude ; interpréter, analyser et commenter chacun des postes au bilan formera une seconde étude ; proposer la doctrine comptable au Législateur, pour l'aider à formuler les bilans et un compte de résultats rationnels, sera la troisième contribution de cet ouvrage.

Sans doute, le domaine est vaste et périlleux ; notwithstanding nos recherches, il y aura forcément des lacunes.

Aussi dans la marée des assertions diverses, serons-nous réjouis de provoquer la discussion et d'accepter des solutions plus efficaces pour résoudre le problème de l'unification des bilans qui n'est pas insoluble.

Et ce serait faire œuvre de rédemption sociale !

Dans un autre ordre d'idées, il nous est avis que le projet d'internationalisation de la loi sur les sociétés par actions proposé au Congrès économique des nations alliées à Paris, trouverait dans l'élaboration rationnelle des bilans le critérium de la solution.

L.-M.

1916.

ABBREVIATIONS

- B. J. — Belgique judiciaire.
Bruxelles. — Cour d'Appel de Bruxelles.
Cass. — Cour de cassation.
Comm. — Tribunal de Commerce.
C. O. S. — Code des obligations en Suisse.
Cr. r. — Arrêt Chambre criminelle, Cour cassation Paris,
qui rejette.
D. P. — Recueil périodique Dalloz.
F. J. — Flandre Judiciaire.
Gand. — Cour d'Appel de Gand.
Comm. Brux. — Jurisprudence commerciale de Bruxelles.
J. Liège. — Jurisprudence de la Cour d'Appel de Liège.
J. T. — Journal des Tribunaux.
J. de P. — Justice de Paix.
Liège. — Cour d'Appel de Liège.
P. P. — Pandectes périodiques.
Pas. — Pasicrisie belge.
P. A. — Jurisprudence du Port d'Anvers.
Rep. not. — Répertoire notarial.
Rev. soc. — Revue des sociétés civiles et commerciales.
Trib. — Tribunal de 1^{re} instance.

CHAPITRE PREMIER

L'INVENTAIRE

1^o *Historique*. — Le terme inventaire trouve son étymologie dans le mot latin *invenire* qui signifie trouver.

Au décès d'une personne, les Anciens faisaient un relevé de ce qu'ils trouvaient, ils dressaient l'*inventaire* de ce que possédait le défunt. On conçoit aisément qu'à cette époque ancestrale, l'inventaire était chose facile, mais que depuis lors, l'énorme développement des affaires économiques, les erreurs et les abus qui forcément se sont commis dans la même progression, rendirent le problème de l'inventaire plus ardu et partant, plus complexe.

Si nous nous reportons aux plus hauts temps de l'antiquité, il nous est déjà permis de lire des inventaires élaborés sur des bases *comptables* ; nous n'y rencontrons pas encore les rubriques *doit* et *avoir*, sous les qualifications d'*actif* et de *passif*, mais cependant, ces états reflètent déjà, d'une part, ce qu'un propriétaire possède, d'autre part, ce qu'il doit. C'est là le premier pas vers le perfectionnement de ce relevé dyptique.

Depuis, l'inventaire a pris la forme d'un tableau digraphique et détaillé de tout ce qu'un commerçant possède et de tout ce qu'il doit.

Dresser un inventaire, c'est en quelque sorte, faire examen commercial de conscience, c'est rechercher le montant exact de la fortune dont on dispose, pour le comparer à celui qui est dû aux créanciers; la différence provenant de cette comparaison donnera le capital net ou fortune réelle. Ce fut seulement au cours du siècle dernier que l'inventaire apparut sous une forme plus concrète, plus comptable; l'usage voulut qu'il fut désormais dressé sur deux pages en regard, opposant à la page gauche de l'actif, la page droite du passif, et l'on y inscrivit respectivement les détails des valeurs possédées et des valeurs dues (1).

Importance de l'inventaire. — Pour bien se rendre compte de l'importance de l'inventaire, il faut se mettre dans la position du commerçant, constamment préoccupé de la bonne marche de ses affaires.

S'il est à la veille de conclure de gros marchés, s'il a des doutes sur son personnel, s'il veut connaître le montant de la fortune dont il dispose, il se verra naturellement forcé de faire un relevé de ce qu'il possède et d'en soustraire ce qu'il doit; c'est ainsi que les banquiers ont un relevé quotidien de leur situation, état qui servira de base au chiffre des opérations qu'ils seront amenés à conclure le lendemain.

« Dans une étude sur l'inventaire, J. Sobry (2) dit avec

(1) En Angleterre et aux Pays-Bas, c'est l'inverse.

(2) Inventaires et Bilans.

beaucoup d'à-propos que le négociant agit à l'instar du navigateur, qui se trouvant dans les parages inconnus ou dangereux — le commerçant est souvent devant l'inconnu et presque toujours entouré de dangers qui menacent sa fortune et son honneur — jette la sonde et s'assure qu'il y a suffisamment de profondeur d'eau pour que son navire soit en sécurité. La profondeur de l'eau, l'étendue du capital *net* dont il dispose, est-elle suffisante pour aller son chemin tout droit sans danger d'échouer, en d'autres termes, de subir des pertes plus ou moins désastreuses ? Ou bien, faut-il louvoyer, ou courir des bordées, — ce qui revient à restreindre le capital exposé — à réduire ses affaires.

Ou bien encore faut-il quitter les parages devenus périlleux, changer l'objet de son commerce, entamer d'autres affaires ? »

Il n'y a que les chiffres dont l'évidente éloquence lui donnera la réponse, et c'est précisément ces chiffres qu'il est difficile de noter avec justesse ; c'est d'une notation trop hâtée, trop superficielle, que peut parfois, dépendre, l'équilibre de sa situation économique.

Comment va-t-il procéder pour se rendre exactement compte de ce qu'il possède ?

En posant la question on n'est pas près de la résoudre comme certains se le figurent.

Pour fixer les idées et ne pas s'embarrasser dans les détails et les lieux communs de nombreux ouvrages, il nous paraît plus rationnel de synthétiser les opérations d'un commerçant d'abord, d'une société ensuite, de les analyser et de les comptabiliser ; c'est surtout la loge-

technie comptable et la conception rationnelle de la méthode de comptabilité à partie double qui rendent difficilement compréhensible la lecture d'un bilan.

La notion du capital. — Un négociant qui s'établit, une société qui se fonde, dispose au préalable d'un *capital* qui donne naissance au *comptable d'origine*, l'idée de capital emportant celle de sa comptabilisation dès l'origine de l'entreprise.

L'économie politique définit le capital et nous dit entre autres que le capital est un actif réel ou idéal. Pratiquement, c'est un actif matériel dont chacune des valeurs qui le composent, tombent sous l'application de nos sens ; ces valeurs ou richesses sont susceptibles de modifications qui constituent la raison d'être de l'affaire.

Le capital s'entend également d'un actif immatériel, fictif, qui trouve son origine dans les études, l'intelligence, l'habileté et les aptitudes particulières.

Par capital immatériel, il faut donc entendre celui dont les éléments qui le composent ne tombent pas sous l'application des sens ; ce capital immatériel est d'ordre intellectuel ou moral.

Le négociant n'évaluera comme capital d'inventaire que les valeurs matérielles ou intrinsèques.

La société, au contraire, a un capital à la fois matériel et immatériel ; le premier comprend le capital fixe ou immobilisé et le capital circulant dont les divers éléments se renouvelleront sans cesse et se transformeront au gré des meilleures utilisations.

Rôle du capital. — Pour saisir davantage la notion du capital, il nous faut définir son rôle.

Le capital est à la fois un privilège et une charge. C'est un privilège en ce sens qu'il permet le développement des moyens d'action ; c'est une charge parce que le détenteur a l'obligation d'en faire un sage emploi, d'en augmenter le montant en le confiant à des entreprises économiques qui ne sont pas toutes sans présenter des aléas.

Ainsi conçu pour le particulier, le capital est une portion de la fortune mondiale, du patrimoine universel — portion infime sans doute — mise à la disposition de quelques privilégiés et cette quotité de fortune peut être considérée comme un emprunt vis-à-vis de la masse.

L'ensemble des richesses qui composent le capital terrestre se répartit entre un grand nombre de détenteurs et ces derniers constituent de véritables débiteurs du patrimoine universel, du capital.

Chacun emprunte plus ou moins à ce capital qui devient en fait, notre créancier, notre bailleur. Nous lui devons le montant de son prêt ; nous l'avons reçu ou sollicité pour une meilleure utilisation, pour une appropriation que nous estimons rémunératrice, pour donner de la valeur à l'application de nos facultés, de nos aptitudes, à notre industrie et à notre activité, pour finalement le retirer après succès, agrandi du profit légitime qui est venu augmenter son montant initial.

Voilà en principe la raison pour laquelle, en comptabilité, le capital est créancier, et c'est ce qui justifie sa situation au passif du bilan (1).

(1) En Angleterre et en Hollande, la pratique a voulu que le passif figurât sur le folio de gauche, opposé à l'actif situé sur le folio de droite. Cela n'enlève rien à notre justification.

Les mêmes déductions seront tirées en ce qui concerne le capital de la société par actions, avec cette nuance toutefois que le montant social est fourni par des tiers vis-à-vis desquels la société est tenue par son actif et que ces tiers ne sont pas à considérer comme des créanciers dans l'acception rigoureuse du terme, mais comme des coopérateurs en quelque sorte qui auront à supporter les aléas de l'affaire ou à en recueillir leur part de succès.

Éléments du capital. — Pour la société par actions comme pour l'entrepreneur établi à compte propre, le capital nominal se compose de divers éléments, qu'il serait irrationnel de grouper sous le terme générique de comptable d'origine. En effet, il serait très difficile pour le commerçant, de dépouiller la contre-partie du capital qui se décompose en marchandises, en fonds publics, en effets, en créances, en immobilisations diverses.

De là, la convention d'opposer au compte passif *capital*, les comptes actifs de valeurs de contre-parties ou *corporalités* qui en sont la dissection. Cette convention permet de connaître les entrées et les sorties de chacune des valeurs et chose essentielle, de calculer les résultats en pertes et en profits.

Ces résultats eussent été difficiles à découvrir dans le fouillis des nombreuses opérations, si l'on avait agglutiné sous le terme capital, tous les comptes qui le composent et dont le montant global doit nécessairement correspondre au montant du capital. Il va sans dire que ces montants dont le total correspond au montant du

capital ne comprennent pas ceux des comptes de résultats acquis en fin d'exercice.

La notion de la comptabilité à partie double. — De là, deux parties bien distinctes, une *double* partie, qui a été la base de la comptabilité à partie double, dont la raison essentielle est dans la contre-passation d'une écriture initiale par une autre subséquente.

Lorsqu'un commerçant s'établit, il consacre à ses affaires un capital ; ce capital vis-à-vis duquel il est tenu trouve des équivalences à l'actif.

Supposons qu'il n'apporte que des espèces au moment où il débute.

L'élément *caisse* de l'entreprise, du chef qu'il a reçu ces espèces, est rendu débiteur envers l'élément *capital* qui les lui a fournies.

Il s'ensuit, que dans cette méthode digraphique, on a simultanément tenu compte de deux opérations, affectant deux éléments, deux comptes différents, l'un emprunteur, l'autre prêteur, le premier devant à l'autre les valeurs dont s'agit.

Principes de la comptabilité à partie double. — Pour bien caractériser le mouvement des valeurs respectives et pouvoir les reproduire le cas échéant, on est convenu que tout compte qui augmente est réputé débiteur envers celui qui diminue de cette valeur correspondante. Et c'est ainsi que dans l'exemple qui nous occupe, le compte *caisse* sera débité par le crédit du compte *capital* ; dans les livres commerciaux, cette mutation sera enregistrée de la manière que voici :

Caisse à Capital

pour notre apport en espèces.

Cette opération sera relatée au livre-journal qui consigne les faits de commerce dans l'ordre chronologique ; mais, transcrite au grand-livre, elle figurera sous forme de balance comparative entre débits et crédits, dont le solde, débiteur, si le débit l'emporte sur le crédit, crédi-teur, en sens inverse, sera le poste correspondant de la balance préliminaire, prodrome du bilan de fin d'exer-cice.

S'agit-il d'une entreprise privée, le capital initial sera le point de mire, l'obsession constante du propriétaire.

Un commerçant ou un industriel qui débute avec un capital de 100.000 francs en espèces et qui constate, l'année suivante que ce capital est devenu 109.000 francs, gagne naturellement 9.000 francs, soit 9 0/0.

Nécessité de la comptabilité. — Sans doute, la chose paraît facile à première vue.

Quoi de plus aisé, vous diront certains commerçants qui considèrent la reddition des comptes comme une opération puérile et qui allègueront que ce n'est pas la science des comptes, cette broutille, qui assurera la prospérité de l'affaire.

Erreur ! Le commerçant qui tient pareil langage est imprudent et court des risques, même après plusieurs années de succès. Il ne doit non plus ignorer l'art. 17 du Code belge de commerce qui l'astreint, non sans raisons d'ailleurs, à faire sous seing privé, tous les ans, un inventaire des effets mobiliers et immobiliers, des dettes actives et passives, et de le copier année par année dans

un registre à ce destiné. Reprenons l'exemple cité : si ce commerçant a commencé avec 100.000 francs et s'il a gagné 9.000 francs dans l'industrie, c'est que son actif a augmenté de cette valeur de 9.000 francs. Certes, il y aura lieu pour lui de se réjouir, mais saurait-il dissocier son nouveau capital avec une rigoureuse précision ?

Il ne suffit pas seulement de gagner momentanément ; il faut de plus sonder l'avenir, il faut prévoir. A ce point de vue, le commerçant est doublement responsable ; envers lui-même et les siens d'abord, envers les tiers ensuite, pour l'étendue et le maintien de son crédit.

Pour ne citer qu'un exemple, le commerçant peut-il entre autres certifier que son matériel vaut encore après un premier exercice le montant des sommes qu'il y a consacrées dès le début et au cours des affaires ? Sans doute, il songera que ce matériel s'use, mais il oubliera généralement que la dépréciation par l'usage se complique du fait des nouvelles découvertes à procédé plus rapide, moins coûteux et qui l'obligeront à remplacer le matériel démodé et dispendieux.

Que de petits industriels se sont trouvés au-dessous de leurs affaires pour n'avoir pas prévu !

Et ce n'est là qu'un des nombreux exemples qui surprendront le commerçant qui se borne à tenir ses comptes *currente calamo*.

2° *Etablissement de l'inventaire*. — Les principes directeurs de la comptabilité établis, la nécessité de l'établissement de l'inventaire prouvée, il nous sera permis d'aborder aisément l'étude suivante et qui synthétise en une monographie simulée les opérations d'un commer-

cant établi à compte propre, n'ayant de responsabilité qu'envers soi.

Pour la facilité d'assimilation, nous chiffrons chacune de ces opérations que nous passons simultanément au livre-journal :

1° Il a commencé avec un capital de 100.000 francs en espèces ; ces espèces versées en caisse mettent l'élément *caisse* dans la situation de débiteur à l'égard de l'élément *capital*.

Caisse

à *Capital* 100.000 francs.

2° Il a acheté au comptant un immeuble de 25.000 frs. L'élément *immeubles* est rendu débiteur vis-à-vis de l'élément *caisse* qui a fourni la contre-partie :

Immeubles

à *Caisse* 25.000 francs.

Le commerçant possède actuellement :

a) En immeubles	25.000 francs
b) En espèces.....	75.000 "
Soit au total.....	<u>100.000 francs</u>

Son capital n'a donc pas changé de valeur, il s'est transformé.

3° Il achète ensuite un mobilier de 5.000 francs contre espèces. L'élément *mobilier* est à son tour débité du montant déboursé par l'élément *caisse*.

Mobilier

à *Caisse* 5.000 francs.

Présentement, le commerçant se trouve avoir comme contre-parties de l'élément capital :

En caisse.....	70.000 francs
En immeubles.....	25.000 »
En mobilier.....	5.000 »
Soit au total.....	100.000 francs

Son capital n'a donc subi aucune altération.

Ces trois premières permutations n'intéressent que le capital fixe, celui qui apparemment devrait rester constant, dont l'évaluation serait sensément invariable, sauf dépréciation par l'usure, puisque ces éléments n'entrent pas dans le roulement de l'entreprise.

4° Il achète des marchandises, avec l'intention naturelle de les revendre pour réaliser des profits. Ces marchandises achetées 15.000 francs, dont 10.000 francs à terme et 5.000 francs au comptant sont entrées au magasin :

Marchandises 5.000 francs.

à Fournisseurs 10.000 francs.

à Caisse 5.000 francs.

Les éléments actifs ont-ils jusqu'à présent modifié l'intégrité du capital? Non. Le commerçant possède en effet :

a) Un immeuble de.....	25.000 francs
b) Un mobilier de.....	5.000 »
c) Des marchandises pour.....	15.000 »
d) En caisse.....	65.000 »
Soit au total.....	110.000 francs

soit un excédent de 10.000 francs sur le montant initial.

Mais n'oublions pas que d'autre part, il a contracté,

une dette à terme envers ses fournisseurs, dette qui s'élève à 10.000 francs, en sorte que le capital *net* s'élève :

1° A ce qu'il possède, soit....	110.000 fr.
2° Diminué de sa dette, soit..	<u>10.000 fr.</u>
Ce qui lui donne exactement..	100.000 fr. comme avoir réel.

5° Il a vendu des marchandises pour 21.000 francs ; soit 15.000 francs au comptant et 6.000 francs à terme. Il lui reste encore pour 3.000 francs de marchandises en magasin. Les 15.000 francs sont entrés en *caisse*, tandis que les 6.000 francs restants, sont payables à terme par les *clients* acheteurs.

Ces deux éléments, *caisse* et *clients* sont débiteurs vis-à-vis de l'élément *marchandises* qui a fourni.

Caisse 15.000 francs.

Clients 6.000 francs.

à Marchandises 21.000 francs.

Le capital a-t-il changé? Certes oui, car nous avons un mouvement en marchandises qui a dû modifier dans un sens ou dans l'autre l'équilibre économique.

Si le montant des marchandises restant en magasin s'élève à 3.000 francs, le résultat de cette opération de vente de marchandises se trouvera comme suit :

Montant des marchandises vendues.....	21.000 frs.
Montant des marchandises achetées... 15.000 frs.	
Montant des marchandises en magasin. 3.000 frs.	
Prix d'achat des marchandises vendues.....	<u>12.000 frs.</u>
Bénéfice réalisé sur la vente.....	9.000 frs.

Il y a donc eu un profit de 9.000 francs que nous

allons contrôler. La situation actuelle du négociant se présente comme suit :

1° en *Actif* :

a) Immeubles.....	25.000 francs
b) Mobilier.....	5.000 »
c) Marchandises.....	3.000 »
d) Clients.....	6.000 »
e) Caisse.....	80.000 »
Total.....	<u>119.000 francs</u>

2°) en *Passif* :

a) Capital.....	100.000 frs.
b) Fournisseurs.....	10.000 frs.
Total.....	<u>110.000 francs</u>

Le bénéfice total s'élève donc à..... 9.000 francs

Ce qui corrobore les écritures ci-dessus.

Dans la pratique, le négociant devrait être tenu de dresser cette situation comptable en observant certaines dispositions établies par les us et coutumes, la jurisprudence et la loi, tout en la complétant par les détails suffisants et qui pourraient être requis dans certains litiges. On s'accorde généralement à dire qu'une trop grande latitude est abandonnée au commerçant, obligé d'établir son inventaire annuel. L'on ne s'aperçoit de cette lacune qu'en cas de malaise financier et c'est alors d'autant plus regrettable que l'on aurait pu conjurer le danger longtemps à l'avance, si un contrôle discret et occasionnel était organisé. Cet inventaire, certifié sincère et véritable, daté, sous seing privé, sera conservé par le négociant.

Dans l'exemple qui nous intéresse, la situation en fin

d'exercice se traduit par un boni, et le capital net à nouveau sera le capital ancien augmenté du montant de ce boni.

L'inventaire balancé nous indiquera le montant de ce capital net à nouveau :

INVENTAIRE BALANCÉ

Actif		Passif	
	fr.		fr.
1. Immeubles.....	25.000	1. Créanciers.....	10.000
2. Mobilier.....	5.000	2. Capital net.....	109.000
3. Marchandises...	3.000		
4. Clients.....	6.000	Total.....	119.000
5. Caisse.....	80.000		
Total.....	119.000		

Si le négociant était en déficit, c'est-à-dire, si le passif était supérieur à l'actif, c'est que la vente des marchandises n'aurait pas été fructueuse.

Supposons, à l'encontre du premier cas, qu'au lieu de vendre les marchandises pour 21.000 francs, il les ait vendues pour 11.000 francs, soit 7.000 francs au comptant et 4.000 francs à terme, et qu'il lui en reste pour 3.000 francs en magasin.

Prix d'achat.....	15.000 francs
Prix de vente :	
a) Au comptant.....	7.000 francs
b) A terme.....	4.000 »
c) Reste en magasin...	3.000 »
Total.....	14.000 francs
Soit une perte de.....	1.000 francs

Dans cette alternative, le négociant disposerait d'un capital net à nouveau de 99.000 francs, comme nous allons le démontrer :

INVENTAIRE BALANCÉ

Actif		Passif	
	fr.		fr.
1. Immeubles	25.000	1. Créanciers	10.000
2. Mobilier.	5.000	2. Capital net.....	99.000
3. Marchandises...	3.000		
4. Clients	4.000	Total.....	109.000
5. Caisse	72.000		
Total.....	109.000		

En remontant à l'origine de l'affaire, on constate que le capital initial était de 100.000 francs ; le capital net ou réel est maintenant de 99.000 francs ; il y a donc bien une perte de 1.000 francs.

Balancer l'inventaire, c'est établir en partie le bilan.

Nous allons voir la différence entre ces deux relevés.

CHAPITRE II

LE BILAN

SECTION PREMIÈRE

Relations entre inventaire et bilan.

a) *Définitions et commentaires.*

Quelle relation y a-t-il entre l'inventaire et le bilan ?

En Belgique, nous avons généralement été habitués à confondre les deux termes, à leur donner une synonymie qu'ils n'ont pas ; malheureusement, cette confusion se trouve même dans la loi belge et fait naître des conflits.

Le § 6 de la législation belge sur les sociétés commerciales porte comme entête : *Des inventaires et des bilans*. Aux yeux de la loi, il y a donc effectivement concomitance de l'inventaire et du bilan.

Mais abordons l'interprétation !

« Le bilan est un acte distinct, indépendant des statuts et des livres de comptabilité. » Ainsi s'exprime certaine jurisprudence (1).

(1) Trib. Brux. 26-4, 1899 ; P. p., 1900, n^{os} 477, 478.

Tout d'abord, un dilemme se pose : le bilan est-il la balance de l'inventaire ou la balance du grand-livre ? — Est-il, comme le disent certains auteurs, le résumé de l'inventaire avec comme complément, l'excédent en boni ou en déficit ?

Nous estimons que le bilan n'est pas autre chose que la balance de vérification et par soldes des comptes du grand-livre, corrigé sur la base des données fournies par l'inventaire matériel et nous allons le prouver (1).

Quand une entreprise privée ou sociale clôture l'exercice, elle a à procéder à deux opérations : la première, c'est la balance provisoire des comptes ; la seconde, la balance générale et définitive.

C'est entre ces deux balances que l'administration dresse l'inventaire et le compte de profits et pertes qui vont servir à rectifier les données de la balance provisoire, à les mettre en concordance avec la réalité ; dès que cette dernière opération est achevée, l'administration construit le bilan.

La première balance ou intra-comptable constitue la preuve que les écritures sont correctes ; la seconde est celle qui se rapproche le plus de la réalité ; elle est donc extra-comptable, et elle s'appuie sur la valeur intrinsèque des choses au moment de leur inventaire.

Avant de former le bilan, il faut établir l'inventaire ; il faut faire jouer à ce commissaire-priseur le rôle qu'il détient dans l'organisation des affaires.

(1) Le bilan d'entrée est formé au moment de la constitution de l'entreprise et sur la base de l'inventaire des apports matériels et des apports fictifs.

Le bilan, nous le constaterons, correspond très approximativement aux écritures comptables rectifiées en fin d'année par les données de l'inventaire.

Lorsque l'exercice se clôture, et que le bilan est en préparation, l'administration aura d'abord à décider de l'évaluation de chacune des valeurs composant l'actif.

Or, cette estimation est loin d'être aisée.

Admettons, par exemple, qu'un matériel ait été acheté 15.000 francs ; cette valeur initiale n'est pas, économiquement parlant, restée constante, car le matériel s'use, se détériore, et il y a lieu d'établir le coefficient de réduction annuelle qui va atteindre sa valeur d'achat.

Si l'administration estime à 1.000 francs, la moins-value du matériel au bout de la première année, le montant initial ou d'achat que nous indique la balance provisoire se réduira à 14.000 francs, somme réelle portée à l'inventaire, qui reflète rigoureusement la valeur vénale des choses, au moment de son établissement.

C'est ainsi que l'inventaire nous indiquera à l'actif la valeur exacte du matériel :

INVENTAIRE

<i>Actif</i>	
	fr.
Matériel.....	14.000

Le bilan reprendra cette évaluation sous la forme suivante :

BILAN

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
	fr.		fr.
Matériel.....	15.000	Moins-value sur matériel.....	1.000

Chaque élément actif de la balance doit être apprécié à sa juste valeur avant qu'il soit possible de dresser le bilan final et cette rigoureuse analyse se fait par l'inventaire.

Précédemment, nous avons constaté que la balance de l'inventaire donnait le capital net, c'est-à-dire le capital initial augmenté des profits et diminué des pertes.

Le bilan, à son tour, indiquera le résultat en boni ou en déficit et le compte de profits et pertes accusera un solde net identique à celui fourni par le bilan.

Un exemple fera mieux saisir la chose :

Si nous reprenons l'inventaire dressé à la page 17 et si nous le présentons sous une forme plus succincte :

INVENTAIRE

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
	fr.		fr.
Total.....	119.000	Total.....	10.000

La différence entre l'actif et le passif soit 109.000 francs constitue l'avoir réel, le capital net.

Le bilan découlant de cet inventaire sera :

BILAN

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
	fr.		fr.
.....		1. Capital	100.000
.....		2. Fournisseurs.....	10.000
.....		Solde.....	9.000
Total.....	119.000	Total.....	119.000

Ainsi le bilan est une balance écourtée (1) ou ré-

(1) La traduction hollandaise est expressive : « verkorte balans ». En anglais « balance sheet ».

sumée, relatant le résultat de l'entreprise, résultat que nous retrouvons indiqué fidèlement par le compte de profits et pertes en consultant le grand-livre :

PROFITS ET PERTES

Débit	Crédit	
		fr.
	Profits sur marchan-	
	dises	9.000

b) *Monographie d'opérations simulées résumant un exercice social. Comparaison entre l'inventaire, le bilan, la balance d'inventaire, la balance de vérification et le compte des résultats.*

Le parallèle que nous allons établir entre les tableaux digraphiques suivants permettra de se rendre aisément compte des rôles de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Voici le thème à développer :

1° Nous possédons un capital de 100.000 francs au début de l'exercice.

2° Notre inventaire mentionne en actif 119.000 francs et en passif 10.000 francs.

3° Il y a lieu de tenir compte de certaines dépréciations ou amortissements sur immeubles, que nous évaluons à 1.000 francs, d'une mauvaise créance de 500 francs. Question : Dresser : a) l'inventaire, b) la balance d'inventaire, c) le bilan, d) la balance de vérification, e) le compte de profits et pertes ?

a) INVENTAIRE

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
	fr.		fr.
1. Immeubles	25.000	1. Capital	100.000
2. Mobilier	5.000	2. Fournisseurs ...	10.000
3. Marchandises...	3.000	3. Amortissements	
4. Clients	6.000	sur immeubles ..	1.000
5. Caisse	80.000	4. Prévisions s/cré-	
		ances douteuses.	500
Total	119.000	Total	111.500

b) BALANCE d'INVENTAIRE (pour négociant)

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
	fr.		fr.
1. Immeubles	25.000	1. Fournisseurs ...	10.000
2. Mobilier	5.000	2. Amortissements	
3. Marchandises...	3.000	sur immeubles ..	1.000
4. Clients	6.000	3. Prévisions s/cré-	
5. Caisse	80.000	ances douteuses.	500
		Capital net	107.500
Total	119.000	Total	119.000

c) BILAN POUR SOCIÉTÉ

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
	fr.		fr.
1. Immeubles	25.000	1. Capital	100.000
2. Mobilier	5.000	2. Fournisseurs ...	10.000
3. Marchandises...	3.000	3. Amortissements	
4. Clients	6.000	sur immeubles ..	1.000
5. Caisse	80.000	4. Prévisions s/cré-	
		ances douteuses.	500
Total	119.000	5. Solde en boni...	7.500
		Total	119.000

d) BALANCE DE VÉRIFICATION ET PAR SOLDES (1)

Noms des comptes	Sommes du		Soldes	
	débit	crédit	débiteurs	créditeurs
Capital		100.000		100.000
Caisse	115.000	35.000	80.000	
Immeubles	25.000		25.000	
Mobilier	5.000		5.000	
Marchandises	15.000	21.000		6.000
Fournisseurs		10.000		10.000
Clients	6.000		6.000	
Amortissements		1.000		1.000
Prévisions/créances		500		500
Profits et pertes	1.500		1.500	
	167.500	167.500	117.500	117.500

e) PROFITS ET PERTES

Débit		Crédit	
	fr.		fr.
1. Amortissements...	1.000	1. Bénéfices réalisés	
2. Prévisions sur créan-		sur ventes	9.000
ces douteuses	500		
3. Solde en boni	7.500		
Total	9.000	Total	9.000

Ce solde en boni de 7.500 francs est le solde correspondant de l'inventaire de la page précédente qui accuse :

En actif	119.000 frs.
En passif	111.500 frs.
Soit	7.500 frs. de boni.

De l'ensemble de cet exposé, il appert que le bilan et

(1) Voir *supra*, pages 13 et suivantes.

l'inventaire sont loin d'être deux méneehmes et que c'est à tort, en Belgique, que beaucoup de comptables assimilent trop facilement l'inventaire et le bilan.

Notre conclusion est que l'inventaire est une pièce extra-comptable, le bilan un document intra-comptable ; si le législateur belge a voulu voir dans le bilan, l'inventaire balancé par le solde du compte des résultats, soit de profits et pertes, l'erreur est flagrante au point de vue professionnel.

A l'art. 17 du Code belge de commerce, le législateur impose au commerçant l'obligation de dresser l'inventaire, tandis qu'à l'art. 75, il oblige l'administration d'une société à dresser l'inventaire et à former le bilan.

Indubitablement, le législateur qui a permis au commerçant, travaillant pour son propre compte, de dresser lui-même son inventaire détaillé sous seing privé, a craint qu'en requérant la même obligation auprès de la société par actions, la composition intime de l'avoir social livrée à la publicité, offrirait une source de renseignements aux sociétés concurrentes ; il a prescrit le bilan et ce document a été considéré, à tort, comme étant le résumé de l'inventaire. Nous pouvons mieux définir le rôle du bilan légal en le situant dans la chronologie des opérations de reddition d'exercice à laquelle il est procédé comme suit :

1° La balance provisoire et par soldes des comptes du grand-livre.

2° L'inventaire, préambule du bilan.

3° La balance provisoire, mise en harmonie avec les

données de l'inventaire, qui prend dès lors la qualification de balance définitive ou bilan.

L'inventaire sert de structure au bilan d'entrée ; il est la base de la balance d'entrée des écritures à passer aux comptes à ouvrir au grand-livre.

La composition d'un bilan. — L'inventaire sert conjointement de structure au bilan de fin d'exercice ; c'est à l'inventaire que se rapporte le bilan et c'est au bilan que nous verrons apparaître les résultats de l'entreprise.

C'est au bilan que nous lirons le montant d'évaluation rigoureuse de chacun des éléments de fortune, la situation financière et le fonds de roulement de l'affaire.

Ce n'est que dans l'élément capital, que l'on trouve la différence entre le bilan du négociant et celui de la société ; le commerçant établi pour son propre compte voit son capital augmenter ou diminuer des résultats constatés en fin d'année ; la société, elle, est à capital invariable, constant, sauf décisions d'assemblée générale ou stipulation statutaire. Du fait que le capital social est constant, la plus-value acquise, c'est-à-dire les bénéfices nets réalisés seront remis aux actionnaires, tandis qu'en cas de pertes résultant de l'exploitation, il ne pourra rien être distribué, à moins que des réserves spéciales, établies pour parer à l'éventualité de non réalisation de bénéfices, aient été constituées par des prélèvements sur les profits antérieurs.

L'art. 75 de la nouvelle législation belge sur les sociétés par actions oblige, chaque année, l'administration à dresser un inventaire en indiquant :

- 1° Les valeurs mobilières et immobilières ;
- 2° Toutes les dettes actives et passives ;
- 3° Le résumé de tous les engagements ;
- 4° Les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société.

Passons en revue et à vol d'oiseau chacune de ces rubriques pour les reprendre plus avant par le menu :

1° Nous savons ce que sont les valeurs mobilières et immobilières et nous aurons à nous entretenir de chacune de leurs subdivisions à l'occasion de l'établissement de l'inventaire de l'actif immobilisé, disponible et réalisable ;

2° De prime abord, les dettes sembleraient ne concerner que les redevances de la société envers les tiers ; il n'en est cependant pas tout à fait ainsi.

Le législateur belge a scindé les dettes en deux catégories : celles qui ressortissent à l'actif, les autres à faire figurer au passif. Les dettes actives, c'est-à-dire tout à la fois ordinaires, chirographaires, privilégiées ou gagistes seront à l'actif du bilan, opposées aux dettes passives qui, d'autre part, sont chiffrées au passif comme engagements vis-à-vis des créanciers de toutes sortes ;

3° Sous forme d'annexe, l'administration aura à indiquer sommairement les engagements de la société, engagements qui n'équivalent précisément pas à des dettes au sens propre du mot, tels sont les contrats, les avals, les cautionnements et les endossements de traites négociées ;

4° Ce quatrième alinéa est ajouté à la législation an-

cienne. En 1905 déjà, il fut transmis par la commission sénatoriale belge et sa première teneur était : les sommes à verser par les actionnaires sur le capital appelé, de même que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société et les frais généraux d'administration font l'objet d'autant d'articles distincts du bilan.

Ces textes et dispositions subséquents furent amendés pour devenir le texte officiel indiqué plus haut, amputé des mesures concernant les frais généraux d'administration ; ces frais sont, en effet, à porter au chapitre des résultats quand ils intéressent l'exercice social qui se termine ; s'ils sont prélevés anticipativement, ils sont à inscrire au bilan pour leur totalité ; à cheval sur deux exercices, le prorata afférent à l'exercice futur est à titre d'avance, un élément actif du bilan.

SECTION II

L'actif du bilan.

L'art 62 de l'ancienne législation belge stipulait entre autres que l'administration de la société par actions avait à former le bilan et le compte des profits et pertes. L'art. 75 de la nouvelle législation substitué à l'art. 62 précédent, mentionne en outre que le bilan relate séparément :

1° L'actif immobilisé et l'actif réalisable.

Il a donc paru nécessaire d'établir une démarcation

bien nette entre l'actif immobilisé et l'actif réalisable, dont, à première vue, l'inscription au bilan, semble n'offrir aucune difficulté.

C'est là une erreur car les divers éléments constitutifs de l'actif sont exposés à des perturbations économiques, à des fluctuations en hausse ou en baisse, à des détériorations de force majeure, toutes manifestations dont il n'est pas impossible de tenir compte et qui ont leur influence sur l'estimation de chacun des éléments de l'actif.

De plus, certaines administrations peuvent surévaluer leur actif pour rassurer les tiers intéressés et distributeurs, obligataires, actionnaires et créanciers, d'où l'on est amené à conclure que ce n'est pas une mince affaire d'élaborer un bilan et de le soumettre sans crainte au crible de l'analyse.

Un bilan doit être vrai, c'est là le critérium souverain de l'honnêteté ; il doit être clair sans permettre à certains éléments de se terrer sous une rubrique hospitalière ; il doit refléter la situation normale de l'affaire et ne pas être présenté au lecteur sous l'aspect d'un grimoire,

Les éléments essentiels de l'actif. — L'actif immobilisé et réalisable qu'impose l'art. 75 déjà cité, est une devise très générique.

C'est qu'en somme, de tous les éléments actifs d'un bilan, il n'en est pas un seul qui échappe aux modifications dans un sens ou dans l'autre. Le compte *caisse* lui-même dont la mensuration est aisée, peut-être altéré par des différences de change. Actif immobilisé et réalisable est une appellation bien évasive ; on peut s'en rendre

compte par l'exemple que voici : supposons que le lecteur qui veut scruter un bilan, trouve sous la rubrique *actif immobilisé et réalisable* une évaluation *in globo* de 300.000 francs.

Les annexes du *Moniteur Belge* sont là pour témoigner de la véracité de pareilles inscriptions et tel, Diogène cherchant son homme, notre obligataire, notre actionnaire, notre créancier, cherchent la lumière.

S'il s'adresse au siège social — encore faut-il qu'il ait la sympathie d'une grosse participation — obtiendra-t-il les élucidations d'un texte ambigu ?

Le palliatif à cette lacune est l'application de rubriques familières et de subdivisions comptables — de manière à conserver la littérature comptable au bilan — et la décomposition de l'ensemble de l'actif d'une manière rationnelle, afin d'en permettre la lecture.

A un autre point de vue, tous les éléments de fortune, quelques-uns exceptés, étant sujets à dépréciation, la valeur arithmétique qu'ils avaient au bilan d'ouverture devra nécessairement se commuer en valeur commerciale ou intrinsèque au bilan de fin d'année.

A ce sujet également, faisons remarquer que nous n'admettons pas l'inscription des éléments de l'actif immobilisé à leur valeur commerciale sans faire mention au bilan des amortissements ou réductions dont ils ont été l'objet pour être ramenés à cette valeur.

Les raisons qui nous forcent à agir dans ce sens sont majeures : la première, c'est qu'il est de grande utilité de connaître la valeur d'acquisition ou initiale de chaque élément ; la seconde, c'est qu'il est indispensable d'être

renseigné sur le montant de la dépréciation estimée annuellement afin de s'assurer de la régularité de la quotité d'amortissement, des prévisions ou des réductions qui aggravent le passif. C'est là un premier contrôle, un moyen sérieux d'investigation pour quiconque est appelé à discuter un bilan. Outre que l'actif immobilisé et réalisable sera décomposé en :

- a) Valeurs immatérielles ou extrinsèques,
- b) Valeurs matérielles ou intrinsèques,

il est nécessaire de spécifier celles d'entre elles qui sont susceptibles ou non de l'amortissement.

D'une manière générale, nous proposons d'abord les trois grandes sections suivantes pour la décomposition de l'actif :

- I. Actif immobilisé.
- II. Actif réalisable et disponible.
- III. Actif fictif ou pour ordre.

On pourra affirmer que dans le régime des sociétés commerciales, ces subdivisions sont tombées dans le domaine public ; à cela nous répondrons qu'il suffit de compulsier les annexes du *Moniteur Belge* pour se convaincre de la trop grande latitude dont usent certains organismes sociaux.

Peut-on, par exemple, admettre qu'une société par actions emploie des rubriques lapidaires et parfois nébuleuses. Permettra-t-on, qu'officiellement, un actif soit présenté sous l'exposé succinct que voici :

Immobilisé : 200.000 francs.

Réalisable : 100.000 francs.

Disponible : 50.000 francs,

Il faudrait être grand clerc pour analyser cette situation active et en dégager des considérations sérieuses ; pas un expert, quelque versé qu'il fût, ne saurait tamiser la situation au moyen de cette évaluation fantaisiste.

Pour parer à ces inconvénients et faciliter la lecture du bilan, il nous paraît utile, sinon indispensable, de le proposer sous la forme détaillée que nous présentons ci-après. En regard de l'actif, étudié *grosso modo* déjà, nous accolons le passif, dont le rôle fera l'objet de l'étude qui suivra celle de l'actif.

La trilogie proposée par la commission sénatoriale belge de 1905, qui partageait l'actif du bilan en :

- a) Actif immobilisé ;
- b) Actif réalisable à long terme ;
- c) Actif réalisable à court terme ou disponible ;

est incontestablement rationnelle, mais elle est incomplète. Où placer, par exemple, les cautionnements des administrateurs et commissaires, les nantissements et les cautionnements des entrepreneurs ? Ce ne sont ni valeurs immobilisées dans l'actif économique, moins encore des valeurs réalisables, mais bien des valeurs d'ordre, dont la contre-partie se retrouve fidèlement au passif.

C'est la raison pour laquelle nous établissons un chapitre spécial à l'actif et au passif du bilan, chapitre qui portera comme en-tête : *Actif fictif ou pour ordre* dont

l'équivalence intégrale se retrouve au *Passif fictif ou pour ordre*.

Nous fusionnons sous l'étiquette « Actif réalisable ou disponible », les valeurs à long et à court terme ; ces dernières comprennent celles que l'on peut utiliser immédiatement et celles qui sont réalisables dans les trente jours.

De plus, il est nécessaire d'envisager les éléments de l'actif immobilisé sous un angle différent en ce qui touche l'amortissement ; nous aurons à diviser notre actif immobilisé en :

a) Valeurs immatérielles non amortissables ou amortissables ;

b) Valeurs matérielles non amortissables ou amortissables.

En ce qui concerne l'actif réalisable et disponible, nous introduisons les subdivisions suivantes :

a) Les créances ;

b) Les valeurs d'industrie ;

c) Les valeurs de négoce ;

d) Le portefeuille-titres ;

e) Le portefeuille commercial ;

f) Les finances ou trésorerie.

Certains spécialistes ont groupé à l'actif disponible les valeurs de roulement, celles d'échange et de règlement. Les valeurs disponibles et celles réalisables, à long terme ou à court terme, constituent l'ensemble du roulement de l'affaire et ce point est essentiel comme nous allons bientôt le démontrer.

Le groupement de l'actif en immobilisé, réalisable et disponible, fictif ou pour ordre, accompagné des renseignements qui conviennent, permet de se rendre aisément compte de la situation active et surtout de l'importance relative de chacune des rubriques.

C'est ainsi que nous constaterons que l'actif immobilisé est excessif, normal ou faible en regard de l'entreprise et que nous en commenterons le quantum avec le coefficient des bénéfices réalisés. Ce bilan nous apprendra, en outre, si l'actif réalisable et disponible qui est constitué par les valeurs de roulement présente une liquidité suffisante pour couvrir le passif exigible à courts jours surtout, en d'autres termes, si le montant du fonds de roulement permet le remboursement immédiat aux créanciers à court terme, qui exigeraient un règlement du jour au lendemain, et si dès lors, il n'y a pas lieu de craindre la panique, voire la déconfiture. Ce qu'il faut avant tout, c'est une investigation facile qui permet d'évaluer correctement l'actif d'un bilan.

L'évaluation fausse de l'actif dans un bilan devrait être considérée comme une écriture fausse, s'il était démontré qu'elle a été introduite dans le but de faire apparaître comme un actif réel pour augmenter indûment l'avoir social (1).

Le bilan d'une société anonyme doit recevoir et constater les déclarations faites sincèrement des administrateurs sur la situation réelle et véritable de la société, notamment sur la consistance de son actif (2).

(1) Trib. Brux., 10-5, 1905; P. p., 1907, 1275.

(2) Liège, 20-4, 1904; *Pas.*, 1904, 11, 323; Jur. Liège, 1904, 193; P. p., 1904, 840.

A. — L'actif immobilisé.

L'actif immobilisé se compose de valeurs immatérielles et de valeurs matérielles.

L'évaluation de ces dernières est relativement aisée, mais les abus se répandent fréquemment dans l'estimation des valeurs immatérielles.

Pour évaluer ces éléments fictifs de fortune et ces apports en nature, d'aucuns ont suggéré tout d'abord l'établissement d'un droit fiscal qui permettrait ainsi une estimation officielle, laquelle servirait de base au bilan.

Mais cette mesure aurait des résultats peu tangibles, car les vérificateurs des contributions ont déjà une tâche suffisante à se tirer d'affaire au milieu des complexités d'un bilan, sans les encombrer davantage de recherches qui ne leur sont pas familières.

Le second système que la récente législation belge a adopté, consiste dans l'obligation de publier les apports.

C'est là une innovation heureuse.

Désormais, la matière des apports est ainsi réglementée :

1° La spécification de chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, les conditions auxquelles il est fait, et le nom de l'apporteur ;

2° Les mutations à titre onéreux, dont les immeubles apportés à la société ont été l'objet, pendant les cinq années précédentes, ainsi que les conditions auxquelles elles ont été faites ;

3° Les charges hypothécaires grevant les biens apportés ;

4° Les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des droits apportés en option ;

5° La cause et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs ;

6° Le montant au moins approximatif des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mises à sa charge à raison de sa constitution.

Les procurations doivent mentionner les diverses énonciations qui précèdent (art. 30 du Code belge de commerce). On a donc inféré qu'une large publicité était un moyen de refréner l'exagération des valeurs d'apport. Mais cette seule publication se fera-t-elle sans heurts ? Et cette insertion, sans plus, aux annexes du *Moniteur Belge* est-elle suffisante, offre-t-elle le minimum de garanties ?

En ce qui concerne les journaux quotidiens, s'il en est parmi eux qui sont absolument étrangers en ce qui touche l'intérêt des chroniques financières, intransigeants même à l'égard de celles qui sont ampoulées, combien d'autres ont affermé leurs colonnes à des comptoirs spéciaux.

On objectera toutefois que la publication des valeurs d'apport aux annexes du *Moniteur* est une garantie efficace et suffisante. Dans les conditions actuelles cette publication n'est pas celle que nous voudrions. Ces annexes du *Journal officiel* publient à raison de

vingt centimes la ligne, les renseignements qu'il plaît aux sociétés d'y insérer et il n'y a aucune sanction.

A notre sens, le moyen le plus rationnel, sans cependant offrir le maximum de sécurité — entre deux maux, il faut choisir le moindre — serait l'expertise officielle. Cette expertise serait confiée à des organismes spéciaux, en Belgique par exemple, aux tribunaux consulaires, aux Chambres de commerce ou arbitrales.

Ces collègues délégueraient dans leur sein une commission permanente de scrutateurs, experts choisis et élus comme le sont les juges consulaires, à l'effet de contrôler et d'apprécier les apports faits au premier établissement de la société. Cette façon de procéder a été inaugurée en France et en Allemagne à la grande satisfaction du public, et elle a eu pour résultat de réduire les abus les plus graves qui se pratiquaient dans l'estimation de ces apports.

M. le Sénateur Van den Heuvel disait en séance du sénat que le tour est devenu classique et que la valeur des apports en nature fournis par les fondateurs est sciemment et colossalement exagérée. La contre-partie de cette valeur est fournie en titres que leurs possesseurs s'empressent de jeter sur le marché et de réaliser en profitant du premier moment d'engouement du public pour la nouvelle affaire, engouement soigneusement préparé et entretenu par tout un système de publicité adroitement organisé.

La législation belge considère comme coupables d'escroquerie et punit des peines prévues par le Code pénal, ceux qui ont provoqué des souscriptions, soit par simu-

lations de souscriptions ou de versements à une société ; soit par la publication de souscriptions ou de versements qu'ils savent ne pas exister ; par la publication de noms de personnes désignées comme étant ou devant être attachées à la société à un titre quelconque, alors qu'ils savent que ces désignations sont contraires à la vérité, par la publication de tous autres faits qu'ils savent être faux (1).

La jurisprudence, de son côté, nous a donné quelques décisions intéressantes (2).

L'exagération de la valeur des apports dans le bilan d'une société anonyme ne constitue le crime de faux bilan que si elle a été faite avec l'intention frauduleuse ou à dessein de nuire (3).

Sont volontairement responsables comme auteurs d'un fait dommageable résultant d'un concert frauduleux, les fondateurs et apporteurs qui, d'un commun accord, ont fourni des renseignements erronés aux souscripteurs en vue de les déterminer à souscrire (4).

Commet un faux, l'associé qui, sciemment et dans le but de tromper les tiers, fait un apport fictif tout au moins en partie, ou fait une évaluation exagérée et voulue de leur consistance (5). Commet un faux punis-

(1) Art. 177 de la législation belge.

(2) Le texte jurisprudentiel, quelquefois ambigu, peut étonner ceux qui ne sont point familiarisés avec les arrêts de la jurisprudence. Néanmoins, nous les publions tels quels, certains d'entre eux ayant parfois acquis force de loi.

(3) Liège, 20-4, 1904. *Pas.*, 1904, 11, 323 ; *Jur. Liège*, 1904, 193 ; *P. p.*, 1904, 840.

(4) *Cass. fr.*, 10-2, 1899 ; *B. J.*, 1905, 1085.

(5) *Cass.*, 2C-10, 1905 ; *Pas.*, 1906, p. 31 ; *P. p.*, n° 874.

sable, celui qui, frauduleusement, dans l'acte constitutif d'une société anonyme, consigne faussement une condition essentielle de la société ; notamment, le montant du capital social ou le versement du 1/10, ou affirme, par l'énonciation des apports et de leur valeur, que les fondateurs mettent en commun une valeur déterminée, alors qu'en réalité, ils ne les mettent pas en commun, les apports étant fictifs et illusoires, les versements étant eux-mêmes fictifs (1).

Le fondateur et l'apporteur qui ont d'un commun accord garanti la réalité de l'apport, doivent à raison de leur fraude commune, être solidairement tenus vis-à-vis des souscripteurs d'actions, du dommage subi. Lorsque ceux-ci ont fourni leurs capitaux à une société qui n'a pu fonctionner pleinement, il importe de les mettre dans la situation où ils auraient été si le capital avait été véritablement souscrit et si les actions remises aux apporteurs étaient la contre-valeur exacte de l'actif fourni par eux ; il est équitable qu'ils reçoivent à titre d'indemnité, la part de capital souscrite par eux et qui est perdue (2).

M. Van de Walle, à la séance du Sénat belge, le 9 mai 1905, lors de la discussion de la loi sur les sociétés, définissait la convention d'apport comme étant un contrat librement débattu et consenti entre parties ; dès

(1) Cass., 5-10, 1903 ; *Pas.*, 1904, p. 23 ; *id.*, 23-10, 1905, *Pas.*, 1906, p. 31 ; P. p., n° 874 ; P. p., 4-12, 1905 ; *Pas.*, 1906, p. 50 ; P. p., 1906, n° 1430 ; P. p., 10-4, 1906 ; *Pas.*, p., 193 ; *id.*, 15-5, 1893 ; *Pas.*, p. 224 ; *id.*, 13-11, 1893 ; *Pas.*, 1894, p. 30 ; P. p., 1894, n° 468.

(2) *Rev. soc.*, 1901, 194.

lors, la même liberté doit lui être reconnue et rester acquise comme à toute autre convention licite et elle ne peut tomber sous l'application de la loi que du moment qu'elle revêt un caractère de fraude. Précisément ici, l'apporteur peut se rendre coupable, simuler une vente de son apport, le soustraire ainsi à toute vérification ; on ne pourra s'apercevoir de la majoration que dans les bilans successifs.

Il y a effectivement apport, s'il est remis des titres de fondateurs, mais si l'apporteur reçoit en retour des obligations, s'il est libéré de certaines dettes, s'il est payé en numéraire, il ne peut s'agir que d'une vente. Dans ce cas, l'administration sera rendue responsable de ces agissements, car il a été jugé que les fondateurs peuvent considérer comme acquis les avantages concédés (1). Ces valeurs d'apport font partie des valeurs immobilisées, ce sont celles qui servent à l'exploitation du commerce de la société sans être toutefois l'objet de son commerce ; elles sont immobilisées en ce sens qu'elles doivent subsister aussi longtemps que la société elle-même, puisqu'elles sont la raison d'être de la société et que si elles disparaissaient, la société elle-même disparaîtrait (2).

Le législateur suisse prescrit, lorsqu'un actionnaire fait, autrement qu'en argent, un apport compris dans le capital social, ou lorsque la société projetée doit prendre à sa charge certains établissements ou d'autres biens, que les statuts doivent indiquer exactement le prix pour

(1) Lyon-Caen et Renault.

(2) En ce sens, Léauté, page 153.

lequel elle accepte ces apports, établissements et biens, ou le nombre des actions données en paiement.

Elle stipule encore que tout avantage particulier en faveur d'un actionnaire ou d'une autre personne ayant participé à la fondation de la société doit également être déterminée dans les statuts (1).

Les fondateurs sont en faute de ne pas s'être soigneusement assurés de la possession dans le chef de l'apporteur, de ses apports, tels qu'ils étaient présentés dans les statuts surtout lorsqu'ils ont déclaré dans les mêmes statuts, connaître la valeur des dits apports (2). La clause de l'acte constitutif d'une société anonyme qu'un apport est fait pour quitte et libre de toutes les dettes et charges quelconques, signifie que le bien est exempt de tout privilège ou hypothèque ou tout au moins deviendra tel, immédiatement et sans aucune mise en demeure, exclusivement aux frais et charges de l'apporteur. Celui-ci est tenu de procurer cette libération, mais les fondateurs de la société n'ont pas cette obligation.

Le notaire qui a reçu l'acte est responsable du préjudice causé par la non-libération de l'apport s'il n'a pas veillé à l'insertion dans l'acte d'une clause spéciale, assurant l'exécution de l'obligation de l'apporteur ou à l'accomplissement de celle-ci (3).

(1) Art. 619, § 1 C. O., Suisse.

(2) Brux., 3 juillet 1907; J. T. 1907,1070; Jur. com. Brux., 1907,481; P. p. 1907,1326; *Rev. soc.*, 1907,268 réformant com. Brux., 5-1-1904; Jur. com. Brux., 1904,333; P. p., 1904,828.

(3) Brux., 2-1-1908; *Pas.*, 1908,2,315; J. T. 1908,235; P. A. 1908,2,69; P. p., 1908,234; *Rép. not.*, 1908,184; *Rev. soc.*, 1908,283.

Les fondateurs d'une société peuvent stipuler au profit de celle-ci comme condition d'une stipulation qu'ils font pour eux-mêmes, et la société est recevable à se prévaloir de cette stipulation du moment qu'elle a suffisamment manifesté la volonté d'en profiter.

Est nulle la clause en vertu de laquelle pour le cas où l'exploitation d'un filon apporté en échange d'actions serait reconnue infructueuse, l'apporteur rentrerait en possession du filon et restituerait à la société les actions reçues en échange. Peu importe que pareille clause soit insérée dans l'acte de société ou dans une convention indépendante de cet acte. Il s'ensuit que, même dans le cas où l'exploitation dont il s'agit serait infructueuse, la société n'a pas le droit d'exiger la remise des titres, lesquels appartiennent à l'apporteur (1).

La créance de celui qui fait à une société un apport en nature payable moyennant une somme d'argent, ne peut se compenser, au moins en ce qui concerne le versement du premier quart, avec la dette contractée de son côté par cet apporteur envers la société, à raison de la souscription par lui faite à un certain nombre d'actions de la société en formation (2).

Lorsqu'un tiers a versé à la société, en l'acquit d'un des fondateurs, l'apport que celui-ci s'était engagé à fournir, ce versement ne constitue pas un acte de *negotium gestio* à l'égard du fondateur.

Le tiers a droit au remboursement de ses avances, sauf si le fondateur prouvait que c'est malgré lui et con-

(1) Comm. Brux., 6-12-1904; J. T. 1905, 105; P. p., 1904, 1488.

(2) Cass. fr., 26-2-1904; Pas., 1904, IV, 113.

trairement à sa défense que l'apport a été effectué (1).

Si l'art. 35 de la loi belge sur les sociétés commerciales rend les fondateurs solidairement responsables de certains engagements et de la réparation de certains préjudices, il ne les affranchit pas de l'obligation des articles 1382 et suivants du Code civil, mettant à charge de quiconque, de réparer le dommage qu'il a causé par sa faute :

1° Si les fondateurs d'une société ont pu jusqu'à un certain point espérer que serait rendu le décret d'utilité publique qui donnerait valeur à l'engagement pris par une ville envers un de ses fondateurs, et que la première adhérerait à la rétrocession par le second de la concession à la société, encore ne pouvaient-ils sans manquer gravement à leurs devoirs et commettre une faute lourde engageant leur responsabilité envers les tiers qui se rendraient ultérieurement acquéreurs de titres, affirmer dans les statuts que ce fondateur apportait le droit de construire et d'exploiter dans la ville, ce qui était inexact, un réseau de tramways dont il avait obtenu la concession ;

2° Si la non-réalisation des événements espérés a empêché la réalisation de l'objet social, nécessité la dissolution de la société et fait perdre à ces titres toute valeur, les fondateurs apparaissent vis-à-vis des tiers comme auteurs, au même titre d'un quasi-délit, engageant semblablement leur responsabilité envers eux, quelle que soit la part que chacun ait pu prendre dans sa préparation

(1) Brux., 11-11-1901 ; P. A. 1902, 1, 72.

par une faute commune, ont causé préjudice à autrui, le préjudice peut être imputé en entier à chacune d'elles et cette responsabilité présente tous les caractères de la solidarité (1).

Il peut se faire qu'à la constitution d'une société, la valeur des apports ait été exagérée, sans qu'il faille en inférer à une intention dolosive ; comme on ne s'apercevra de cette exagération que dans les bilans subséquents, l'administration aura pour devoir de ramener ces valeurs d'apport à la réalité, en opérant des amortissements conséquents.

I. — Valeurs amortissables.

A. — Les valeurs immatérielles.

Les valeurs immatérielles forment souvent un poste très obscur de l'actif, faute d'être consciencieusement dénombrées.

Des mesures doivent être prises, pour faire avorter les agissements des forbans de la finance qui gonflent ce poste ; sans doute, la classification est un premier contrôle, mais elle est loin d'offrir le minimum de sécurité et ne vaut que conjointement avec l'expertise.

Nous établissons dans notre bilan les divisions suivantes :

1° Frais de premier établissement (éventuellement frais de constitution et de mise en marche) ;

(1) Comm. Brux., 181-2, 1882 ; B. J. 1904, 491 ; J. T., 1909, 221 ; Jur. com. Brux., 1903, 371 ; P. p., 1909, 140.

- 2° Clientèle d'apport ;
- 3° Brevets et marques de fabrique ;
- 4° Etudes et inventions.

1° Frais de premier établissement.

Lorsqu'une société se constitue, elle a à pourvoir à des dépenses immédiates, appelées frais de premier établissement.

Par essence même, ces frais devraient figurer au compte des frais généraux, mais dans la pratique, il n'est pas toujours ainsi, à cause de l'importance éventuelle de leur montant.

Si la société avait à les porter au compte des résultats à la fin de l'exercice, leur montant grèverait lourdement les charges budgétaires à la fin de la première année, souvent peu brillante quant aux profits distribuables. Les usages ont permis l'inscription du montant de ces frais de premier établissement une fois faits, à l'actif du bilan, quitte à en répartir l'amortissement sur un certain nombre d'années ou sur la durée entière de la société.

De cette façon, les frais de premier établissement, qui constituent cependant une valeur fictive, figureront à l'actif, à l'égal de la clientèle, des inventions, des brevets et licences.

Ces frais comprennent les honoraires du notaire, l'impression et le timbrage des titres, les études préliminaires, les consultations juridiques, les commissions accordées aux tiers et aux banquiers, enfin la publicité

pour la mise en train, qui permettra à la société d'atteindre le but qu'elle s'est proposé.

Comme cette évaluation se fait *in globo*, rien n'est plus aisé pour les fondateurs que d'y porter des charges étrangères.

Aussi faudra-t-il, quand leur montant est important, relativement au capital de l'entreprise, le scinder en deux sous-chapitres :

- a) Les frais de constitution, rigoureusement faits ;
- b) Les frais de mise en marche.

Pour empêcher l'exagération des frais de premier établissement, la Législation française stipule, par exemple, que les sociétés mutualistes et les tontines doivent constituer un fonds de premier établissement dont le minimum est fixé à 50.000 francs, à amortir en l'espace de 15 ans. Signalons simultanément que les dispositions légales mentionnent que les dépenses de premier établissement des entreprises françaises sont limitées, à la quotité du fonds de premier établissement pour les associations à forme mutuelle, et au quart du capital social pour les autres sociétés. En Allemagne, l'art. 261, § 4^o du Code de commerce, stipule que les frais de constitution et d'administration ne doivent pas être repris à l'actif dans le bilan. Ceci est discutable, car l'importance de ces frais peut-être telle que la première année lourdement chargée, doit produire des résultats de nature à semer la panique dans le monde des actionnaires ; c'est là même pour une société appelée au succès, une disposition souvent fâcheuse.

En Suisse, le Code des obligations fait observer que les frais de fondation, d'organisation et d'administration doivent être portés intégralement aux dépenses de l'année. Par exception, les frais d'organisation prévus par les statuts ou par les décisions de l'Assemblée générale, soit pour l'installation primitive, soit pour une nouvelle branche d'affaires, soit enfin pour une extension des opérations, peuvent être répartis sur une période de cinq années au plus, à condition de faire figurer aux dépenses de chaque année au moins la part afférente à cet exercice (1),

Nous devons admettre le compte frais de premier établissement à l'actif du bilan, mais il reste entendu que ces frais sont une fois faits et que leur montant initial au bilan restera définitif, ne sera, par conséquent, augmenté des frais généraux d'entreprise postérieurs à la phase de constitution et qu'il plairait à l'administration d'y ajouter ; agissant ainsi, augmentant l'actif fictif de dépenses imaginaires, une administration peu scrupuleuse serait en situation de distribuer des dividendes correspondant à des débours devant figurer en moins-value au compte profits et pertes, d'où atteinte à l'intégrité du capital social.

Ces frais de premier établissement ne peuvent donc être relatifs qu'à la période de formation sociale, période suspecte pour certains organismes, cette période cessant quand la société est définitivement et légalement constituée et l'affaire mise en train.

(1) Art. 656, § 1, du C. O., Suisse.

A ce sujet, la jurisprudence s'est inquiétée de certains agissements d'administrations et elle considère, par exemple, comme illégale la clause des statuts d'une société anonyme, permettant de passer au compte des frais de premier établissement toutes les dépenses quelconques d'administration des deux premières années (1).

Constituent des altérations, des déclarations ou faits que le bilan et le compte profits et pertes ont pour effet de recevoir et de constater aux termes de l'art. 75 de la loi belge sur les sociétés, le fait de porter à l'actif du bilan comme frais de premier établissement, des frais généraux, n'étant autres que des dépenses annuelles d'administration, tels que traitements, émoluments, frais de voyages, loyers, contributions, etc.

La répartition de dividendes fictifs effectués sur la base d'un faux bilan, n'est qu'une résultante de l'intention qui a dicté l'infraction de faux, les deux infractions ne constituant ainsi qu'un seul et même fait, ne permettant donc que l'application d'une seule peine, comme le prescrit l'art. 62 du Code pénal belge (2).

Le juge du fonds constate souverainement qu'en portant à l'actif, des frais généraux ne représentant des valeurs productives que pour une quotité inappréciable, on a altéré la vérité des faits qu'un bilan doit constater. Peut être puni de faux, le tiers, même étranger à l'administration de la société qui coopère avec les administrateurs, dans les termes et aux conditions de l'art. 68 du

(1) Comm. Brux., 30-3-1909; Jur. com. Brux., 265; P. p., 1909, 768.

(2) Brux., 16 décembre 1905; *Rev. soc.*, 1906, 272.

Code pénal belge, à l'établissement d'un tel bilan (1). Bien entendu, si le montant des frais de premier établissement est relativement faible au regard des résultats bénéficiaires de l'industrie, l'administration n'aura pas à hésiter et en pratiquera l'amortissement en une seule année.

Mais à supposer qu'une société condamnée par avance à liquider au bout de deux ou trois années, ne porte à son passif qu'un amortissement peu élevé, le montant de cet actif idéal resterait quasi tout entier à charge des créanciers et des actionnaires.

La jurisprudence a solutionné cette question et elle a décidé que, s'il peut être soutenu que les amortissements des frais de premier établissement ne doivent pas être opérés à la fin de la première année, mais peuvent être éliminés par amortissements partiels successifs, ce soutien ne peut être admis que pour les sociétés viables et prospères, et nullement pour les sociétés vouées à disparaître à bref délai, à cause de l'épuisement de leurs ressources (2). Lorsque des apports ne sont tout au moins, pour parties, susceptibles d'aucun rendement et équivalent pour cette somme à une fiction et à une inexistance, leur amortissement par réduction à la valeur réelle s'impose dans le bilan aux termes de l'art. 75, alinéa 2 de la loi belge du 25 mai 1913 (3).

(1) Loi du 26 déc. 1881, art. 1, 2 et s., Code pénal, art. 66 ; cass., 12-2, 1906, 1, 128.

(2) Comm. Brux., 10-4-1906 ; J. T., 1906, 827 ; Jur. com. Brux., 1906, 323. P. p., 1906, 436 ; *Rev. soc.*, 1906, 370.

(3) Brux., 23-3-1904 ; J. T., 1904, 757 ; P. p., 1904, 596, 597. *Rev. soc.*, 1905, 84.

En résumé, nous devons spécifier les frais qui se rangent au bilan sous l'étiquette générique des frais de premier établissement ; la disproportion entre le montant de ces frais, d'une part, et l'importance de l'industrie et le chiffre des résultats, d'autre part, nous fournira des indices sérieux. Nous aurons alors à rechercher si ce poste dissimule des frais généraux courants ou des pertes d'exploitation sociale qui ont leur place aux profits et pertes et non aux existants immatériels.

2° Clientèle d'apport.

Cette clientèle d'apport fait partie des frais de premier établissement et ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une estimation autre que celle qui lui a été donnée au moment du premier établissement ou de la reprise. Ce poste est donc intangible, mais cette clientèle est de réalisation problématique, puisque inconstante ; elle dépend de l'exploitation et de l'ambiance sympathique tout à la fois, et elle peut se réduire notablement et même devenir aléatoire.

Il pourrait se produire, par exemple, que l'établissement d'une société concurrente voisine réduisit sensiblement la valeur fictive de cette clientèle d'apport. Il conviendra d'évaluer scrupuleusement cet élément fictif et surtout de l'amortir au plus tôt.

3° Brevets et marques de fabriques.

Ce que nous venons de dire des apports en général s'applique simultanément aux brevets, aux marques de fabrique, aux études et aux inventions.

A proprement parler, peut-on les considérer à la fois comme valeurs actives et fictives ?

La réponse n'est pas douteuse ; ces brevets et marques de fabriques ont été rémunérés en actions, titres de capital ou autres, qui auraient pu être écoulés sur le marché contre espèces ou remises à des apporteurs en nature.

Quand bien même, après quelques années, le brevet est inutilisable, et c'est ce qui fréquemment se produit dans l'industrie où les découvertes de procédés nouveaux sont surprenantes, si la marque de fabrique ne conserve toute la vogue au produit qu'elle estampille, et lui donne la préférence sur ses congénères, ces deux valeurs immatérielles constituent néanmoins un élément fictif de fortune, dont le montant sera repris à l'actif immobilisé.

Nous venons de prouver la nécessité de les incorporer à l'actif du bilan, mais on nous demandera à quel taux se fera cette inscription.

Nous pouvons nous inspirer de ceci :

Le § 4 de l'art. 35 de la nouvelle législation belge, relatif à la responsabilité des fondateurs d'une société anonyme, vise aussi bien la fausseté des énonciations prescrites par l'art. 30 que la fausseté des souscriptions de l'art. 31.

L'apport en société doit être effectif, c'est-à-dire réel et sérieux, mais il ne doit pas avoir une valeur marchande égale à celle des actions qu'il représente ; les parties sont libres de déterminer l'évaluation des apports en nature, pourvu que cette détermination soit faite sans fraude. En l'absence de fraude, l'acquéreur

d'actions d'une société anonyme ne peut assigner un des fondateurs en responsabilité du chef de l'évaluation exagérée de son apport, alors surtout qu'il n'ignorait pas le caractère spéculatif de la dite société (1).

L'apport fait à une société anonyme peut consister en une entreprise qui, par les chances de gain ou de perte qu'elle comporte, ne peut être évaluée autrement qu'à forfait (2).

Ici encore, l'appréciation est tâche ingrate ; malgré toute la sagacité de l'administration, des estimations fantaisistes et arbitraires pourraient être faites.

L'évaluation dépendra de l'utilisation industrielle, en d'autres termes, des services que l'entreprise a recueillis par l'application du brevet ou l'emploi de la marque concédée.

Si, au moment de l'inventaire, les effets de cette application et de cet emploi ne se font plus guère sentir ; si, grâce au jeu de la libre concurrence, la marque a trouvé des rivales et devient désuète, si le brevet est démodé par des procédés nouveaux ou s'il est atteint par la prescription qui le fait entrer dans le domaine public, c'est aux amortissements accélérés qu'il faut recourir en prévision d'une utilisation désormais compromise.

4° *Les études et inventions.*

Ici également, l'intention dolosive se trouve dans la majoration de ces apports idéels, majoration qui auto-

(1) Comm. Brux., 12-3-1907 ; J. T., 1907,504 ; Jur. com. Brux., 1907,320 ; P. p., 1907,444.

(2) Cass. fr., 3-1,1900 ; Rev. soc., 1900,153.

rise la remise de titres dont le montant est supérieur à la valeur des services rendus à la société, en études et les résultats élastiques peut-être de l'invention.

Pour ne citer qu'un fait, il nous a été donné récemment de constater la ruine d'une société de transports en Italie, dont le capital avait été dévoré en grande partie par les études. On devine ce que les prospecteurs coustaient. On convient que, dans certains cas, une réglementation sérieuse soit instaurée en ce qui touche la remise de titres aux apporteurs d'études et d'inventions. Un sénateur belge avait proposé à la Haute Assemblée d'empêcher les apporteurs d'écouler leurs titres d'apports avant la publication du second bilan. Sans doute, y eut-il des réfutations à cette proposition, mais il fallait ne pas oublier que la période suspecte et mise à profit par les forbans est précisément celle de la gestation qui s'étend de la constitution de l'être social à l'époque du deuxième bilan.

Une fois l'affaire lancée, savamment appréciée par une publicité vénale, une fois le premier bilan publié, à gros boni naturellement, la proie est facile, les souscripteurs affluent, la demande dépasse l'offre, le marché fait prime ; les compères s'entendent, provoquant la surenchère et ne lâchant leurs titres qu'au moment où les cours élevés sont atteints. Il est tant de tours pendables dans la besace du financier retors. L'art. 47 de la législation belge a tempéré ces agissements, en stipulant que les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire, de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces actions, ne sont né-

gociables que dix jours après la publication du deuxième bilan annuel qui suit leur création. Jusqu'à l'expiration de ce délai, leur cession ne peut être faite que par un acte public, ou par écrit, ou sous seing privé, signifié à la société, dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité. Les actes relatifs à la session de ces actions mentionnent leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Ainsi, le législateur belge a estimé que pour refréner les abus, le lendemain de la publication du deuxième bilan était l'époque la plus favorable permettant de mieux apprécier le titre et d'éviter les évaluations fantaisistes à la bourse.

5° Primes sur émissions.

La différence entre le taux d'émission et le taux nominal des actions ou des obligations est la prime. Si le taux d'émission des obligations est inférieur au taux nominal, la prime sur émissions fera partie des valeurs immatérielles et amortissables du bilan, cette prime étant à considérer comme frais généraux de premier établissement (1).

Dans le cas inverse, la prime sur actions ou sur obligations constitue un profit occasionnel à porter, comme nous l'étudierons plus loin, sous la rubrique du capital-réserves au passif du bilan.

(1) En ce sens, art. 656, § 7 du C. O., Suisse.

B. — Les Valeurs matérielles.

Les valeurs immatérielles amortissables incorporées à l'actif immobilisé du bilan, se réduisent souvent à zéro après un certain nombre d'années ; elles sont amorties, au fur et à mesure des possibilités et de l'utilisation.

Il n'en est pas de même des valeurs matérielles amortissables ; quelquefois, on les réunit toutes sous le même titre de premier établissement, et c'est un tort.

On confond alors toutes les valeurs matérielles de constitution, nécessaires à l'exploitation, les usines, les immeubles, le matériel, les terrains, l'outillage, un véritable capharnaüm.

Cette façon de procéder est condamnée par les économistes et les praticiens qui estiment, non sans raison, ne pouvoir analyser chacun des éléments de cette hospitalière rubrique sous laquelle peuvent foisonner les estimations malévoles. Si une société est fondée pour une durée de trente années et qu'elle ne soit pas prorogée à ce terme, les valeurs matérielles dont elle dispose, bien qu'étant normalement rachetées par les amortissements successifs, conservent encore quelques chances de récupérer un tantet du prix d'acquisition.

C'est que ces éléments palpables de fortune ont toujours une valeur résiduelle, celle des débris ou de la mitraille, après que l'affaire ne fonctionne plus.

De plus, ces mêmes éléments subissent, au cours de l'industrie, des transformations, des améliorations, des appropriations meilleures dont il faut nécessairement

tenir compte au bilan parce qu'elles forment, en quelque sorte, dans leur ensemble, non plus un premier établissement, mais un second établissement.

On conclut qu'il est aisé de charger le compte des valeurs matérielles et c'est pour ce motif que l'on exigera au bilan, le classement en deux catégories bien lisibles des valeurs matérielles anciennes et des valeurs matérielles acquises au cours de l'exercice social.

Cette distinction permet en outre le contrôle facile des amortissements opérés, chose impossible avec le système actuel d'amortissement total au passif, si l'on ne dispose du bilan précédent. Dans un autre domaine, cette innovation est utile aux tiers qui desirent s'enquérir des moins-values de l'actif matériel, de cet actif que peuvent spécialement revendiquer les obligataires et les créanciers ; elle est en outre le moyen de supputer les utilisations de l'actif au cours de l'année sociale.

Le bilan doit spécialement relater la valeur réelle des immeubles, du matériel et du mobilier industriel, sans devoir indiquer le prix qu'ils atteindraient vendus publiquement ou de gré à gré par suite d'une réalisation forcée (1).

Les valeurs matérielles amortissables comprennent :

- 1° Les usines et dépendances ;
- 2° Les terrains exploités ;
- 3° L'outillage et les ustensiles ;
- 4° Le matériel mobile ;

(1) Comm. Brux., 28-12, 1903 ; Jur. com. Brux., 1904 ; P. p., 1904, 640.

- 5° Le matériel fixe ;
- 6° Les chevaux, les camions et les automobiles ;
- 7° Les concessions ;
- 8° Les habitations ouvrières.

1° Les usines et dépendances.

Sous ce poste, on range les établissements industriels, bâtiments servant à l'exploitation et leurs annexes, magasins, entrepôts, hangars, remises, halls pour machines, réduits pour décombres.

Nous verrons qu'il y a nécessité de traiter séparément les immeubles d'industrie et de négoce de ceux qui sont acquis à titre de placement ou de rapport, les habitations des directeurs et employés, les maisons ouvrières.

La chose s'explique si l'on envisage la destination de l'immeuble sur lequel doit porter l'appréciation. S'agit-il d'un bâtiment industriel, nécessaire à l'exploitation, il s'usera plus ou moins, suivant le genre d'industrie ; il aura à souffrir, sans conteste, une dépréciation plus forte que celle qui atteindra l'immeuble d'habitation ; peut-être va-t-il être abandonné lorsque l'exploitation se poursuivra par ailleurs. Il en est ainsi, entre autres, dans les industries extractives, où une fois les concessions épuisées, on laisse tomber en ruines les immeubles dorénavant devenus inutiles.

Au contraire, si l'on acquiert des immeubles à titre de rapport, et tel est le cas pour les bâtiments achetés avec des fonds disponibles à placer, ces immeubles, aussi bien que les habitations des directeurs et des em-

ployés sont généralement bien entretenus, conservent à tout le moins la valeur initiale et nous alléguerons même qu'ils ne sont pas, qu'ils ne peuvent pas être susceptibles de l'amortissement.

En effet, la population augmentant, les besoins croissent parallèlement et comme le plus impérieux est celui de se loger, le balancier universel qu'est la loi de l'offre et de la demande, joue son rôle, et voilà les immeubles de cette catégorie atteignant, au cas d'expertise, une valeur souvent très supérieure à celle de leur prix d'achat. De là, deux significations des immeubles, la première concernant ceux qui font corps avec l'actif amortissable et les autres qui pourraient être confondus parmi les valeurs réalisables, en tant que placements, sans préjudicier l'activité de l'entreprise.

Les immeubles et bâtiments doivent être évalués tout au plus au prix d'acquisition, et déduction faite de l'amortissement que comportent les circonstances ; s'ils sont assurés, on indique en outre la somme pour laquelle ils le sont (1).

2° Les terrains exploités.

Les chantiers d'exploitation seront étudiés comme l'ont été les immeubles industriels ; ils seront évalués à leur prix d'acquisition et leur amortissement sera reporté sur un nombre d'exercices à fixer par le service technique de l'entreprise, compétent en ce qui touche l'importance de ces terrains. Cet amortissement sera

(1) Art. 656, C. O., Suisse, § 2.

fixé avec le concours des ingénieurs et, s'il s'agit par exemple d'un terrain minier dont le coefficient annuel d'exploitation est constant et dont on connaît approximativement par avance le nombre d'années sur lesquelles va se répartir son exploitation, le taux de l'amortissement est trouvé.

3° L'outillage et les ustensiles.

Telle industrie use son outillage et ses ustensiles plus rapidement que telle autre, d'un autre genre, de même genre parfois, et il convient de faire les amortissements dans le laps de temps suffisant pour leur rachat en entier ou pour en contrebalancer la différence d'estimation au moment où l'on songe à faire l'inventaire ou à ne plus les utiliser.

4° Matériel mobile.

Cette rubrique englobe le matériel roulant et le matériel ambulant qui servent à l'exploitation, au siège même de l'entreprise, dans ses succursales ou dans certains lieux d'exploitation temporaire.

Le matériel mobile, à l'égal de l'outillage et des ustensiles, du matériel fixe, de la cavalerie, des camions, des automobiles, des bateaux, des decauvilles, est atteint par une dépréciation constante dont le coefficient d'amortissement est à fixer aussi approximativement que possible, et appliqué uniformément sur le nombre d'années d'utilisation. Pour être rationnels, ces amortissements devraient correspondre en total, au moment de la liquidation de l'affaire, à la valeur ini-

tiale des achats. Pratiquement, il n'en est pas toujours ainsi, car on se figure aisément que l'outillage et le matériel conservent, même après long usage, une valeur de ferraille, de moindre emploi, mais valeur tout de même.

5° *Le matériel fixe.*

Le matériel fixe est constitué par les engins mécaniques qui sont immobilisés au siège principal de l'industrie et dans ses filiales.

Ce matériel est soumis aux mêmes règles d'appréciation que celles édictées plus haut pour le matériel mobile, en tenant compte également de ce que l'amortissement doit correspondre au montant de dépréciation par l'usure, le moindre emploi résultant de la découverte de nouvelles machines.

6° *Les chevaux, les camions et les automobiles.*

Le lecteur ne s'étonnera pas de ces subdivisions spéciales car pour rendre le bilan aussi limpide que précis, il convient d'y faire figurer chacun des éléments constitutifs de l'actif sous des chapitres strictement appropriés, lesquels renseignent *a priori* sur la sincérité des élaborateurs.

Dans nombre d'industries, dans les brasseries, dans les meuneries, les entreprises de charroi, la cavalerie forme un poste sérieux au bilan.

Ces machines tractoires et naturelles, tout comme les mécaniques, ont à subir l'usage du temps en particulier. Si l'on songe à ce qu'un cheval employé régulièrement

dans l'industrie, a une existence moyenne de dix ans, au cours desquels il rend sensément les mêmes services, si l'on tient compte des imprévus, des affections, de l'entretien, des patentes et autres frais, le coefficient de moins-value sera facile à chiffrer; il correspondra au quotient par dix du prix initial d'achat augmenté de la somme des frais énoncés ci-dessus. On n'omettra cependant pas que la dépouille vaut tout comme pour le matériel le $\frac{1}{10}$ à peu près de son prix coûtant, et c'est là un bénéfice mince sans doute, si les amortissements ont été régulièrement opérés pendant les dix années d'emploi.

Quant aux camions et aux automobiles, leur estimation sera faite en observant les principes directeurs identiques; il s'agit, en somme, d'une forme spéciale du matériel roulant, éprouvant comme lui des réductions de valeur au fur et à mesure de l'utilisation.

7° Les concessions.

En principe, les concessions sont attachées au fonds immobilier d'exploitation et il est fort commun de rencontrer au bilan la rubrique collective des immeubles, terrains et concessions.

Mais ici encore, si on classe les concessions avec les terrains, comment différencier la valeur des terrains en exploitation de celle des concessions?

Une concession n'est en réalité qu'un privilège sur un terrain, accordé pour un certain laps de temps. C'est en quelque sorte un bail sur terrains industriels, dont le montant est liquidé en une fois.

Au lieu de figurer aux frais généraux comme charges locatives, le montant de la concession, formant de la sorte un loyer anticipatif, doit figurer parmi les valeurs actives du bilan.

Cet élément sera mentionné pour la valeur d'acquisition de la concession et l'amortissement se répartira uniformément sur toute la durée du privilège.

8° *Les habitations ouvrières.*

D'aucuns considèrent les habitations ouvrières comme des dépendances de l'usine ; d'autres les envisagent comme immeubles de rapport et proposent de les ranger sous le même poste que celui des habitations des directeurs et des employés.

Tous partent du principe qu'un immeuble, sous quelque forme qu'il soit, construit avec des matériaux vraisemblablement identiques, n'offre rien de particulier quant à son évaluation, et là est la raison pour laquelle les adversaires d'une classification par le menu, allèguent que tous les immeubles doivent être inventoriés de même et subir les mêmes taux d'appréciation ou de dépréciation.

Dès le principe, nous avons réfuté cet argument spécieux ; nous avons démontré l'importance, l'intérêt même, pour l'administration, à diviser les immeubles suivant leur destination.

Sans doute, l'inexorable règle de dépréciation les atteint et des amortissements annuels doivent leur être appliqués ; mais, pour certains d'entre eux, la plus-value, en raison de la situation avantageuse, de l'accroissement

de la population, de l'augmentation du prix des terres, est plus élevée que la dépréciation effective qui matériellement les affecte.

Il y aurait donc erreur à les amortir, puisque, au cas de liquidation, le montant de réalisation serait supérieur au prix d'achat, en sorte qu'on pourrait les assimiler à de véritables placements dont seuls bénéficieraient les distributeurs de l'année de cette heureuse réalisation.

Peut-on dire la même chose des habitations ouvrières ?

Le cas est rarissime où une de ces habitations soit un placement avantageux pour l'établissement industriel qui les a construites.

L'habitation ouvrière est souvent négligée par l'occupant, nomade quelquefois, partant, peu soucieux, qui n'effectuera pas les réfections nécessaires ; forcément, au bout de quelques années, la maison ouvrière ne vaudra que ce que l'on veut bien offrir pour des décombres.

D'autres facteurs influent également sur l'appréciation ; nous songerons aux industries dont l'exploitation cesse anticipativement, à la suite de causes diverses, telles l'épuisement de la concession, les cataclysmes économiques, politiques ou financiers, avec lesquels une administration éclairée et prévoyante doit compter dans la mesure qui convient. Les maisons ouvrières, ainsi brusquement abandonnées ne vaudront pas gros et dans cette perspective, l'amortissement élevé est requis.

II. — Valeurs non amortissables.

A. — Valeurs immatérielles.

On peut dissimuler sous ce titre beaucoup de valeurs factices. Le remède est dans la division pour préciser les évaluations et amener la clarté.

Les valeurs immatérielles engagées, temporairement immobilisées, correspondent en réalité à des sorties anticipatives d'espèces, à des avances faites au moyen de décaissements ; l'administration ne pouvant les faire figurer au chapitre des disponibilités, doit en expliquer l'emploi à l'actif immobilisé non amortissable.

Ces valeurs d'attente ne sont pas amortissables ; elles n'indiquent que des avances de fonds à valoir et lorsqu'elles arrivent à échéance normale, qu'elles deviennent réellement des obligations de déboursier, elles rentrent dans la série des comptes ordinaires de résultats et figureront au débit de profits et pertes.

Elles se déterminent dans l'ordre suivant :

- 1° Loyers d'avance ;
- 2° Travaux préparatoires ;
- 3° Assurances anticipatives ;
- 4° Impôts et patentes d'avance ;
- 5° Appointements et salaires d'avance ;
- 6° Acomptes versés sur dividendes et primes de remboursement sur obligations ;
- 7° Frais généraux d'avance ;
- 8° Réescompte d'entrée des effets à payer.

1° Loyers d'avance.

Les loyers payés par anticipation sont des valeurs actives. Ces débours prématurés ne concernent que l'exercice subséquent, et le montant avancé est un décaissement d'espèces qui ne devait être imputé à l'année en cours ; pour faire apparaître au bilan cet élément de fortune soustrait à l'industrie de l'exercice courant, on le fait figurer sous la rubrique : des loyers d'avance.

2° Travaux préparatoires.

L'industrie étant en pleine prospérité, il va de soi qu'il faut présager l'avenir et préparer le champ à l'activité de demain.

Dans le but d'assurer une production régulière, de nouveaux chantiers d'exploitation seront aménagés au fur et à mesure que les anciens s'épuisent ; ces travaux de préparation qui sont incorporés aux terrains non encore soumis à l'amortissement, augmentent la valeur de ces derniers, dont l'amortissement ne sera appliqué que dès le jour où ils seront livrés à l'exploitation ; c'est à cette époque seulement qu'ils passeront dans la catégorie des terrains exploités.

Au bilan, les travaux préparatoires chiffreront le montant total des dépenses nécessitées par ces mesures préliminaires à la mise en œuvre.

3° Assurances anticipatives.

4° Impôts et patentes d'avance.

A l'instar de ce qui vient d'être exposé en ce qui concerne les loyers d'avance, les assurances anticipatives,

les impôts et les patentes d'avance, formeront des éléments actifs à relater au bilan.

Dans nombre d'affaires, les assurances sont payées d'avance, généralement les assurances pour risques industriels — avec bénéfice de ristourne partielle.

Il en est de même des impositions et de la patente.

En fin d'année, les montants de ces éléments sont virés au compte profits et pertes pour solde et pour l'exercice qu'ils intéressent.

S'il y a ristourne partielle, c'est au compte caisse à enregistrer cette éventualité.

5° *Appointements et salaires payés d'avance.*

L'administration se voit parfois sollicitée de verser par avance, le montant des salaires à des ouvriers et quelquefois celui des appointements aux employés. Il est évident que cette dépense anticipative, irrégulière, est une valeur active au moment du versement opéré puisque cette somme allouée avant terme prive la trésorerie.

Elle forme un prêt dont est débité l'employé ou l'ouvrier et pour ne pas amener la confusion de ce genre spécial de débiteurs avec ceux qui figurent commercialement au bilan, on les fait intervenir sous l'étiquette des appointements et salaires payés d'avance par le crédit de caisse.

6° *Acomptes versés sur dividendes et primes de remboursement sur obligations.*

Les acomptes versés sur dividendes sont des avances faites aux actionnaires sur le bénéfice réalisé de l'exploitation.

Les primes de remboursement pour obligations émises en dessous du pair et dont le montant ne sera versé qu'à chaque tirage du tableau d'amortissement font également partie des acomptes versés sur dividendes. Certains auteurs soulèvent la question de répartition anticipée au cours de l'exercice. En aucun cas, cette thèse n'est admissible ; elle est d'ailleurs en contradiction avec les principes économiques qui nous guident dans ce travail. Distribuer anticipativement un bénéfice qui n'est pas effectif puisque l'exercice n'est pas encore clôturé, est d'autant plus scabreux que l'industrie peut être exposée à des difficultés telles que le bénéfice espéré peut bien ne pas être rendu distribuable ; que le résultat de fin d'année se traduise en déficit et alors, il y a atteinte à la fixité du capital, si l'on ne rappelle les dividendes distribués prématurément.

7° Frais généraux d'avance.

Ils ont trait aux frais de l'exercice prochain et sont imputés à l'année en cours. Tout comme ce qui vient d'être indiqué plus haut pour les imputations d'avance, les frais généraux anticipatifs sont mentionnés à l'actif du bilan comme valeurs immatérielles aussi longtemps que l'exercice n'est pas clôturé et le montant passera dans la suite au chapitre des résultats ultérieurs.

8° Réescompte d'entrée des effets à payer.

Les effets en circulation sont communément portés au bilan à la valeur nominale, mais à supposer un escompte immédiat de ces valeurs, le montant nominal

serait entamé par l'intérêt calculé sur un nombre de jours à courir jusqu'à l'échéance respective de chacun des effets ; en sorte que nous devons avoir soin de ramener la valeur nominale des effets en circulation à la valeur réelle, actuelle ou escomptée en portant, à l'actif, sous la rubrique réescompte d'entrée, l'escompte à défalquer.

B. — Valeurs matérielles.

Notre bilan fondamental à terminologie légale nous indique comme valeurs matérielles non amortissables :

- 1° Les immeubles de rapport ;
- 2° Les habitations des directeurs et employés ;
- 3° Les terrains non exploités ;
- 4° La caisse de dépôts et consignations.

1° Les immeubles de rapport.

Par immeubles de rapport, il faut entendre ceux qui sont acquis à titre de placement, à l'aide des fonds sociaux disponibles et non requis dans l'industrie. Sans conteste, la société a vu, dans ce placement, des avantages que ne lui procurerait pas la capitalisation du superflu de sa trésorerie dans un établissement financier ou dans une sous-participation. Les immeubles sur lesquels s'est porté son choix sont bien situés, susceptibles de surenchères, tout ceci indépendamment du taux du bail, plus élevé s'entend que celui qui aurait été accordé pour le placement du capital correspondant en espèces. Aux termes de la législation belge, il faut faire les amortissements nécessaires au bilan, mais à notre avis, l'amortissement étant une dégression de la valeur arith-

métique des choses pour les ramener à leur valeur réelle, n'est pas à appliquer à un immeuble dont la valeur va en augmentant. Le chapitre des amortissements exposé plus loin nous donne des arguments sérieux, dont l'essentiel est que, les distributaires en fin de collaboration sociale, bénéficieraient des sacrifices imposés aux actionnaires précédents ; et il faut admettre qu'un régime d'égalité doit être observé à l'égard des actionnaires au cours du pacte social.

Lorsqu'un immeuble est apporté à la société contre l'échange de parts sociales, il sera rappelé à l'actif pour le montant correspondant au total des parts remises ; si cet immeuble était grevé d'hypothèque, la société n'entrant pas en possession de la valeur intégrale, il faut inscrire à l'actif le prix total de l'acquisition, et au passif le montant inscrit de l'hypothèque au chapitre des dettes hypothécaires ; cette dette hypothécaire figurera au passif aussi longtemps que l'immeuble ne sera purgé du montant des hypothèques.

2° Habitations des directeurs et employés.

A l'inverse des habitations ouvrières, dont le montant est amortissable, nous soutenons le principe que les maisons occupées par les directeurs et les employés, pas plus que les immeubles de rapport, ne sont sujettes à l'amortissement.

Ces constructions sont soignées, bien entretenues, avantageusement situées, à front de rues fréquentées où la valeur des terrains va sans cesse s'accroissant ; à supposer une dépréciation matérielle courante, il n'y a

pas lieu d'en pratiquer l'amortissement correspondant puisque le terrain qui supporte la construction augmente à lui seul, dans une proportion autrement importante que celle de dépérissement, qui, en sens inverse, atteint l'habitation. Sans doute, quelques exceptions sont à signaler relativement aux habitations fort éloignées des centres populeux et qui, une fois l'exploitation terminée, avant terme peut-être, seront sous-louées ou cédées à des conditions modestes, parce que la société va exercer son activité par ailleurs.

3° Terrains non exploités.

A côté des immeubles de rapport sous lesquels on peut ranger, comme nous l'avons vu, les habitations du personnel des directeurs et employés de l'entreprise, on doit, pour être logique, admettre les terrains non exploités sous le chapitre des valeurs matérielles non amortissables, peu importe que ces terrains soient destinés à l'exploitation ou à la bâtisse. S'ils sont terrains à exploiter dans la suite, ils conservent jusqu'à l'époque de mise en valeur, le caractère d'inaltérabilité; une fois employés dans l'exploitation, ils ressortissent désormais à la catégorie des terrains industriels, dont le prix d'acquisition doit nécessairement être amorti.

Lorsque des terrains sont achetés à l'aide de disponibilités superflues ou à des conditions telles que l'administration espère avantageusement en retirer un profit locatif ou de vente, ces valeurs matérielles sont à considérer comme l'ont été les immeubles de rapport; on agira sagement en les laissant subsister sous la rubrique

des terrains inexploités, aussi longtemps que l'on ne sera fixé sur leur utilisation ultérieure. Il est évident que les dépenses d'entretien et de préservation sont à ajouter au prix d'acquisition; un terrain qui aurait été acheté 25.000 francs et qui a nécessité, par exemple, l'établissement d'une clôture valant 500 francs, vaudra au bilan 25.000 francs + 500 francs.

4^e La Caisse de dépôts et de consignations.

La caisse de dépôts et de consignations est un organisme officiel qui est chargé, en ce qui nous concerne spécialement, de la réception des diverses consignations que la loi autorise et des cautionnements en numéraire ou en valeurs que doivent fournir les personnes qui prennent part aux adjudications ou qui obtiennent des concessions de travaux publics.

Citons surtout, parmi ces dépôts et consignations, le montant des effets négociables et de commerce non présentés au paiement à l'échéance (1) ; les fonds provenant des biens séquestrés (2) ; les indemnités d'expropriation pour cause d'utilité publique (3) ; les sommes provenant des saisies-arrêts et saisies-exécutions dans les cas déterminés par la loi.

La consignation est encore requise par des lois spéciales (4).

Mentionnons, en outre, le cas de l'art. 97 de la loi

(1) Loi du 6 Thermidor, an III.

(2) Code d'instruction criminelle, art. 471.

(3) Loi du 17-4, 1835, art. 12.

(4) Voir Gillis, *Encyclopédie, Commerce, Industrie et Finance*, tome II, p. 57.

belge sur les sociétés anonymes du 25 mai 1913, stipulant que la société débitrice d'obligations appelées au remboursement total ou partiel, et dont le porteur ne s'est pas présenté dans l'année qui suivra la date fixée pour le paiement, est autorisée à consigner les sommes dues.

La consignation aura lieu à l'agence de la Caisse des Dépôts et Consignations de l'arrondissement où se trouve le siège social.

B. — ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE

I. — (Valeurs de roulement.)

Voici le nœud, la pierre angulaire dans l'examen de l'actif du bilan.

Les valeurs réalisables et disponibles qui composent ce chapitre sont fréquemment l'objet de sophistications, dont le but est de rassurer les intéressés du passif exigible. Si parfois, il y a lieu d'accorder certaine latitude, il y a par contre obligation de poursuivre les falsificateurs, les embellisseurs, jusque dans les moindres replis de l'actif réalisable et disponible. Et c'est ainsi que l'évaluation des valeurs disponibles et réalisables particulièrement, a soulevé pas mal de controverses. En principe, il ne faut ni augmenter, ni diminuer le montant de ces valeurs et la jurisprudence n'hésite pas à faire respecter cette règle d'honnêteté.

Elle ne veut pas d'affirmations erronées ou fantaisistes, qui lésaient les intérêts du lecteur bénévole ; les éva-

luations doivent être sincères et trouver leur origine dans la valeur intrinsèque des choses. La difficulté surgit conséquemment dans les bases d'appréciation.

Différents systèmes d'évaluation ont été proposés, tels sont le prix coûtant, le prix de revient, le prix courant, le prix raisonné.

Prenons des exemples pour élucider notre pensée.

Une marchandise a coûté x francs, c'est le prix coûtant. Si elle nécessite un complément de frais, dont le montant est a francs, le prix coûtant se trouvant augmenté du montant de ces frais, devient $x + a$, c'est le prix de revient.

Si le cours du marché est y , peu importe qu'il soit inférieur, égal ou supérieur au prix de revient, c'est le prix coté ou courant.

Le prix raisonné se chiffre en tenant compte des résultats acquis au bilan.

Mais là est le critérium de fixer un prix raisonné basé sur une appréciation sérieuse.

Si la société est *in bonis*, le prix raisonné s'entendra de la valeur d'achat de la marchandise augmentée de la quotité de bénéfice y afférente et calculée proportionnellement au bénéfice net réalisé sur la partie écoulée.

Il est manifeste que l'administration a toujours un penchant à surestimer les valeurs de roulement; il lui est difficile de ne pas corser son actif réalisable et disponible, parce qu'elle sait que c'est au fonds de roulement, qui caractérise sa puissance, qu'elle devra les sympathies du public financier et par conséquent la hausse de ses titres en bourse. C'est là souvent une lacune à la

constitution de la société, que de ne pas prévoir le fonds de roulement suffisant au développement de l'affaire. Les constituants exécutent de fortes dépenses de premier établissement dans les immobilisations, et l'administration se trouvant à court de fonds doit recourir à l'intervention d'établissements de crédit, intervention qui a pour résultat de mêler trop intimement le banquier au service financier de l'entreprise. Il est risqué de permettre le groupement sous une même rubrique, de tous les éléments qui composent l'actif réalisable et disponible et cette importante subdivision se dénombrera dans l'ordre suivant :

- | | |
|---|-----------------|
| a) Les créances ; | } (réalisable). |
| b) Les valeurs d'industrie ; | |
| c) Les valeurs de négoce ; | |
| d) Le portefeuille commercial ; | |
| e) Le portefeuille-titres ; | |
| f) Les finances ou trésorerie ; (disponible.) | |

Prenons séparément chacune de ces valeurs.

a) *Les créances.*

Il y a lieu tout d'abord de développer le chapitre des créances à l'actif du bilan en autant de postes qu'il y a d'espèces de débiteurs.

On admettra difficilement, en effet, qu'une créance chirographaire soit mise sur le même pied d'estimation qu'une autre dont le recouvrement est douteux ; de même, on ne confondra pas une créance ordinaire, souvent à court terme, avec une créance hypothécaire, généralement à long terme.

Ensuite, les créances seront sérieées en bonnes, douteuses, ou mauvaises; les bonnes créances seront inscrites sous les postes des créances ordinaires et chirographaires, avalisées, hypothécaires, privilégiées, en même temps que les créances sur directeurs, administrateurs et commissaires.

Les créances douteuses sont celles dont le montant peut bien ne pas être recouvré en entier et dont la partie perdue se retrouvera au passif, à un poste spécial, sorte d'amortissement des mauvais payeurs et qui a été appelé prévisions sur créances douteuses.

Il en est de même en ce qui regarde les créances litigieuses qui trouveront au poste passif, prévisions sur créances litigieuses, la réparation arithmétique provoquée par la perte de tout ou partie d'une ou de plusieurs créances litigieuses.

Il ne faut pas admettre le procédé de réduction proportionnelle à faire subir aux créances douteuses ou litigieuses parce qu'il n'est pas possible, en adoptant ce système, de se reporter au capital nominal de ces créances; il est plus rationnel de porter à l'actif le montant nominal de toutes les créances en général, de passer ensuite au passif du bilan le montant douteux ou litigieux supposé irrécouvrable, et de le reporter à l'exercice nouveau s'il y a quelque espoir de recouvrement.

Dans ce même chapitre, il doit être tenu compte de l'exigibilité plus ou moins éloignée des créances; cela permettra au tiers de se rendre aisément compte des moyens dont dispose la société pour faire face aux exigibilités du passif.

Ces créances sont à long terme, quand elles sont à plus de trente jours ; elles sont réputées à court terme lorsqu'elles échoient dans les trente jours.

Notre classification des créances sera :

- 1° Les créances ordinaires et chirographaires ;
- 2° Les créances privilégiées comprenant les créances cautionnées, hypothécaires et autres gagées ;
- 3° Les créances douteuses ;
- 4° Les créances litigieuses ;
- 5° Les créances sur directeurs, administrateurs et commissaires.

Il est entendu que si ces créances portaient intérêts, leurs montants respectifs en seraient augmentés ; par contre, si des rabais ou des escomptes sont consentis à des clients, ces réductions de valeurs actives sont à inscrire au passif du bilan.

Lorsque des prêts consentis dans des conditions statutaires, par des administrateurs d'une société anonyme, ont été portés au bilan sous la rubrique clients et débiteurs divers et que les opérations, cause des dits prêts, ont été mentionnées dans le rapport des administrateurs à l'assemblée générale, qu'il n'existe dans le bilan aucune omission ou indication fausse dissimulant la situation réelle de la société et que les actionnaires ont reçu à l'assemblée générale tous les éclaircissements qu'ils désiraient, l'on ne saurait admettre que l'approbation du bilan n'a pas été donnée en pleine connaissance de cause et ne vaut pas décharge pour les administrateurs (1).

(1) Bruxelles, 5-2, 1909 ; *Rev. Soc.*, 1909, 336.

1° Les créances ordinaires et chirographaires.

Les créances ordinaires sont celles d'ordre courant, dont la relation se trouve aux livres de la société dans la forme comptable ordinaire ; les créances ordinaires trouvent leur origine dans la confiance en les clients dont la surface commerciale est suffisante.

Lorsque l'on veut dégrossir le chiffre de la rubrique des créances ordinaires, on fait souscrire aux clients des effets non négociables, en sorte que les comptes de certains clients se trouvent soldés ; ces créances deviennent par là même chirographaires.

2° Les créances privilégiées.

Cette appellation a trait aux créances sur clients dont la signature se double de celle d'un répondant, d'une caution, d'une hypothèque, et payables par privilège.

Par caution, il faut entendre la garantie personnelle offerte par un tiers au créancier en faveur du débiteur ; la personne qui se porte caution est tenue au cas d'inexécution de l'obligation du débiteur.

La solvabilité du client n'est pas toujours certaine ; elle est souvent difficile à vérifier et il va de soi que le créancier tâche d'obtenir une sûreté pour l'affectation au paiement de la dette.

Cette sécurité lui est fournie par le gage, pris sur un bien mobilier, ou par une hypothèque consentie sur un immeuble.

On sait que celui qui est obligé, le débiteur, est per-

sonnellement tenu de remplir ses engagements et que ses biens mobiliers et immobiliers présents ou à échoir, forment le gage commun des créanciers ; s'il ne s'exécutait pas, le prix de réalisation forcée serait distribué au marc le franc entre les créanciers, à moins qu'il n'y ait des causes légitimes de préférence, soit une hypothèque, une antichrèse ou gage.

Le privilège est le droit que la qualité de la créance donne en vertu de la loi, au créancier d'être préféré aux autres créanciers, même hypothécaires.

Le privilège peut être établi conjointement sur les immeubles et les meubles, ou séparément sur les immeubles ou sur les meubles, ou encore sur les revenus des immeubles.

L'art. 27 de la loi belge du 15 déc. 1851 énumère les créanciers privilégiés sur les immeubles exclusivement. Cette catégorie de créanciers jouit des mêmes droits que celle des créanciers hypothécaires, mais est astreinte aux mêmes devoirs quant à la publicité à remplir et ils doivent de plus spécifier l'objet de leur droit exclusif.

Le privilège sur immeubles n'est autre que l'hypothèque. Parmi les autres créances privilégiées, il faut noter celles dont le privilège se justifie par des motifs de décence, d'humanité, ou pour des raisons d'équité ; la loi sur les faillites donne l'ordre de priorité de chacune des créances de l'espèce.

Il est d'autres créances privilégiées dont le privilège se fonde sur une prescription de gage, et enfin celles dont le privilège s'accompagne d'une convention de gage.

C'est surtout cette dernière catégorie qui intervient dans le crédit et y joue un rôle important ; il en est ainsi des prêts sur titres et des prêts sur warrants. Si le gage consiste en fonds publics, le créancier peut toucher les revenus de ses fonds aux échéances et les imputer en soustraction au montant de sa créance.

Le gage peut consister en effets de commerce et alors le créancier exerce les droits du porteur. Il est soumis aux mêmes devoirs.

Les droits du créancier ne sont suspendus ni par la mort ni par la faillite du débiteur.

Tandis que les privilèges en général existent par la seule force de la loi, la créance privilégiée par la convention du gage emporte l'obligation, pour que la loi puisse recevoir éventuellement son application, de spécifier l'objet remis en nantissement.

Le créancier privilégié conserve le droit de rétention sur l'objet dont il est nanti aussi longtemps que le débiteur ne s'est pas exécuté. Et ceci est important car, si à l'expiration du terme, le débiteur ne s'est pas libéré, on sait que le créancier peut, moyennant autorisation préalable du tribunal, faire vendre l'objet qui lui a été remis en gage ; si le produit de la vente est supérieur au montant de la créance, le surplus est remis au débiteur ; si au contraire, il lui est inférieur, la différence est portée au bilan, au poste des créances ordinaires ou douteuses.

Les créances hypothécaires rentrent nécessairement dans la catégorie des créances privilégiées. Mais dans certaines entreprises, hypothécaires et immobilières

surtout, ce poste devient considérable et doit être sectionné.

Le créancier hypothécaire obtient, par l'hypothèque, le droit de poursuivre, par préférence aux autres créanciers, le paiement de sa créance sur l'immeuble hypothéqué ; il jouit du droit de suite, c'est-à-dire du pouvoir d'obliger le cessionnaire au paiement de la dette en lieu et place du débiteur cédant de l'immeuble.

Ces créances ne présentent que peu d'aléas pour la réalisation, mais elles sont à long terme. Si ces créances sont privilégiées entre elles par des inscriptions en premier, deuxième rang, etc., il faut les inscrire dans l'ordre au bilan.

3° *Les créances douteuses.*

Sous cette dénomination des créances douteuses, on comprend les dettes dont le recouvrement est ou devient douteux.

Ces créances peuvent n'être que partiellement irrécouvrables et c'est le montant supposé perdu qui passera au crédit du compte prévisions sur créances douteuses ; si elles devenaient totalement irrécouvrables, elles auraient à figurer en entier au même compte.

On objectera que la plupart du temps, elles sont irrémédiablement perdues et qu'il faut les amortir au plus tôt. Là n'est pas toujours l'éventualité et au cas de retour à meilleure fortune, le débiteur s'affranchissant du reliquat de sa dette, le montant de cette récupération sera viré du compte des prévisions sur créances douteuses au poste actif des créances douteuses,

celles-ci repassant sous la rubrique des créances ordinaires.

4^e *Les créances litigieuses.*

A la rigueur, les créances litigieuses pourraient être rattachées aux créances douteuses ; les créances litigieuses n'impliquent pas toujours l'insolvabilité du débiteur et le règlement peut être imposé par décision judiciaire.

Mais de même que nous avons ouvert le poste des prévisions sur créances douteuses, nous aurons également à ouvrir celui des prévisions sur créances litigieuses pour parer à l'éventualité de la perte de tout ou partie de ces créances.

5^e *Les créances sur directeurs, administrateurs et commissaires.*

Ce poste vient d'apparaître dans la nouvelle législation belge sur les sociétés ; il fut déjà pris en considération par la Commission sénatoriale belge en 1910. M. le sénateur E. Picard, dans l'exposé des motifs, donne comme raison de l'indication dans le bilan des créances de l'administration, que l'expérience a démontré que ceux qui dirigent une société en abusent parfois pour se faire octroyer des crédits qu'on dissimule par les effets en portefeuille ou dans la liste des débiteurs ordinaires ; il est nécessaire que les intéressés ne se méprennent pas sur leur signification, et c'est pourquoi cet article doit être parfaitement dégagé.

II. — Les valeurs engagées dans l'industrie.

En suivant pas à pas le processus de la fabrication, nous constatons que les matières premières entrent dans la fabrication, qu'il faut les associer aux approvisionnements pour en obtenir des demi-produits, lesquels seront soumis à leur tour à diverses manipulations pour devenir enfin le produit fini qui entrera au magasin.

De là, un itinéraire à suivre dans ces transformations et que l'on peut résumer comme suit :

- 1° Les approvisionnements ;
- 2° Les matières premières ;
- 3° Les marchandises en cours de fabrication ou demi-produits ;
- 4° Les marchandises en magasin ou produits finis.

Ces divers éléments prêtent à de nombreuses majorations, à des évaluations fantaisistes là où les livres manquent de renseignements précis ; il ne faut pas oublier que dans une affaire sérieusement organisée, la comptabilité fournit l'inventaire permanent.

En premier lieu, quelles sont les bases d'estimation des approvisionnements et des matières premières ?

Ces valeurs doivent-elles être inventoriées au prix coûtant, au prix de revient, au prix courant, au prix raisonné ?

Quels sont ensuite les modes d'évaluation des demi-produits, des produits achevés ?

Faut-il établir une ligne de démarcation entre les

phases de préparation et de fabrication, en d'autres termes, faut-il considérer les approvisionnements et les matières premières comme valeurs arithmétiques et non comme valeurs commerciales, évaluer les demi-produits et les produits fabriqués au prix coûtant, au prix de revient, au cours du jour ?

Autant de questions ardues qui impliquent des solutions scientifiques.

1° *Approvisionnements.*

2° *Matières premières.*

Dans l'industrie, le terme approvisionnements englobe les matières autres que celles destinées à l'industrialisation ; ce sont celles qui concourent à la mise en œuvre, à la production du produit achevé, sans toutefois entrer dans la composition de ce produit.

Comme les approvisionnements et les matières premières sont généralement achetés à des moments propices, où les prix sont favorables, il y a chez l'administration une attention constante portée sur les fluctuations du marché, pour obtenir ces ingrédients aux cours les plus faibles.

Mais, d'autre part, s'il y a intérêt à accumuler des stocks d'approvisionnements et de matières premières en des temps où le marché est favorable, ne peut-il se produire par après des déconvenues ?

Les prix d'achat se maintiennent-ils, ou y a-t-il hausse ou baisse ?

Là est la pierre d'achoppement pour certaines administrations, car il s'agit d'apprécier ces valeurs en ta-

blant sur des chiffres qui ne vicieront pas le bilan.

Le prix coûtant étant au-dessus ou au-dessous du prix courant, l'administration n'a pas à hésiter, c'est le prix de revient ou mieux le prix rendu à l'usine qu'elle choisira, c'est-à-dire le prix coûtant augmenté des frais de transport, de douanes et autres.

Et la raison de ce choix se justifie à suffisance ; si, par exemple, en prévision d'une hausse des approvisionnements et des matières premières, l'usine avait accumulé des stocks, la baisse survenant, elle se trouverait dans une situation précaire, acculée peut-être à une liquidation qui ne se ferait pas sans appréhensions.

Il faudrait néanmoins, dans cette alternative, inventorier ces éléments matériels de fortune à leur prix de revient et porter au passif, à un poste spécial que nous appelons prévisions sur matières premières et approvisionnements, la moins-value qui les atteint. Au cas où une hausse sur approvisionnements et matières premières est à prévoir, et que l'usine n'a pu se constituer les stocks nécessaires à des prix favorables, l'administration agira sagement en prélevant sur le bénéfice une réserve spéciale pour hausse sur approvisionnements et matières premières.

Cette prévision pour la hausse évitera l'année suivante l'aggravation du prix de revient dont l'influence se répercuterait sur le résultat de l'exploitation.

Enfin, si des stocks ont été préalablement constitués en prévision d'un surenchérissement qui se produit par la suite, les matières premières et les approvisionnements seront inventoriés au prix rendu à l'usine et non au

cours du jour ; en agir autrement, serait accuser au bilan un bénéfice non encore réalisé et étranger à l'industrie.

3° *Les marchandises en cours de fabrication.*

(*Demi-produits.*)

Les demi-produits sont les objets qui ont subi un commencement de transformation.

Ces marchandises en cours de fabrication ont absorbé des approvisionnements, des matières premières et ces modifications ont nécessité de la main-d'œuvre, dont la rémunération s'ajoute aux approvisionnements et aux matières premières employées.

Lorsque l'affaire est bien menée, le prix de revient des produits en cours de fabrication est mathématiquement précisé par la comptabilité industrielle.

Lorsque les fiches de fabrication sont bien établies et tenues à jour, on arrive aisément à trouver avec exactitude la valeur des produits en cours de fabrication ; ces fiches relatent, en effet, pour chaque série de produits en cours d'achèvement les approvisionnements et les matières premières employées, le montant de la main-d'œuvre et des frais de fabrication déboursés ou supportés, ce qui donne le prix de revient industriel de l'objet en voie d'exécution.

Mais comme il se présente souvent que la comptabilité est défectueuse et qu'il n'est pas possible d'y découvrir le prix de revient du demi-produit, l'administration se voit obligée d'estimer ce demi-produit en prenant pour base le prix de revient de l'objet achevé, et en tenant compte du degré d'achèvement de l'élément à inventorier.

Une éventualité parfois se produit et qui fait hésiter entre le prix de revient et le prix de vente ; avec un brin de réflexion, la solution est aisée.

Prenons le cas extrême d'une usine métallurgique qui est occupée toute l'année à la construction d'ouvrages d'art, lesquels ouvrages lui ont été commandés en bloc et dont le paiement à forfait sera effectué à livraison complète. L'année se termine et le moment est venu de dresser l'inventaire, prélude du bilan qui accusera le montant du solde à répartir.

Voilà un établissement, où l'activité a été constante, où l'administration a agi sagement, et qui va se trouver en face d'une situation singulière ; si le demi-produit est évalué à son prix de revient, elle ne pourra pas distribuer de dividende, d'où atteinte à sa vogue et à son prestige, et par ricochet, diminution de son crédit dans le monde financier et réduction de la valeur en bourse de ses titres ; ces titres, en effet, jetés sur le marché, à l'annonce d'une non-distribution de dividendes, sont à la merci des fluctuations en baisse.

Ce serait une déception pour la société, si dans de telles conditions, elle se voyait amenée à pareille situation, malgré la bonne renommée qu'elle s'est acquise.

En droit, il y a vente parce que, accord consensuel des parties, accord sur la chose et sur le prix, et l'estimation est dans le prix conclu, c'est-à-dire au prix proportionnel du demi-produit en fonction du prix total de la vente ; on prendra donc comme base son prix de revient jusqu'au jour de l'établissement de l'inventaire et on le majorera de la portion du bénéfice réalisé.

4^e Marchandises en magasin.
(*Produits finis et sous-produits.*)

L'appréciation de cet élément de fortune n'offre rien de particulier ; c'est au prix de revient que seront estimés les produits achevés et entrés au magasin. Ce prix donné par le livre de fabrication s'entend des totaux des matières premières utilisées, des approvisionnements consommés, des frais d'entreprise et des frais généraux divers, y compris la main-d'œuvre.

Une difficulté pourrait surgir à l'endroit des produits hors d'usage, soit par ancienneté, soit par caprices de mode ; ces objets fabriqués ne jouissant plus désormais d'aucune vogue, ce n'est pas le prix de revient qui leur sera appliqué dans l'évaluation, mais un prix de raison qui servira de base, car ces produits ont une valeur sensiblement inférieure à leur prix de revient. On s'en débarrassera au plus vite s'il y a possibilité, et même à des prix dérisoires, parce que la présence de ces objets au magasin peut devenir pour certains organismes une source de grossissement de l'actif et à ce titre, ce poste ne peut être perdu de vue.

Il est inutile de rappeler que les marchandises déjà facturées en vente, et qui se trouvent encore au magasin, ne sont pas à porter à l'actif du bilan. M. Daubresse (1) soulève un autre problème qui ne manque pas d'intérêt. Il étudie le cas de marchandises en retour, refusées par les acheteurs, chose assez fréquente dans l'industrie.

(1) Du Bilan et de l'Inventaire.

C'est ainsi que des pièces commandées pour des besoins spéciaux et sur dimensions déterminées, ne peuvent généralement plus convenir à d'autres usages et subissent de ce fait une forte dépréciation ; il faut tenir compte de celle-ci à l'inventaire si l'on s'est borné, comme c'est communément le cas, à les faire rentrer au magasin par le crédit du client. On pourrait de préférence ouvrir un compte « retours » qui permettrait de bien suivre les malfaçons.

Les sous-produits sont des marchandises qui sans toujours être des produits finis, sont livrées à la consommation ; ces éléments spéciaux du compte magasin sont à évaluer d'après les mêmes principes que ceux dictés pour les produits finis ou pour les demi-produits, suivant le cas.

Pour ce qui est des résidus de fabrication, notre avis est qu'il ne faut pas les porter à l'inventaire ; cet élément peut parfois être considérable, mais il ne vaut qu'à la condition d'être écoulé ; lorsqu'il y a vente de ces résidus, c'est à considérer comme profit occasionnel à passer au compte des résultats.

III. — Les valeurs de négoce.

Le chapitre des valeurs de négoce n'est pas moins important que celui des valeurs d'industrie.

S'il est constaté que l'industriel a du mal d'évaluer minutieusement les valeurs d'industrie, cette appréciation est aussi délicate pour les entreprises de négoce.

La multiplicité et la diversité des opérations auxquelles

elles doivent nécessairement se livrer, les complications variées qu'elles entraînent, les manipulations qui amènent le coulage, sont autant de facteurs essentiels qui influent sur l'estimation.

D'une manière générale, l'administration a à procéder au récolement total des marchandises qui lui appartiennent en propre, qu'elles soient payées ou à échéance, ou reçues en apports, ou consignées chez des correspondants, dans des entrepôts publics ou privés, dans des succursales ; il y aura également à inventorier les marchandises flottantes ou en cours de route et celles qui font l'objet d'une association momentanée ou en participation.

Simultanément, l'administration devra enregistrer à l'inventaire les marchandises reçues à titre de dépôt ou de consignation et sur la vente desquelles elle ne réalise qu'une commission d'intermédiaire ; mais la contre-valeur de ces marchandises non effectivement acquises, sera indiquée au passif, sous le poste des correspondants commettants. Nous n'omettrons pas non plus que les marchandises sous séquestre ou en consignation, ne sont qu'un dépôt provisoire dont la relation doit se trouver à l'actif fictif ou pour ordre.

Le magasin industriel proprement dit est constitué par les produits achevés de l'exploitation, tandis que le poste marchandises générales concerne les marchandises reçues telles quelles et à revendre en nature sans les avoir travaillées. Il y a entre ces deux postes une différence capitale d'évaluation que nous allons expliquer plus loin.

Pour le négoce, il conviendra de sérier les marchandises dans l'ordre suivant :

- 1^o Marchandises générales,
- 2^o Marchandises en cours de route ;
- 3^o Marchandises warrantées ;
- 4^o Marchandises consignées ;
- 5^o Marchandises en participation.

1^o *Les Marchandises générales.*

Cette rubrique, nous venons de le dire, est au négoce, ce que le magasin est à l'industrie, avec cette nuance que les marchandises générales sont inventoriées au prix d'achat, mieux au prix rendu en magasin, ce prix étant le montant de la facture augmenté des frais *ad hoc*.

Les administrations abusent fréquemment de ce poste en l'évaluant au mieux de leurs intérêts, soit en abaissant sa valeur pour moins distribuer, soit en majorant en vue de corser l'actif et de répartir des bénéfices illusoires.

Le problème de l'estimation des marchandises, si diversement commenté par les économistes et les praticiens, est aisément soluble si l'on se rappelle que la jurisprudence est partout d'accord pour ne reconnaître réels, que les profits effectivement acquis à l'affaire, et qu'on ne peut tabler sur des événements qui sont sans influence sur une réalisation future ; et ceci justifie la thèse qu'en principe, nous soutenons ; la marchandise ne peut être autrement inventoriée qu'à son prix rendu au magasin. Il semble cependant, à première vue, que le cours du jour, le cours du marché, serait la meilleure

base d'évaluation et pour effectuer le récolement de ces existants, il suffirait simplement de procéder aux tirages, c'est-à-dire à l'opération de multiplication des existants fongibles par le prix courant unitaire.

Pratiquement, ce serait là un procédé commercial qui serait employé par beaucoup d'administrations, qui oublient cependant que l'inventaire étant un arrêté provisoire de l'exploitation et non une liquidation, il ne s'agit pas d'estimer la marchandise pour la vendre, mais uniquement pour découvrir le bénéfice effectivement réalisé sur la partie écoulée. Ce ne peut être le prix courant, mais seulement le prix rendu au magasin qui sera appliqué.

En agir autrement, ce serait autoriser la distribution de dividendes dont l'effectivité n'est pas constatée ; ces bénéfices seraient prélevés sur un actif majoré et ce serait entamer le capital. Une autre alternative se présente au moment de l'inventaire ; la marchandise peut valoir plus ou moins que son prix de revient et des administrations seraient enclines à faire usage du prix courant, supérieur au prix de revient, pour base d'estimation ; ce serait hasardeux, car les lendemains peuvent amener le prix courant, inférieur au prix de revient et ce serait une régression dans la valeur inventoriée. Songe-t-on également aux stocks qui, s'ils devaient être jetés sur le marché, provoqueraient des perturbations ; l'antagonisme entre l'offre et la demande ferait dégringoler les cours et entraînerait peut être la ruine.

Si nous songeons encore aux produits non cotés, nous serons bien vite convaincus que c'est le prix de revient qui *a priori* prime les autres modes d'estimation.

D'autre part, la marchandise estimée au cours du marché, supérieur au prix coûtant, serait apparaître au bilan une plus-value fictive, pouvant être distribuée en dividendes, alors que cette plus-value n'est pas effective, qu'elle ne le serait qu'en cas d'écoulement de la marchandise et là c'est le futur et conséquemment l'imprévu.

La solution qui dès le début nous semblait éclectique, est maintenant facile à donner ; c'est au prix coûtant qu'il faut se tenir quand il est inférieur au cours du jour, et ce serait tourner dans un cercle vicieux que de proposer le prix courant, avec même une réserve adextre au passif du bilan pour les fluctuations.

Mais lorsque le cours du jour est inférieur au prix d'achat, c'est le cours du jour qui sera appliqué aux marchandises à évaluer ; ceci s'explique en ce sens que le cours du marché ou de la mercuriale, donne la valeur vénale des éléments à inventorier et le prix d'achat lui étant supérieur, n'est qu'une valeur arithmétique. De plus, il ne faut pas omettre que c'est précisément sur l'élément marchandises que se portent les fluctuations et que l'on ne peut les évaluer à leur estimation d'origine, parce que ce serait gonfler l'actif, permettre la répartition de bénéfices irréalisés et porter atteinte au capital (1).

Il est rationnel d'inscrire les marchandises à l'actif à

(1) La législation suisse en art. 656, § 4, décide que les approvisionnements de marchandises ne peuvent être estimés au-dessus de leur prix d'achat et si ce prix dépasse le prix-courant au-dessus de ce dernier prix.

leur facture d'origine, mais il faut également tenir compte au passif des prévisions de l'écart entre les deux cours.

Il est inutile de dire que toutes les marchandises doivent être inventoriées, mais le fait d'indiquer dans un inventaire, comme marchandises existant en nature, ce qui n'est que l'objet d'une prétention contestée et de fausser ainsi dans le bilan qui soldait, grâce à ce procédé, en bénéfices, la situation active de la société, tombe sous l'application de la loi, lorsque les faux commis sont de nature à porter éventuellement préjudice aux tiers (1).

Pour conclure, nous dirons que la règle à observer en ce qui concerne l'estimation des marchandises est qu'il faut les évaluer au prix de revient alors même qu'il serait inférieur au cours du jour ; ou à ce dernier cours, si celui-ci est inférieur au prix de revient.

2^e Les marchandises en cours de route.

Dans le haut négoce, on sait que la plupart des opérations se concluent à *livrer* ou à *terme*. Elles sont combinées de différentes façons et les contractants spéculent sur ces éléments comme sur les valeurs mobilières ; personne n'ignore que ces opérations spéculatives sont telles que des récoltes futures en sont l'enjeu. Dans les marchés à *livrer*, les usages ont fait établir une nomenclature de ces diverses transactions et qui sont, embar-

(1) Brux., 9-3-1904 ; Pas., 1904,11,122 ; B. J., 1904,746 ; J. T. 1904,323 ; J. com. Brux., 1904,238 ; P. A. 1904,1,51 ; P. p., 1904, 253 ; Pas., 1904,11,122 ; B. J. 1904,746 ; J. T., 1903,1282 ; P. A., 1903,1,312 ; P. p. 1904,27. R. S., 1905.80.

quement tel mois, sur plusieurs mois, immédiat, prêt à embarquer, en charge, chargé, flottant, sous voiles.

Naturellement, dans chacun des cas, la facture d'origine porte les conditions et l'usage admis pour la conclusion de l'engagement ; il en est de même des affaires *sur livraison*.

Les marchandises dont il s'agit seront inventoriées, quand bien même elles ne sont pas encore récoltées, extraites ou fabriquées ; elles seront mentionnées à la rubrique qui les concerne pour le montant de la facture provisoire d'expédition ou celui énoncé dans le contrat à livrer ; le motif en est, qu'il y a engagement consensuel, donc vendeur et acheteur existent.

Une remarque est à faire relativement aux marchandises faisant l'objet des affaires à terme, lesquelles sont du domaine de la spéculation.

Ce genre d'affaires se règle au moyen de filières, quand il y a livraison effective ; cette filière est endossée d'acheteur en acheteur, jusqu'au moment où il y a lieu de prendre possession de la marchandise ; mais, il arrive qu'il n'y ait pas d'expédition, conséquemment pas de prise en possession ; vendeurs et acheteurs fixent les prix au moment de la conclusion du marché et règlent par différence au jour de liquidation. Dès l'origine, deux contrats bilatéraux se sont formés et les conditions de validité se sont établies à partir du moment où les parties étaient d'accord sur la chose et sur le prix ; le contrat est donc réputé valable, puisqu'il y a consentement, capacité, objet certain, cause licite. Il va de soi que le montant d'achat des marchandises faisant l'objet de pa-

reille convention doit figurer à l'actif du bilan, dès l'instant auquel le marché est conclu.

S'il y avait prise en possession de la marchandise, cette possession étant même temporaire, la filière devient, dans le premier cas, une facture définitive; le montant de ce document qui constate la libre disposition des marchandises sera porté à l'actif.

En résumé, le montant des opérations à terme sur marchandises doit être inscrit à l'actif du bilan, encore qu'acheteur et vendeur n'auraient d'autre intention que de régler, au jour de la liquidation, le montant de l'écart en hausse ou en baisse; cette opération spéculative pourrait bien ne pas être solutionnée par le règlement de la différence des cours, devenir une livraison effective et rentrer ainsi dans le cadre des affaires courantes.

3° *Les marchandises warrantées et entreposées.*

Il peut se rencontrer des cas où l'administration se trouve désireuse de ne pas prendre possession, en son magasin, des marchandises qui lui sont adressées, soit qu'elle ne veuille pas immobiliser le montant des droits élevés de la douane et ne les retirer qu'au fur et à mesure des transactions, soit qu'elle préfère les abriter en entrepôt afin d'éviter une manutention onéreuse; sans doute, y voit-elle un intérêt à confier sa marchandise à l'entrepôt auquel elle sera redevable du droit de garde.

A leur entrée en entrepôt public ou privé, ces marchandises deviennent néanmoins la propriété de l'entreprise et l'administration aura à porter dans la comptabilité le montant de la facture grevé de celui des frais

fiscaux et autres. Mais là ne se bornent pas les seules opérations sur marchandises en entrepôt.

L'administration peut emprunter sur la valeur des marchandises entreposées à l'aide du warrant ou sur certificat de dépôt ; les banques, alors, consentent un prêt dont le montant est inférieur à celui de la facture et suivant une échelle tarifée pour les diverses espèces de marchandises. Ces précautions sont prises par les établissements de crédit pour les couvrir éventuellement des fluctuations en baisse et ce, dans l'hypothèse où ils se verraient contraints, faute de prise en possession par l'emprunteur ou tout autre désigné par le warrant endossé, de procéder à la réalisation de la marchandise gagée.

L'administration qui gage, qui warrant la marchandise, aura pour obligation d'inscrire le montant de la somme empruntée à un poste passif des dettes privilégiées, au chapitre des engagements envers les tiers. Cette inscription sera contrebalancée à l'actif par une autre au poste des finances.

Une autre éventualité est celle de retraits partiels de la marchandise entreposée.

Si l'administration, au lieu de warranter, procède à des retraits successifs de la marchandise entreposée en acquittant proportionnellement le montant des droits de garde, elle aura à se conformer à certaines règles suivant que la marchandise entrera dans ses propres magasins ou sera directement vendue à l'acheteur qui l'enlèvera de l'entrepôt.

Si la marchandise entre aux magasins, il n'y a aucune

difficulté; et un simple virement du compte « marchandises warrantées ou entreposées » au compte « marchandises générales » marquera cette modification. De même, s'il y a cession, les postes débiteurs de clients, caisse, banques ou effets à recevoir s'augmenteront du montant de cette vente par le crédit de marchandises warrantées.

4° Marchandises consignées.

Les marchandises consignées, chez des tiers consignataires, sont à considérer comme l'ont été celles du magasin et l'excédent du prix de vente sur le prix d'achat ou facturé, excédent, normalement en bénéfices, au compte des résultats. Ces valeurs mieux placées chez des tiers, n'ont quitté le poste des marchandises générales que pour s'affubler d'une autre dénomination de circonstance, sous laquelle elles conservent néanmoins l'estimation au prix de revient ou au prix courant, suivant l'état du marché et comme il a été dit précédemment au chapitre des marchandises générales.

5° Les marchandises en participation.

On substitue quelquefois à cette rubrique celles de : association momentanée, association en participation, ou encore marchandises de compte à demi, à tiers, à quart, etc.

Ces associations en participation sont créées dans le but de réunir momentanément les capitaux suffisants pour la conclusion de certains marchés, de supporter moins péniblement les pertes qui pourraient résulter

d'un marché téméraire ou de celui dont l'importance est grande.

Nous avons constaté que certaines administrations omettent d'indiquer les marchandises en participation, prétendant qu'elles ne sont autre chose qu'un actif transitoire et que de ce chef, elles n'ont pas à figurer au bilan, attendu que c'est parfois le co-participant qui est en possession de cet élément. A ce compte-là, tous les éléments de l'actif sont transitoires et cette conception est erronée. L'associé acheteur doit évaluer sa quote-part à la rubrique des marchandises en participation et le restant, au poste des créances de l'actif; la contre-valeur s'inscrira au passif, aux postes intéressés. L'associé vendeur se trouve dans la position inverse. Il cède la participation qu'il n'a pas achetée et dont il en a inventorié sa quote-part au poste des marchandises en participation; mais, dès qu'il est chargé de la vente, il aura à évaluer au bilan, au poste des marchandises en consignment, la part des co-associés dans l'association momentanée par le crédit du correspondant-commettant qui figure au passif fictif ou pour ordre.

IV. — Le portefeuille commercial.

Si nous sommes bien pénétrés de ce que représentent les effets de commerce, il nous sera aisé de fixer la valeur normale de cet autre élément de fortune. Par effets de commerce, il faut entendre les traites tirées sur clients, les remises endossées à notre ordre et les billets à ordre signés par nos débiteurs à notre profit. Si l'on

se reporte à la classification des séries de créances étudiées précédemment, l'inscription des diverses catégories d'effets sera rendue facile. C'est ainsi que nous aurons, suivant l'époque de l'échéance, les effets à courts jours et ceux à longue échéance ; suivant les lieux de paiement, les effets sur l'intérieur et ceux sur l'étranger, ces derniers nécessitant pour leur recouvrement des pertes de place et des frais divers.

S'il s'agit de tirés ou d'intervenants insolvables, soit pour manque de fonds, soit pour désaccord sur le principal, nous ajouterons les effets douteux et les effets litigieux, en n'omettant point de porter l'équivalent aux prévisions sur effets douteux et sur effets litigieux, au chapitre passif des dégressions actives. Nombre d'administrations ont, en outre, à tenir note des en cours effets, dans le poste des effets à recevoir. Elles se bornent généralement à mentionner les effets à l'entrée et à la sortie.

Le bilan doit nécessairement indiquer le solde actif avec la restriction de l'escompte qui serait déduit, s'il y avait réalisation.

M. Daubresse découvre également dans ce poste la cavalerie, le tirage à découvert. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir les retours d'effets obérer la situation donnée par le bilan. La pratique nous a appris à constater dans ce poste la présence d'effets renouvelés, de traites de complaisance, et à ce titre, le portefeuille commercial doit être scrupuleusement supputé et il est avant tout utile de contrôler les concordances et les motifs de création des effets.

V. — Le portefeuille-titres.

Le portefeuille-titres, qu'il ne faut pas confondre avec le portefeuille commercial, est celui qui renferme les fonds publics, actions et obligations diverses, dont en Belgique, les actionnaires peuvent prendre connaissance de l'état nominatif au siège social, quinze jours avant l'assemblée générale.

L'évaluation de cet élément actif est très discutée ; on se demande s'il faut la baser sur le cours de la bourse ou sur le prix d'achat.

La valeur du portefeuille portée au bilan doit être non la valeur nominale, mais la valeur réelle actuelle des titres qui le composent, telle qu'elle est affectée par la dépréciation qu'ils subissent, lorsque d'ailleurs celle-ci n'est pas momentanée et passagère et sans égard à des espérances d'avenir des sociétés dont émanent ces titres (1).

Il comprend :

- 1° Les fonds publics cotés ;
- 2° Les fonds publics non cotés ;
- 3° Proratas de coupons ;
- 4° Obligations à la souche ;
- 5° Participations industrielles ;
- 6° Actions rachetées ;
- 7° Obligations amorties ;
- 8° Valeurs du fonds de prévoyance.

(1) Liège, 20-4, 1904 ; *Pas.*, 1904, 11, 323 ; *Jur. Liège*, 1904, 493.
P. p., 1904, 840.

Reprenons chacun d'eux.

1^o Fonds publics cotés.

Pour examiner avec précision les fonds publics cotés, il faut songer que la valeur d'achat ou prix coûtant peut être égale, inférieure ou supérieure au cours de la bourse.

Egale, c'est l'exception et l'administration n'a pas à se féliciter de son placement.

Inférieure, il y a une perte qu'il faudra balancer au bilan par une prévision équivalente à cette moins-value. Si ces titres en baisse constituaient la contre-partie de certaines réserves, il faudrait combler le déficit, provenant de l'écart des cours, et instituer un poste de prévisions sur fonds publics réservés. Le cours de la bourse étant supérieur au prix coûtant, il y a bénéfice, mais ce bénéfice n'est effectif qu'au cas où les titres sont écoulés à l'heure du bilan, ce qui se produit rarement.

A quel taux ces titres figureront-ils à l'actif du bilan dans chacune des éventualités énoncées précédemment ?

Nous établissons en principe une seule règle d'appréciation en ce qui concerne l'inscription à l'actif, à savoir qu'invariablement les titres seront portés à leur prix coûtant, peu importe que ce prix diffère de la valeur boursière (1). Mais si la valeur en bourse est inférieure

(1) En Suisse, les valeurs cotées ne peuvent être évaluées au-dessus de leur cours moyen dans le mois qui précède la date du bilan.

au prix d'achat, la différence constatée figurera à un poste spécial du passif, appelé prévisions sur portefeuille-titres, au chapitre des réductions de l'actif.

Notons encore à ce sujet qu'une société bien dirigée, agira avec sagesse en prévoyant l'éventualité de perte sur titres par la constitution d'une réserve spéciale, ou simplement en portant au fonds de prévision, un prélèvement à opérer sur les bénéfices nets au cours d'exercices fructueux. Généralement, cela se fait à l'aide de marges établies avant bilan ; nous ne sommes pas partisans de ce système qui ne permet pas de vérification par l'actionnaire.

Beaucoup plus rationnel est le procédé par constitution de réserve, destinée à parer aux éventualités de pertes futures.

Cette réserve spéciale, détachée du bénéfice net, ne pourra se confondre avec le poste des prévisions sur portefeuille-titres, qui diminue le montant de l'actif et se place pour cette raison sous le chapitre des réductions au passif.

Précisons chacun des cas à l'aide d'exemples.

A. — Des titres du portefeuille sont en baisse sur le prix coûtant.

Pour mieux fixer l'attention, nous adopterons des symboles. Soit c le prix coûtant, et x, y, z, u , les cours respectifs de bourse au moment de l'établissement de quatre inventaires successifs.

Premier inventaire : $c > x$. Le titre est en baisse sur le prix coûtant.

EXEMPLE. — Un titre acheté 490 cote 480 au moment de l'inventaire précédant le bilan.

C'est à 490, prix coûtant, qu'il faut rappeler cette valeur à l'actif ; ne cotant que 480 en bourse, la différence de cours sera marquée au bilan.

Cette moins-value correspondant à 10 figurera au poste des prévisions sur portefeuille-titres pour la cause que ce n'est pas une perte au sens propre du terme, et qu'elle pourra se réduire dans le cours des exercices subséquents ; cette baisse sur titres ne pourra être considérée comme perte effective qu'au cas de réalisation et l'inventaire dressé en vue de construire le bilan, n'est pas une liquidation.

Deuxième inventaire : $c > y > x$. Le titre est toujours en baisse sur le prix coûtant, mais en hausse sur le prix de l'inventaire précédent.

EXEMPLE — Le titre acheté 490, évalué 480 au dernier bilan, cote 484.

C'est en conformité de la règle adoptée, le prix coûtant qui figurera à l'actif, avec au passif, les restrictions que voici : l'année précédente, le bilan relatait une moins-value de 10, qui s'est réduite cette année à 6, marquant l'écart entre les cours 490 et 484. Le poste des prévisions sur portefeuille-titres du dernier bilan ne reflète plus la situation exacte et pour le mettre en concordance avec la réalité, il faudra le diminuer de 4, soit de la différence des cours de bourse 480 et 484, au moment des deux premiers inventaires.

Comme à la répartition précédente, l'actionnaire a été

privé du montant affecté à la reconstitution du prix courant du portefeuille-titres, il serait en droit, dans le cas qui nous occupe, de réclamer la ristourne de la différence entre le cours actuel, plus favorable, et celui de l'exercice précédent, si cette plus-value actuelle était un profit distribuable.

En principe, cette surenchère de cours est un profit net sur le cours antérieur, mais on ne peut en conseiller la distribution parce que ce profit non effectif reporté au fonds de prévision sera appelé plus tard à combler les pertes éventuelles qui atteindraient les titres.

Signalons que, sauf dans les banques, si l'on permettait la distribution de la plus-value des titres non réalisés, le chiffre du dividende serait influencé par une cause indépendante de l'exploitation.

L'année suivante, cette source de profits non effectifs ne se présentant plus, il se pourrait que le dividende eût à souffrir une réduction sensible sur celui de l'année antérieure et cette réduction étrangère à l'industrie serait de nature à jeter le discrédit sur l'affaire.

Troisième inventaire : $c > z \leq \frac{y}{2}$. Le titre est en baisse sur le cours de l'inventaire précédent sans toutefois atteindre la limite du premier inventaire.

EXEMPLE. — Le titre cote 483, en baisse de 1 sur le cours fixé au bilan antérieur, lequel donnait 484, mais est supérieur de 3 au cours du premier inventaire, lequel fixait 480.

Le prix courant étant 490, le prix actuel 483, la différence soit 7, devra se retrouver au passif. Mais comment allons-nous découvrir cette différence ?

Au premier inventaire, la moins-value était de	10
Au deuxième inventaire, il y avait une amélioration de cours, le titre cotant 480, la moins-value se réduisant à	6
soit une amélioration de	4
portée au fonds de prévision.	

Au troisième inventaire, le cours étant redescendu à 483, la moins-value devant figurer au passif des dégressions, est de 490-483 soit.

	7
--	---

N'oublions pas qu'au deuxième bilan, nous avons porté 4 au fonds de prévision en vue de pertes futures sur titres. Or, puisqu'il y a nouvelle perte de 1 au troisième inventaire et que nous avons réservé 4 au bilan précédent, il suffira, pour combler le déficit, d'emprunter 1 au fonds de prévision pour les passer au poste prévisions sur portefeuille-titres, qui indiquait 10 au bilan précédent. De cette manière, l'actionnaire n'aura pas à supporter la moins-value qui a atteint les titres.

Quatrième inventaire : $c > u < x$. Le titre continue à baisser et cette baisse franchit la limite constatée au premier inventaire.

EXEMPLE. — Le titre descend à 477.

Ayant coûté 490, il accuse donc une moins-value de 13, qui doit figurer au chapitre des réductions d'actif. Le bilan précédent n'accusait que 7 en moins-value et il faudra pourvoir à la différence entre 13 et 7, soit 6.

Le fonds de prévision chiffrant encore 3 au troisième bilan, nous utiliserons ce montant pour parer partiellement à cette moins-value de 6 sur le bilan antérieur.

Donc cette différence de 6 sera couverte en partie par la réserve 3 du fonds de prévision et il restera 6 — 3 soit 3 à porter au poste des prévisions sur portefeuille-titres, venant en réduction des produits de l'entreprise et diminuant conséquemment le bénéfice net.

B. — Des titres cotés sont en hausse sur le prix coûtant.

La solution étant trouvée pour le cas de baisse, l'éventualité de hausse sur titres, c'est-à-dire celle du cours coté supérieur au prix d'achat, amène la question d'inscription à l'actif, au cours du jour ou au cours d'achat.

M. Rousseau plaide en faveur de l'inscription du cours du jour supérieur au prix coûtant et il estime qu'en cas de hausse, la plus-value sera légitimement portée à l'actif du bilan.

Nous ne sommes pas d'accord sur cette interprétation car il faut ne pas oublier que cette plus-value n'est pas réalisée au moment de l'établissement de l'inventaire et de la formation du bilan et qu'elle ne deviendrait réelle, effective, que si on vendait à ce moment précis. Encore une fois, le bilan n'est pas une liquidation. Si l'on songe un instant à ce que cet instrument d'actif peut être aux mains d'une administration, on n'hésitera pas à adopter le prix coûtant pour les titres en hausse, ce cours en hausse étant supérieur au prix coûtant.

2° Fonds publics non cotés.

Pour ce qui est des titres non cotés, la chose se complique faute d'éléments sérieux d'appréciation.

En principe, la solution est dans l'inscription au prix d'acquisition avec prévision inscrite au passif du bilan, s'il est constaté que ces titres sont en baisse; les différences en hausse ou en baisse sur le prix d'achat peuvent être découvertes par l'une des trois méthodes que voici.

La première, celle que préconise M. de Laveleye, consiste à déterminer le taux en se basant sur les résultats acquis au bilan de la société qui a émis les titres, c'est ce que l'on appelle le « prix raisonné ». Le prix raisonné s'entend à la fois pour le cas de boni ou de déficit constaté au bilan.

S'il s'agit d'un boni, la valeur raisonnée sera égale à la valeur nominale du titre, majorée du quotient de la somme du boni et de la réserve par le nombre de titres.

EXEMPLE. — Soit a la valeur nominale du titre, b le boni net de l'entreprise, r la réserve, n le nombre de titres. On aura : $a' = a + \frac{b + r}{n}$.

1° Au cas où la valeur raisonnée viendrait à dépasser le prix coûtant, elle ne serait pas introduite à l'actif et c'est le prix coûtant qui lui serait substitué pour la cause essentielle que le titre ne peut être évalué à l'actif pour un montant supérieur à celui qu'il a coûté. Nous avons vu précédemment qu'il fallait, avant tout, ne pas distribuer des bénéfices illusoires.

2° S'agit-il d'un déficit, deux éventualités se produisent.

La société peut s'être constituée par avant une réserve et cette réserve est, ou supérieure ou inférieure au montant de ce déficit.

La réserve étant supérieure, il suffira d'en déduire le déficit, puis de diviser l'excédent par le nombre de titres émis et d'ajouter le quotient au nominal du titre.

La réserve étant inférieure, insuffisante pour couvrir le déficit, ce dernier sera diminué de la réserve dont on dispose, le solde divisé par le nombre de titres émis et le quotient soustrait du nominal du titre.

Nous concluons, en disant que la valeur raisonnée étant supérieure au prix coûtant, c'est ce dernier qui figurera à l'actif; le prix coûtant étant supérieur à la valeur raisonnée, c'est ce prix d'achat qui néanmoins sera maintenu à l'actif avec une prévision sur portefeuille-titres, correspondante à la différence entre le prix coûtant et la valeur raisonnée.

La deuxième méthode est celle de la valeur intrinsèque, qui se découvre dans le quotient obtenu en divisant l'excédent de l'actif économique sur le passif exigible par le nombre de titres émis (1).

Si l'actif réel d'un bilan est de 1.500.000 francs et le passif exigible de 450.000 francs et en admettant qu'il y ait 2.000 titres émis, la valeur intrinsèque de chacun de ces titres serait :

$$\frac{1.500.000 - 450.000}{2000} = 525 \text{ francs.}$$

La troisième méthode est celle de la valeur de capitalisation. Cette valeur de capitalisation résulte de la fixation du capital nécessaire qu'il faut placer à un taux convenu pour produire les mêmes intérêts que la moyenne

(1) L'actif pour ordre en est naturellement exclu.

des bénéfices obtenus pendant un certain nombre d'années.

Dans l'hypothèse que les bénéfices unitaires des cinq dernières années aient été de 20, 22, 24, 23, 25 francs ; la valeur de capitalisation d'une action à 4 0/0 serait donnée de la manière suivante :

Bénéfice total des 5 dernières années : $20 + 22 + 24 + 23 + 25 = 114$ francs.

Bénéfice moyen : $114 : 5 = 22$ fr. 80.

Un intérêt de 4 francs étant rapporté par 100 francs, celui de 1 franc par $\frac{100}{4}$, et celui de 22 fr. 80 par $\frac{100 \times 22,80}{4} = 570$ francs, valeur de capitalisation.

À notre sens, la valeur intrinsèque, choisie comme base d'appréciation des titres non cotés, conserve nos préférences, parce que s'appuyant sur les résultats acquis au dernier bilan, on ne peut mieux découvrir la valeur réelle de l'action.

Pour l'estimation d'un titre non coté, l'on prend pour base la valeur intrinsèque, il y aura lieu d'examiner les éventualités de la valeur intrinsèque supérieure ou inférieure au prix courant, et de se reporter à la pratique employée relativement aux marchandises et aux fonds publics cotés.

Dans cet ordre d'idées, le prix courant figurerait à l'actif du bilan, quelle que soit la valeur intrinsèque du titre.

La valeur intrinsèque étant supérieure au prix courant, ce dernier serait maintenu à l'actif et il le serait davantage si la valeur intrinsèque lui était inférieure, éventua-

lité qui entraînerait l'inscription au passif du bilan sous la rubrique « prévisions sur portefeuille-titres », de l'excédent du prix d'achat sur la valeur intrinsèque.

M. de Laveleye dit que l'évaluation de l'inventaire doit être faite en tenant compte du présent et non du futur, moins encore du passé. En principe, cette doctrine paraît rationnelle, mais nous nous sommes efforcés d'en expliquer les inconvénients au chapitre des marchandises. Cette même conception se retrouve dans la législation allemande, très formelle sur ce point, et qui réclame l'estimation au moment précis de l'établissement du bilan.

Un exemple dissipera les doutes.

Un titre a été acheté 500 francs. Par le concours, voire la duplicité de l'administration, qui a à sa solde des démarcheurs et une chronique financière de circonstance, les cours montent au moment du bilan et le titre atteint en bourse la valeur de 600 francs.

Cette administration se hâte d'inscrire ce dernier chiffre au bilan qui, de ce chef, recèle un supplément d'actif, absolument fictif, car si le lendemain est calme, le titre faiblit pour graviter peu à peu aux environs de sa valeur normale, soit à 500 francs.

L'administration, qui a poussé à la hausse, se trouve amenée à répartir le montant des dividendes provenant en tout ou en partie de cette plus-value éphémère et le décaissement opéré correspond à une réduction du capital. Agissant ainsi, elle a gravement compromis l'intégrité de son capital et court à sa ruine, ruine d'autant plus grave qu'elle sera éloignée.

La solution qui nous paraît la plus logique est celle qui a été appliquée aux marchandises.

Qu'est-ce en somme que les fonds publics sinon des éléments de fortune, telles les marchandises, en lesquels on espère une plus-value, une rémunération du capital engagé, et dont on peut avoir à supporter les aléas auxquels ils sont forcément exposés.

Ces titres sont soumis à des fluctuations dont les causes sont parfois étranges, indépendantes de la prospérité de l'affaire ; tels titres en faveur ce jour en bourse, trouvent un lendemain terne et pour des raisons qui ne découlent pas toujours de l'étiage de l'affaire ; souvent même, y faut-il voir la spéculation chez certains demandeurs désireux d'obtenir des titres ou en quête de profits à eux, qui provoquent la baisse et simulent la panique par des ventes qui n'ont de commercial que ce qu'a bien voulu leur laisser la loi.

Voilà des titres jusqu'alors sérieusement cotés en bourse, dont les oscillations sont bénignes en temps normal et qui, pour des raisons inconnues, se trouvent un moment inquiétés par des manœuvres qui provoquent une fausse alerte.

Va-t-on prendre comme base d'estimation la valeur de revient ou la valeur courante ?

La solution est bien simple. S'il s'agit de titres cotés en bourse, c'est le prix de revient qui sera choisi, que le cours lui soit inférieur ou supérieur, sauf à passer la différence en baisse sur le prix coûtant au passif du bilan sous la rubrique « prévisions sur fonds publics ».

Dans le cas de titres non cotés, on s'en rapportera à ce

que nous avons exposé précédemment ; le prix coûtant sera maintenu à l'actif, avec éventuellement une prévision sur portefeuille-titres au passif, pour l'excès du prix coûtant sur la valeur intrinsèque. L'application du prix de revient n'est cependant pas toujours à préconiser, s'il s'agit de titres dont la valeur de réalisation est depuis longtemps au-dessous de ce prix.

L'essentiel est de faire figurer au bilan le montant de cette sorte de titres avec une appréciation raisonnable. On les évaluera au prix d'achat et l'on indiquera séparément la composition du portefeuille des titres non cotés avec, en regard, l'espèce, le nombre et surtout le taux d'appréciation, de manière à éclairer le public, mais on aura soin de passer au compte « prévisions sur fonds publics », la différence entre la valeur d'achat et la valeur intrinsèque, telle qu'elle résulte du dernier bilan.

Nous avons, entre autres, sous les yeux les rapports de la Société Générale de Belgique, de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts de Bruxelles, de la Banque de Bruxelles et du Crédit Général Liégeois, qui contiennent en annexe la composition du portefeuille-actions et du portefeuille-obligations avec, en regard de chaque espèce de valeurs, le nombre de titres et le cours auquel on les a évalués. Ces institutions, d'une solidité incontestée, témoignent par cette publicité, du scrupule qu'elles se font d'éclairer l'actionnaire sur l'estimation figurant au bilan des différents portefeuilles de valeurs boursières. Il est à regretter que cette façon de procéder ne soit commune à toutes les entreprises et particulièrement aux établissements de crédit ; il en est qui se contentent d'in-

diquer le nombre et l'espèce de titres avec le montant estimatif, en écartant la base d'appréciation, d'autres qui se bornent à classer les titres d'après leur origine, en fonds publics d'états, de provinces, de villes, d'industries, de banques ; c'est là évidemment un progrès dans l'appréciation, mais il reste néanmoins une lacune, celle de ne pas instruire suffisamment le lecteur et de favoriser les subterfuges.

Ce qu'il faut combattre, c'est l'évaluation arbitraire dont on use à volonté, faute de règles nettement établies, et les estimations *in globo* qui sont, pour certains organismes, un instrument de sophistications ; il faut appliquer les taux scientifiquement déterminés ou déterminables étudiés plus haut.

3° *Prorata de coupons.*

Il faut se rappeler que le bilan doit ne rien renseigner du futur, et indiquer le montant total des coupons à échoir serait prélever sur l'avenir, ce serait relater une imputation au service de l'année prochaine.

Lorsqu'il arrive de dresser l'inventaire et de former le bilan à une époque à laquelle le coupon n'est pas échu, il faudra tenir compte au bilan du prorata échu à ce moment et qui forme une contribution active, portion distribuable, puisque effectivement acquise aux résultats de l'entreprise.

4° *Obligations à la souche.*

Ce sont les titres de l'emprunt qui n'ont pas encore été placés et dont le montant sera porté à l'actif, à la valeur

nominale, sous le poste des obligations à la souche. Ce poste additionné à celui des obligations placées et dont l'équivalence s'est trouvée en caisse ou en banque, donnera le montant total de l'emprunt-obligations qui figure au passif du bilan au chapitre du passif envers les tiers.

5° Les participations industrielles et financières.

Une société industrielle et plus spécialement un établissement de crédit peuvent être amenés à souscrire au capital d'une société nouvelle, un certain nombre de titres.

La difficulté gît dans l'évaluation de cet élément dont la trace peut être perdue à travers le bilan. Un écueil est à redouter et nous l'observons dans certains bilans : l'actif ne porte que le montant versé, à valoir sur le total de la participation prise, alors qu'il devrait indiquer le montant intégral des titres souscrits et dont le solde restant à appeler se trouvera au passif.

Il s'en suit que deux cas peuvent se présenter :

Ou la société commanditaire a libéré entièrement son engagement et il n'y a qu'à inscrire le montant d'achat des titres à l'actif du bilan et enlever la rubrique des participations, qui n'a plus lieu d'être, puisque les titres rentrent dans une des séries du portefeuille financier ;

Ou la société n'a pas entièrement libéré son engagement vis-à-vis de l'entreprise commanditée et, dans ce cas, il reste une dette, un passif qui nécessairement figurera au bilan au poste des dettes exigibles.

6° *Actions rachetées.*

Les actions rachetées sont les titres émis par la société et rachetés à l'aide des bénéfices.

La société ne peut racheter ses propres titres à l'aide des deniers de l'actif sans qu'il y ait parallèlement réduction du montant de son capital social.

Il ne faut pas perdre de vue que les titres de parts sociales ne peuvent être rachetés par les administrateurs, commissaires, gérants ou membres du comité de surveillance, lorsque leur montant vient en réduction du capital social ou de la réserve légalement obligatoire (1).

On imagine aisément que la société ne peut être son propre actionnaire, qu'elle ne peut avoir de droit sur elle-même.

Si elle rachète ses propres actions au moyen des disponibilités de l'actif, elle aura à diminuer concurremment le capital-actions d'une valeur correspondante au montant des titres rachetés, qu'elle détruira ou annulera et qui n'auront pas à figurer au bilan.

Mais à l'aide des bénéfices, une société anonyme peut valablement racheter une de ses actions se trouvant aux mains d'un débiteur social et éteindre la dette de celui-ci à concurrence du prix de l'action (2).

A l'actif du bilan, les actions rachetées seront mentionnées à leur prix de rachat.

(1) Art. 181, de la législation belge.

(2) Comm. Anvers, 13 nov., 1908 ; P. A., 1909, 1, 124.

7° *Obligations amorties.*

Ce poste est aux obligations amorties ce que le précédent est aux actions rachetées. Il donne la relation des titres de l'emprunt dont l'amortissement a été opéré.

Il y a deux manières de rembourser l'emprunt :

1° à l'aide des deniers de l'actif.

2° à l'aide des bénéfices.

1° Dans le premier cas, le montant de l'emprunt-obligations restera intangible au passif, aussi longtemps que le remboursement intégral n'aura pas été effectué ; lorsque le remboursement sera complet, le poste emprunt-obligations disparaîtra du passif conjointement avec celui des obligations amorties de l'actif.

2° Dans le second cas, le remboursement ayant lieu à l'aide des profits nets, constitue une réserve, en sorte que le montant des obligations amorties figurera au capital-obligations sous forme de capital réservé ; le poste des obligations amorties grossira au fur et à mesure de l'amortissement des titres de l'emprunt et dès le moment où l'amortissement intégral aura été accompli, le poste emprunt-obligations virera celui des obligations amorties et ils disparaîtront tous deux du bilan pour faire place au poste capital-actions, au chapitre des réserves sociales et secondaires (1).

(1) Voir plus loin les exemples pratiques dans l'exposé de l'amortissement des obligations au chapitre passif.

8^e *Valeurs du fonds de prévoyance.*

Le fonds de prévoyance est constitué par des dotations de la société et des retenues sur les salaires du personnel, en vue de parer à l'éventualité d'accidents du travail et de servir des pensions de retraite. Pour disjoindre ce fonds spécial de ceux consacrés à l'industrie, on le transformera en fonds publics à réalisation facile et il va de soi que les dividendes et intérêts produits par ces titres viennent en augmentation du montant nominal.

VI. — Les finances.

La trésorerie et les finances comprennent les disponibilités et les valeurs qui peuvent être réalisées immédiatement parce que devant se trouver disponibles chez des tiers qui auront à s'exécuter dès qu'ils en seront requis.

Ce chapitre se décompose en :

- 1^o Actions à libérer ;
- 2^o Actionnaires en retard ;
- 3^o Banque Nationale ;
- 4^o Banques privées ;
- 5^o Caisses ;
- 6^o Chèques postaux.

1^o Actions à libérer.

2^o Actionnaires en retard.

La rubrique actionnaires comprend les actions dont une partie reste encore à libérer, et les actionnaires qui sont en retard dans leurs versements ; ces derniers se

voient contraints d'acquitter les intérêts légaux du montant des versements qui leur restent à opérer et ce, dès le moment où la société a fait appel à l'exécution de leurs engagements. Cette clause est d'autant plus plausible que le capital, non versé et déjà appelé, est manifestement soustrait à l'activité sociale.

La liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions est, quinze jours avant l'assemblée générale, mise à la disposition des actionnaires qui peuvent ainsi prendre connaissance des noms et domiciles des actionnaires défaillants quant à la non-libération des versements exigés sur le nombre de leurs actions souscrites (1).

La législation suisse stipule que si un actionnaire ne verse pas en temps utile le montant de son action, il doit de plein droit des intérêts moratoires.

En outre, les statuts peuvent prononcer des peines conventionnelles contre les actionnaires qui n'effectuent pas aux termes fixés, le versement de tout ou partie du montant des actions qu'ils ont souscrites ; ils peuvent même déclarer que les retardataires seront déchus de leurs droits de souscripteurs et que les versements partiels, par eux opérés, seront acquis à la société (2).

Le souscripteur d'actions est tenu de faire les versements exigibles aux termes fixés par les statuts ou de faire ces versements augmentés des intérêts ; si ce souscripteur est en retard, le gérant ou liquidateur ne peut

(1) Art. 76, § 3, de la législation belge.

(2) Art. 634, § 1 et 2, du C. O., Suisse.

directement ou indirectement le dispenser de tout ou partie de cette obligation (1).

Les intérêts de retard stipulés statutairement, à charge des actionnaires en défaut de libérer leurs actions aux termes prescrits, sont des intérêts moratoires conventionnels (2).

Le souscripteur d'actions non libérées d'une société anonyme d'un chemin de fer contracte, en souscrivant, l'obligation de payer à cette société, l'intérêt de retard déterminé par les statuts, à défaut de versements par lui aux époques fixées des sommes régulièrement appelées sur le montant de ses souscriptions, si telles sont les stipulations de ces statuts.

Il ne peut se soustraire à l'exécution de cet engagement, même au cas où il n'aurait aucun droit à des intérêts intercalaires, sur les versements déjà opérés, si son obligation n'a pas été subordonnée à l'allocation, par mesure de réciprocité, de ces intérêts intercalaires. Il ne peut pas davantage réclamer ni la résolution de son obligation, ni la réduction des intérêts conventionnels de retard, sous le prétexte que les intérêts intercalaires sur lesquels il comptait ne lui ont pas été alloués, si la détermination des dividendes à répartir a été réservée par les statuts à l'assemblée générale des actionnaires et que celle-ci n'a pas ordonné une répartition de dividendes (3).

(1) Cass. fr., 14-11-1899 ; J. T., 1900,460 ; *Rev. Soc.*, 1900,113, sur appel, Paris, 1^{er} avril 1898.

(2) Brux., 4-3, 1901 ; B. J., 1901,289 ; P. p., 1901,941.

(3) Brux., 19-2, 1900 ; *Pas.*, 1900,2,276 ; B. J., 1900,949 ; J. P., 1900,397. J. T., 1900,359 ; P. A., 1901,2,18 ; P. P., 1900,330 ;

En ce qui concerne les versements à effectuer par l'actionnaire, ce dernier ne peut se refuser à verser les fonds régulièrement appelés en vertu des statuts, en se prévalant de l'irrégularité des décisions prises par l'assemblée générale, qui ont changé la dénomination et l'objet essentiel de la société, qui ont augmenté le capital social et qui ont supprimé les actions de jouissance attachées à la possession du capital (1).

Le seul fait pour le souscripteur d'actions d'être en possession de titres entièrement libérés ne prouve pas qu'il ait intégralement libéré sa dette (2).

La cession, par un souscripteur, d'actions non libérées d'une société anonyme ne l'affranchit pas de l'obligation de répondre des versements ultérieurs, sauf son recours contre tous les cessionnaires.

Lorsque des titres non entièrement libérés ont été cédés par d'anciens actionnaires, le titulaire actuel est tenu d'opérer les versements irrégulièrement appelés sur ces titres, sans qu'il puisse invoquer contre les cédants le dol du gérant, auquel ils n'ont point personnellement participé, ni arguer de la prétendue nullité du transfert effectué dans les livres de la société, quand les anciens actionnaires qui ont consenti la vente n'ont pas été mis en cause (3).

Rev. soc., 1900,47, arrêt particulièrement cassé par Cass., 28-3-1901 ; *Pas.*, 1901,1,181 ; B. J., 1901-947 ; J. T., 1901,499 ; P. p., 1901, 443 ; *Rev. soc.*, 1902,324.

(1) Comm. Anvers, 16-4, 1908 ; P. A., 1908,1,287.

(2) Comm. Brux., 25-1, 1907 ; *Rev. soc.*, 1907,207.

(3) Liège, 5 juin 1901 ; *Pas.*, 1901,2,335 ; Jur. Liège, 1901,186 ; P. P., 101,1238. *Rev. soc.*, 1901,179.

Dans une société anonyme, l'actionnaire qui a cédé ses actions n'est plus tenu envers la société, après le transfert régulier de ses actions, des versements qui sont devenus postérieurement exigibles (1).

Les souscripteurs d'actions de sociétés anonymes ne peuvent, en cédant leurs titres, se soustraire au paiement des versements décrétés antérieurement à la cession (2).

Le souscripteur d'actions ne peut réclamer la délivrance de ses actions comme titres au porteur, tant qu'il ne s'est pas entièrement libéré en capital et intérêts (3).

3° *Banque nationale.*

4° *Banques privées.*

Les dépôts ou placements de fonds en banques peuvent intéresser la Banque nationale et les banques privées. Ceux qui sont effectués à la Banque nationale n'étant pas productifs d'intérêts, le poste ne sera qu'un décalque du compte caisse.

Il n'en est pas de même des banques privées qui acceptent des dépôts productifs d'intérêts ; le prorata d'intérêts à recevoir au moment de l'établissement du bilan devra être ajouté à celui du dépôt.

(1) Cass., 14-7, 1892 ; *Pas.*, p. 317 ; P. p., n° 1729.

(2) Cass., 29-3, 1900 ; *Pas.*, I, p. 192 ; B. J., 890 ; J. T., 437 ; P. p., n° 424.

(3) Brux., 19-2, 1900 ; *Pas.*, 1900-2, 276 ; B. J., 1900, 949 ; J. P., 1900, 379 ; J. T., 1900, 359 ; P. A., 1901, 2, 18 ; P. P., 1900, 330 ; *Rev. soc.*, 1900, 47, arrêt partiellement cassé par cassation 28-3-1901 ; *Pas.*, 1901-1-181. B. J., 1901, 947 ; J. T., 1901, 499 ; P. p. 1901, 443 ; *Rev. soc.*, 1902-324.

5° *La caisse.*

6° *Chèques postaux.*

Le chapitre des finances et de la trésorerie se complète par les postes Caisse et Chèques postaux.

C. — L'ACTIF FICTIF OU POUR ORDRE

Fréquemment, l'on peut constater que des sociétés se refusent à faire figurer au bilan l'actif et le passif pour ordre. Outre les motifs économiques qui incitent à l'annotation de ces éléments d'actif et de passif fictifs, il est des raisons dont l'importance ne peut échapper. Une société mal intentionnée peut laisser subsister à l'actif du bilan, les cautionnements des administrateurs et commissaires, les nantissements, les cautionnements des entrepreneurs à l'ombre de l'actif disponible et réalisable, voire même sous la rubrique générale et ténébreuse de l'actif immobilisé. Elle corse son actif par cette inscription qu'elle omet au passif et procure à l'administration l'occasion d'offrir un dividende aux distributaires ; de même, agissant en sens inverse, avec omission à l'actif des éléments fictifs et pour ordre qu'elle relève cependant au passif, elle empêche ou réduit la répartition de dividendes dûment acquis aux bénéficiaires.

A la rigueur, on admettrait ces postes pour mémoire, mais nous n'en sommes pas partisans, parce qu'il y aurait là des possibilités de dissimulation et de reports

tacites ; l'actif et le passif fictifs ou pour ordre inscrits au bilan correspondront fidèlement entre eux. Ils se composeront des cautionnements des administrateurs et commissaires, éventuellement de ceux des directeurs et employés, des nantissements, des cautionnements d'entrepreneurs, des marchandises reçues en consignation, pour compte de tiers, des acceptations, ducroires et cautions.

Il est à noter que les intérêts acquis par des valeurs de cet actif pour ordre doivent être ajoutés de part et d'autre à l'actif et au passif pour ordre.

*1^o Les cautionnements des administrateurs
et commissaires.*

Sous l'empire de l'ancienne législation belge (1), corrigée par la récente loi, à son art. 58, il était prescrit aux administrateurs nommés par les statuts de déposer en actions de la société un cautionnement dont le montant devait représenter le cinquantième de l'avoir social, avec maximum de 50.000 francs.

La nouvelle législation belge s'est débarrassée de la disposition ancienne aux termes de laquelle chaque administrateur, ainsi nommé, devait verser en cautionnement cette quotité de l'avoir social ; dorénavant, les statuts déterminent cette quotité de dépôt et la loi permet, tout comme la précédente, qu'un tiers intervienne en faveur d'un administrateur et pour en garantir le mandat.

Ces titres doivent être évalués à leur taux d'émission.

(1) Art. 48.

2° *Les nantissements.*

Le nantissement, étant une garantie offerte par le débiteur à la sûreté de sa dette, est constitué par le gage.

Le montant de ce gage sera porté à l'actif du bilan pour sa valeur intrinsèque, généralement supérieure au montant de la dette qu'il couvre ; on sait que le créancier gagiste exercera sur le gage, le droit de rétention, aussi longtemps que la dette n'est pas liquidée en principal, intérêts et accessoires ; qu'en outre, il n'est pas tenu à restitution de l'objet mis en gage, si une seconde dette est venue se substituer à la première. En aucun cas, le créancier gagiste ne disposera du gage sans autorisation judiciaire et si le débiteur ne s'exécute pas.

Le gage est donc un dépôt, un séquestre momentané d'un objet dont la valeur est destinée à avaliser le montant de la dette ; il ne fait pas partie de l'actif réalisable et il figure avec le montant intrinsèque, à l'actif et au passif pour ordre de manière à ne rien modifier à l'économie du bilan.

3° *Les cautionnements des entrepreneurs.*

Cette sorte de cautionnements est requise des entrepreneurs qui ont à déposer des titres ou des fonds, comme garantie de bonne fin à l'ouvrage qu'ils ont entrepris.

Ces dépôts de garantie pourraient consister également en traites de garantie, et ces dernières seront minutieu-

sement récolées et séparées des traites ordinaires pour ne pas permettre qu'elles soient glissées au portefeuille commercial.

4^o *Marchandises en consignation.*

Les marchandises reçues en consignation d'un correspondant commettant — forment un dépôt volontaire momentané pour la société qui devient commissionnaire et se charge de les vendre moyennant une rétribution dont le montant fait partie des résultats. Cette catégorie de marchandises n'influe en rien sur la situation d'équilibre du bilan ; ces valeurs sont en effet simultanément portées à l'actif et au passif pour ordre pour le montant de la facture de consignation.

On opposera cependant à cette interprétation, que la valeur de sortie ne correspondra pas à cette valeur d'entrée, qu'elle pourrait être supérieure ou inférieure et que, par conséquent, la somme à récupérer par le commettant n'est pas celle du compte de consignation. Le cas où cette somme lui serait inférieure ne se présente généralement pas ; reste le cas où elle lui est supérieure : la marchandise en consignation a été facturée x francs et elle a été vendue $x + a$ francs, somme qui revient au commettant et que doivent remettre à la société les débiteurs ordinaires.

Dès le moment de la vente, l'administration sociale devient à son tour débitrice du commettant. Certains auteurs admettent le silence de toute mention relative à la consignation ou au dépôt de marchandises et cela nous paraît dangereux, parce qu'au cas de différend ou

de liquidation, la justice, les arbitres ou les curateurs agissant pour compte des demandeurs ou de la masse, pourraient, faute d'indications suffisantes, englober ces valeurs déposées sans plus, dans la réalisation, et priver le commettant de son droit de rétrocession. Il ne faut pas exagérer les garanties du commettant et pour la cause que l'on devine, mais il est néanmoins nécessaire d'indiquer les montants des consignations à l'actif et au passif, faute de faciliter à l'administration, l'inscription de marchandises qui ne lui appartiennent pas, bien qu'effectivement existantes et de majorer de la sorte son actif sans rigoureusement en tenir note au passif.

5° *Les acceptations, ducroires et cautions.*

Sous cette rubrique, viennent se grouper les acceptations, ducroires et cautions pour compte de tiers.

Par acceptations, on entend les prêts de crédit que généralement les banques consentent à leurs clients. Banques et banquiers autorisent leurs clients à faire tirer sur eux des traites qu'ils acceptent, et cette acceptation permet à ces effets d'être plus facilement rendus négociables auprès d'autres banquiers.

Le banquier accepteur s'engage ainsi à se substituer à son client, pour le paiement de la dette de ce dernier, vis-à-vis du tireur de l'effet ; en retour, le client devra fournir couverture pour l'échéance et comme rémunération du service que lui rend le banquier, il aura à acquitter une commission d'acceptation. Par cette acceptation, le banquier se reconnaît le principal obligé et il pourra être appelé à faire face à l'échéance quand bien

même il ne serait pas couvert. Cette opération est pour le banquier un réel engagement qui pourrait par après modifier sa situation de fortune au cas où la couverture ne serait faite ; cette dernière éventualité se produisant, il se verra obligé de faire honneur à sa signature et c'est là, la raison de l'inscription des acceptations au bilan.

Bien que débiteur du montant de la traite puisque accepteur, le banquier ne pourra néanmoins placer cette acceptation dans la catégorie des effets en circulation, car la convention intervenue avec le client, stipule que ce dernier, bénéficiaire de l'opération, remettra le montant de cet effet pour le jour de l'échéance. Le montant de cette traite sera porté au passif pour ordre, sous la rubrique acceptations, complétée comme nous allons le voir, par les avals et les ducroires.

Mais faut-il que cette opération laisse des traces à l'actif ? Assurément, puisque le client devient débiteur du montant de la couverture pour l'échéance.

Cette opération sera rangée parmi celles rappelées à l'actif réalisable et disponible, les clients étant de vrais débiteurs avec lesquels le débiteur par acceptation ne peut être confondu. C'est un débiteur de genre spécial, un débiteur moral, qui ne deviendra réellement obligé, en ce qui nous concerne, qu'au cas d'inexécution de l'engagement de fournir la couverture.

Mais si l'éventualité de l'inexécution de l'engagement se produisait, le montant de la traite acceptée figurerait au bilan du banquier, à l'actif pour ordre, au poste parallèle à celui du passif des acceptations, ducroires et cautions.

Le ducroire, juridiquement défini, n'est autre chose qu'un contrat d'assurance.

Lorsque le vendeur désire se garantir contre l'insolvabilité de l'acheteur dont il ne connaît généralement pas la surface, il s'adresse à un banquier qui veut bien lui servir d'intermédiaire et qui devient, en vertu de ce contrat, le ducroire ; ce dernier terme désigne simultanément la personne qui garantit, le contrat lui-même, la commission spéciale.

Par les clauses contractuelles, le banquier garantit à son mandant la bonne fin de l'opération ; pour effectuer cette opération, le vendeur adresse au banquier la traite en double exemplaire, dont l'un mentionne la somme pleine, l'autre la somme nette, c'est-à-dire la première affranchie de la commission de ducroire ; ces deux traites sont accompagnées des documents commerciaux, connaissements, bordereaux d'expédition, polices d'assurances et autres annexes.

Au reçu des documents, le banquier fait présenter à l'acceptation chez l'acheteur la traite pour le montant plein, à laquelle il a attaché les documents. Simultanément, il renvoie au vendeur la traite de moindre montant, revêtue de son acceptation.

De son côté, l'acheteur, après avoir détaché les documents, retourne au banquier la traite faite sur lui et qu'il a revêtue de son acceptation. Il est ainsi tenu vis-à-vis du banquier et en cas de non-paiement à l'échéance, le banquier pourra exercer, sauf vis-à-vis du tireur, les recours du porteur.

Et ceci démontre le risque que le banquier court dans

L'opération, risque qui justifie la nécessité de passer de part et d'autre au bilan, le montant de la traite faite sur lui, car le surplus, c'est-à-dire la différence entre les deux effets, est la commission de ducroire qui viendra accroître l'actif de son montant, dès que l'acheteur aura fait honneur à sa signature.

Bien qu'en soi, cette opération tienne du portefeuille commercial et des effets en circulation, il n'est pas rationnel de la faire rentrer dans l'un de ces deux postes, car lorsque l'acheteur s'exécute, elle ne mouvementera pas l'économie du bilan ; elle se traduira en finalité par une commission qui sans doute grossira le montant de la caisse, mais qui sera consignée au compte des résultats.

Une variété dans le ducroire est l'escompte à forfait que nous rangerons sous le même titre ; cet escompte se pratique entre vendeur et banquier ; ici, le vendeur tire directement sur l'acheteur, à l'ordre du banquier, lequel escompte l'effet et tient, à la disposition du vendeur, le principal de la traite, diminué de l'escompte et de la commission de ducroire.

A l'échéance, le banquier a les droits et devoirs du porteur vis-à-vis de l'accepteur. Quant à la caution (1) qui est accordée à des tiers, elle consiste dans l'engagement pris à l'égard d'un tiers créancier pour le garantir de la solvabilité d'un de nos clients, se trouvant être son débiteur.

Du fait que nous nous constituons caution vis-à-vis de

(1) Voir *supra*, page 79 et s., créances cautionnées ou privilégiées.

ce créancier, nous contractons l'engagement de payer le montant cautionné si le débiteur ne s'exécute pas ; cet engagement conditionnel pouvant devenir effectif doit nécessairement être mentionné au passif pour ordre du bilan.

De ce que le client sollicite notre intervention sous forme de caution, il en devient débiteur dès le moment où nous accordons notre consentement, et il figurera pour le montant cautionné par nous à l'actif pour ordre, sous la rubrique des acceptations, ducroires et cautions.

Lorsque la caution intéresse le portefeuille commercial, elle prend le nom d'aval.

L'aval qui trouve son origine dans les termes à *valoir*, est l'engagement que prend un tiers de payer la traite au cas de non-payement par le principal obligé. Il peut être donné en faveur du tiré, du tireur ou de l'un des endosseurs.

La signature du donneur d'aval se place à la suite de celle de la personne garantie par l'aval.

L'aval peut se donner par acte séparé rappelant la substance de l'effet, mais le procédé le plus commun et qui évite de déprécier l'effet est celui de l'endossement. Le donneur d'aval est ainsi confondu avec la théorie des endosseurs, rendus solidairement responsables avec le tireur, de la bonne fin de l'effet.

La rubrique des acceptations, ducroires et avals, sera complétée par les dépôts volontaires faits par les clients ; ceci a principalement trait aux établissements de crédit, lesquels se chargent de la conservation des titres moyennant l'acquittement du droit de garde.

SECTION III

Le passif.

1° Les éléments essentiels du passif du bilan.

La conception du passif du bilan est, pour certains, chose assez difficile.

Déjà nous avons vu que le passif forme dans le bilan la contre-partie de l'actif; et de même qu'à l'actif, nous avons rencontré des comptes de représentation immatérielle, à côté d'autres de valeur commerciale, il y aura également au passif des postes de valeurs fictives, qui bloquent ceux des valeurs correspondantes à l'actif et qui ne sont pas des dettes dans le vrai sens du mot.

S'il y a des passifs d'origine comptable et économique, il en est d'autres de source accidentelle, et il est nécessaire tout d'abord d'envisager le passif sous deux aspects nettement différents; le premier, le passif économique ou des dettes, qui indique l'endettement de la société envers elle-même, et envers les tiers; le second, le *passif de réduction*, qui marque en partie le déficit et qui a pour but de ramener certains postes forts de l'actif à leur valeur normale.

Dès le début de l'affaire, le passif, sous des rubriques différentes, correspond intégralement à l'actif et ne se trouve altéré dans la suite que par les mouvements des diverses valeurs dont dispose l'entreprise.

En principe, le montant du passif doit parallèlement correspondre à celui de l'actif, toutes considérations gardées du résultat de l'entreprise.

C'est ainsi que pour les dettes de la société envers elle-même, ou dettes intérieures ou passif non exigible, l'équivalence doit se retrouver pour la plus grande part à l'actif immobilisé ; celles de la société envers les tiers, dans l'actif réalisable et disponible, qui constitue la sûreté de remboursement vis-à-vis des créanciers, à payer par préférence et privilège.

On conçoit aisément que l'actif, qui forme dans son ensemble l'élément de fortune totale de l'entreprise, subit des transformations, des utilisations dans le mouvement économique, et qu'il ne sera pas resté à la fin de l'exercice ce qu'il était au début ; qu'il y aura lieu de tenir compte des modifications qui atteignent la matière d'abord, puis des résultats qui rémunèrent l'activité de l'entreprise, la clairvoyance de l'administration.

Certains auteurs qualifient les sociétés par actions, d'associations d'augmentation de fortune ; or, cette augmentation de fortune doit se retrouver dans le résultat de la comparaison de l'actif avec le passif du bilan.

Le solde, généralement bénéficiaire, n'accroît pas le capital, mais il revient aux associés, dans la proportion de leur mise, et l'on peut considérer les actionnaires comme des commanditaires, en quelque sorte, jusqu'à concurrence du montant de leur souscription.

Naturellement la partie commanditaire, qui a confié des fonds à l'être social, par la souscription d'un certain nombre de parts, cherche à retirer de ce placement un

dividende avantageux et pour découvrir le montant de cet heureux résultat, elle effectuera la soustraction du montant du passif de celui de l'actif, ce dernier supérieur au premier.

Dans le cas où le passif est supérieur à l'actif, il y a réduction du capital engagé, réduction qui ne permettra pas la distribution d'un dividende ; l'associé court le risque d'être lésé, car les parts s'éloignent de leur valeur nominale de souscription, n'ayant plus qu'une valeur inférieure, correspondante au quotient de la division du capital net par le nombre de titres émis. Il y a conséquemment grand intérêt pour le public à scruter les postes du passif et à les comparer conjointement à ceux de l'actif ; pour permettre cette étude comparative, les chapitres du passif se trouveront placés en regard de ceux de l'actif qu'ils intéressent, afin de tirer des déductions du rapprochement ou de l'éloignement des chiffres des dettes envers les associés et de ceux de l'actif immobilisé, de ceux des dettes envers les tiers et de ceux de l'actif disponible et réalisable ; il ne faudra pas omettre non plus le passif pour ordre qui figurera concurremment avec l'actif pour ordre.

M. E. Picard proposa au Sénat belge l'adoption du passif, sous la forme de trois chapitres : les dettes de la société envers elle-même, les dettes à long terme et celles à court terme ; M. le sénateur Hanrez ajoutait que le passif de la société envers les tiers devait nettement être séparé de celui envers elle-même, et que toutes les dettes, de quelque nature qu'elles soient, doivent être totalisées.

La classification passive proposée par M. Hanrez était :

1° Les dettes de la société envers elle-même, capital, réserves et autres fonds de consolidation ;

2° Les fonds de prévision correspondant à des dépréciations déterminées ;

3° Les dettes de la société envers les tiers, décomposées en obligations et autres dettes à long terme, en dettes exigibles à court terme, en dettes avec hypothèques ou gages et en dettes avec garanties personnelles ou sans garanties personnelles.

Finalement, le Sénat belge se rallia au premier vote au texte suivant :

« ...et au passif, les dettes de la société envers elle-même et envers les tiers, les dettes à long terme et celles exigibles à court terme, les dettes avec hypothèques ou gages, celles avec garanties personnelles et sans garanties ».

En dernière lecture, le Gouvernement belge s'inspirant de ces textes et amendements adopta la décomposition du passif en :

1° Les dettes de la société envers elle-même ;

2° Les obligations ;

3° Les dettes avec hypothèques ou gages ;

4° Les dettes sans garanties réelles.

Mais est-ce là offrir toute la sincérité du bilan et n'y peut-on glisser, par exemple, les amortissements et les prévisions sous l'hospitalière rubrique des dettes de la société envers elle-même ?

Vis-à-vis des actionnaires et du fisc qui doit pouvoir taxer sur les bénéfices nets, il y aura toujours matière à dissimulation de partie de bénéfices et la nomenclature officielle nous paraît lapidaire et abstraite.

Les dettes de la société envers elle-même peuvent être de nature bien différente, et c'est la porte large ouverte à l'arbitraire que de ne pas exiger la classification des dettes intérieures en autant de postes que de besoin. Quant aux dettes passives extérieures, qui comprennent les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages, les dettes sans garanties réelles, le champ est à ce point vaste, qu'une administration quelque peu rouée peut parfaitement laisser subsister, sous l'une de ces rubriques, des dettes dont l'interprétation est équivoque.

Que dire par exemple, du poste des effets à payer, des dettes litigieuses? Et combien d'autres encore dont la nature ne permet guère l'inscription facile au bilan.

La loi belge a omis le passif fictif ou pour ordre, qui doit absolument figurer au bilan; il n'est pas un chapitre à éléments mouvementés par l'affaire, loin s'en faut, mais c'est une écriture de régularisation comptable dont l'absence au bilan, comme nous l'avons vu au chapitre de l'actif, peut se traduire en intentions malveillantes.

Et cette même législation est muette quant à l'inscription essentielle du compte des résultats bruts et de sa décomposition entre les différents amortissements et les réserves de toutes sortes. Comment le lecteur pourra-t-il être rendu à l'évidence de l'emploi judicieux des réserves en général et plus particulièrement du total de celles appliquées aux exercices antérieurs?

Comme on peut le constater, le passif officiel, tel qu'il figure dans la loi belge, n'est que la synthèse de ces nombreuses contingences sous lesquelles pullulent les évaluations fantaisistes.

Nous dirons que cette classification n'offre pas les garanties requises, et que pour y pallier, il est indispensable de proposer l'établissement du passif sous quatre grands chapitres, lesquels groupent respectivement les postes qui les concernent et dont la nomenclature au bilan est nécessaire si l'on veut offrir au lecteur les renseignements qui lui permettront de juger de l'affaire.

Le passif du bilan comprendra :

- 1° Les dettes de la société envers elle-même ;
- 2° Les dettes de la société envers les tiers ;
- 3° Le passif fictif ou pour ordre ;
- 4° Les réductions d'actif et le solde net.

A. — LE PASSIF NON EXIGIBLE

1° *Dettes de la société envers elle-même.*

(*Dettes intérieures*).

Ces dettes ne sont pas à prendre au sens rigoureux. Elles sont constituées par le montant des parts souscrites par les associés ou actionnaires, qui apportent leurs capitaux avec l'intention de toucher des profits, et consentent tacitement, sauf cession de leurs titres, à ne réclamer leurs apports qu'à la liquidation de l'affaire, cette liquidation pouvant être anticipée ou normale, par l'arrivée du terme.

Les dettes de la société envers elle-même sont des

dettes intérieures que l'on range sous deux sous-chapitres, le capital-actions et le capital-réserves.

Le capital-actions est le montant de l'avoir social.

Le capital-réserves est cette portion des bénéfices que la société conserve par devers soi pour fortifier sa situation et former le capital de secours en cas d'insuccès. Le capital-réserves est constitué par des prélèvements annuels sur les produits nets ; il va de soi que les montants des actions rachetées et des obligations amorties ou remboursées à l'aide des bénéfices seront passés sous le poste des réserves ; il en sera de même des coupons d'intérêts échus et non réclamés en leur temps et des dividendes périmés.

I. — Le capital-actions.

Le capital-actions est le montant total souscrit par les actionnaires, auxquels la société doit rendre compte de son emploi, en assemblée générale et au bilan qui y sera adopté.

La société ne restituera le montant social qu'au cas de liquidation, normale, lorsque le contrat arrive à terme, anormale, lorsque la situation précaire dans laquelle elle se trouve, amène la rupture de la convention avant l'échéance du terme. Le capital des sociétés par actions se divise en actions, avec ou sans mention de valeur ; indépendamment des actions représentatives du capital social, il peut être créé des parts bénéficiaires, les statuts déterminant les droits qui y sont attachés (1).

(1) Art. 41 de la législation belge.

Une des conditions primordiales de validité, dans la constitution des sociétés commerciales, est que le capital doit être entièrement souscrit ; ainsi, la société est sensément rendue débitrice à long terme, du montant versé, peu importe que le versement ait atteint le $\frac{1}{5}$ requis ou une quotité plus élevée. A proprement parler, les actionnaires, bien qu'étant des créanciers, ne peuvent rendre la société débitrice du montant de leurs apports librement confiés, aussi longtemps que le contrat d'association existe.

La somme à verser, c'est-à-dire celle restant à appeler et qui se trouve à l'actif, sous les postes actions à libérer et actionnaires en retard, est la contre-partie du capital non versé. Le capital ainsi formé par la concentration des participations de plusieurs associés est le levier et le puissant moyen d'action de l'affaire ; c'est dans cette conglomération que les promoteurs ont vu le succès d'une entreprise qu'un capitaliste n'aurait pas osé tenter seul.

Dès la constitution légale, le montant du capital doit apparaître au passif du bilan, à sa valeur nominale ; à l'actif, il sera balancé tout à la fois par le total des postes de caisse ou de banque, si les versements ont été effectués en espèces, par le montant total d'autres postes ordinaires de l'actif, si les versements ont été faits sous forme d'apports, soit enfin par les actions à libérer ou actionnaires en retard, pour la quotité de souscription dont la société doit encore attendre le versement.

La législation allemande prescrit l'inscription du montant du capital social au passif du bilan ; en Angleterre, les us et coutumes qui forment la législation com-

merciale, font que le bilan est renversé, que le capital se trouve à l'actif avec les contre-valeurs actives au passif.

Sur le continent, la pratique a répandu depuis longtemps l'usage de la figuration du capital au passif.

Le procédé commun encore en Allemagne, qui consiste à porter au passif du bilan, non le montant du patrimoine social, mais celui de la quotité effectivement versée, n'est pas à tolérer ; il se rencontre en Belgique, dans certaines entreprises, où les dirigeants de l'administration n'ont guère la connaissance des règles économiques et comptables.

En premier lieu, le chiffre et la composition du capital-actions doivent retenir sérieusement l'attention.

Tout d'abord, on entend par capital, à l'art. 29, du Code belge de commerce, non celui qu'il plaît aux fondateurs d'indiquer dans les statuts, mais celui qui, dans la pensée des fondateurs, était nécessaire pour atteindre le but social (1).

Sous l'empire de la loi belge du 22 mai 1886, la circonstance que le capital réel, c'est-à-dire le capital jugé nécessaire par les fondateurs eux-mêmes pour le fonctionnement normal de la société, n'est pas intégralement souscrit, n'est plus une cause de nullité de la société ; elle entraîne seulement la responsabilité personnelle des fondateurs, telle qu'elle est déterminée par l'art. 34 (2). En exigeant que le capital d'une société anonyme soit intégralement souscrit, l'art. 29 entend parler du capital

(1) Comm. Anvers, 30-1-1903.

(2) Comm. Brux., 10-2-1900 ; J. T., 1900, 540 ; P. A., 1900, 2, 74 ; P. P., 1900, 529 ; Rev. soc., 1900, 128.

réel jugé nécessaire par les fondateurs pour le fonctionnement régulier de la société. Le juge du fond décide avec raison que cette condition de la validité de la société fait défaut, lorsqu'il constate que les fondateurs n'ont pas pu, de bonne foi, considérer le capital énoncé dans l'acte comme le véritable capital social, et qu'il a fallu augmenter le capital à l'aide d'une nouvelle émission d'actions pour pourvoir aux premiers besoins de l'existence de la société (1).

Dans le même ordre d'idées, le juge du fond décide souverainement que le capital fixé par les statuts était fictif, et que le capital véritable n'a été constitué qu'au moyen d'une augmentation de capital votée postérieurement à la publication de l'acte de société au *Moniteur Belge* (2).

Les fondateurs d'une société anonyme sont responsables de la souscription intégrale du capital et de la libération de chaque action jusqu'à concurrence de $\frac{1}{10}$ au moins par un versement en numéraire ou un apport effectif (3). Cette responsabilité est encourue :

1° Lorsque le capital indiqué et souscrit dans l'acte constitutif, n'est pas le capital véritable visé par les fon-

(1) Cass., 7-7, 1892 ; P. p., 313.

(2) Cas., 31-12-1891 ; Pas., 1892, p. 71.

(3) La législation belge exige le versement du $\frac{1}{5}$.

Toutefois, les sociétés qui actuellement fonctionnent avec un dixième de leur capital versé n'auront pas à porter leur libération à un cinquième ; si, cependant elles augmentent leur capital après la mise en vigueur de la loi, la nouvelle quotité sera appliquée à cette augmentation. *Ann. parl.*, sénat belge 18-4, 1913.

dateurs et ne constitue qu'une mise insuffisante et provisoire à compléter à bref délai et

2° lorsque l'apport effectif requis par la loi n'est qu'un simulacre d'apport en nature manifestement exagéré (1). Quant à la décomposition du capital-actions, s'il y a des actions de divers genres, il faut que chaque catégorie soit indiquée séparément, pour distinguer, par exemple, l'action privilégiée de l'action de capital ordinaire, cette dernière des parts bénéficiaires, dont le porteur touche les revenus, mais n'intervient dans le fonds social, qu'après que les autres actions ont été amorties. En annexe du poste passif capital-actions, on dressera la nomenclature des parts de l'avoir social, cette nomenclature sera celle de la Bourse de Bruxelles qui se présente comme suit :

1° *Actions de capital*, ainsi dénommées dans le cas où la société a émis des parts de dividende, ou actions de jouissance dont la série se trouve plus loin ;

2° *Actions ordinaires*, par opposition aux actions de capital privilégiées, ou simplement actions ordinaires (parts de div.) par opposition aux actions de capital ;

3° *Actions privilégiées*, par opposition aux actions de capital ordinaires ;

4° *Actions de priorité*, par opposition aux actions de capital ordinaires ou simplement des actions de capital par opposition aux parts de dividende ;

5° *Actions estampillées*, qui ont reçu une estampille constatant soit une augmentation, soit une réduction du

(1) Brux., 22-2, 1903. Comm. Anvers, 30-1, 1903 ; P. A., 1908-1-113.

capital, ou tout autre fait de nature à modifier les droits et obligations du porteur ;

6° *Actions de premier rang ;*

7° *Actions de deuxième rang,*

suivant les droits respectifs dans l'avoir social, celles de premier rang naturellement privilégiées sur celles de deuxième rang ;

8° *Actions de première série ;*

9° *Actions de deuxième série ;*

10° *Actions de troisième série,*

sont relatives à *des actions de capital*, dont les émissions ont été différées ; leurs privilèges s'établissent suivant leur ancienneté sur le capital et les bénéfices ;

11° *Actions anciennes*, qui se rattachent à la première émission et ainsi désignées pour les distinguer de celles relatives à des émissions ultérieures ;

12° *Actions nouvelles*, par opposition aux actions anciennes et qui ont été émises en augmentation ou en diminution du capital, en les échangeant contre des actions anciennes ;

13° *Actions libérées*, celles qui sont entièrement payées, en espèces ou en nature et qui deviennent nominatives, libérées ou au porteur ;

14° *Actions non libérées*, par opposition aux précédentes, sont celles dont le montant n'a pas encore été liquidé totalement ; la cote mentionne exceptionnellement les titres non libérés.

Ceux qui souscrivent au capital, obtiennent en retour des titres de valeur égale et uniforme dans chaque

genre, et la transmission s'opère, soit par tradition, si le titre est entièrement libéré, soit par inscriptions consécutives au livre des actionnaires, au fur et à mesure des libérations, si le titre n'est pas complètement payé.

Ces actions au porteur ou nominatives, actions de capital ou d'apport, concernent exclusivement le capital-actions ; il n'y a de dissemblance entre elles que celle de la clause de priorité, auquel cas certaines actions bénéficiant d'un régime de faveur, seront mentionnées au bilan, sous une rubrique distincte, tributaire du chapitre du capital social.

La loi exige l'intégralité de souscription du capital pour que la société soit normalement constituée, en sorte que, au début de l'affaire, l'émission d'actions au-dessous du pair, c'est-à-dire inférieure à la part de division que ce titre représente dans l'avoir social, ne peut être admise ; à ce moment, le montant total des titres qui divisent le poste capital doit correspondre au montant nominal et invariable de l'avoir social.

L'augmentation ou la réduction du capital social ne peuvent être votées que dans les conditions requises pour les modifications aux statuts ; les convocations en vue d'une réduction de capital, doivent indiquer la manière dont la réduction proposée sera effectuée (1).

Nous verrons plus loin, qu'en dehors de la phase de constitution, il y a des cas qui présentent des dérogations à cette règle. L'administration doit veiller à la prospérité de l'entreprise et ne pas uniquement servir les intérêts de ses actionnaires, qui, sans doute, ont fourni le

(1) Art. 72, de la législation belge.

capital requis, mais qui conservent l'équivalence active de ce capital, les biens sociaux, ceci indépendamment des privilèges des obligataires et des créanciers.

L'émission d'actions au-dessus du pair, ne pourra non plus se faire à la constitution de la société, parce que cette surévaluation sur le pair n'équivaut pas matériellement à un actif correspondant, dont le montant doit être, à l'origine, strictement égal à celui du capital social ; l'actionnaire souscripteur à la fondation doit trouver dans le titre dont il est porteur à ce moment, le montant proportionnel dans l'actif inaltéré du premier établissement de l'affaire. Sans doute, cette émission au-dessus du pair aurait l'avantage de faire croire au public que l'entreprise est appelée à une telle prospérité, que ses titres trouvent déjà des placements supérieurs à la valeur nominale, mais on ne peut augurer encore des résultats futurs de l'exploitation et rien que pour cette raison, on ne peut légitimer semblable émission ; autre chose est cependant quand la société a déjà fourni des preuves tangibles de vitalité et de succès.

Dans cette éventualité de seconde émission, les titres seront disputés sur le marché et la rapidité avec laquelle s'achève la souscription justifiera péremptoirement cette émission au-dessus du pair.

Nous définirons le pair comme étant le montant du capital nominal de l'action tel qu'il a été fixé par les dispositions statutaires ; la valeur au delà du pair constitue la prime au-dessus du pair.

Le droit de souscrire les actions au pair constitue un supplément éventuel aux avantages attachés à la part

du fondateur, une sorte de rémunération supplémentaire qui suit le titre remis au fondateur en paiement de son apport et ne porte aucune atteinte au principe de l'égalité qui doit régner entre les divers actionnaires d'une même catégorie (1).

On admet l'émission au-dessus du pair en cas d'augmentation du capital et c'est alors que la plus-value, la différence entre le montant commercial d'émission des nouvelles actions et le montant nominal est qualifiée du nom de *prime*, généralement versée à la réserve.

En principe, la fixité du capital doit toujours être maintenue ; seule, une assemblée générale, après en avoir valablement délibéré, peut conclure à l'augmentation ou à la réduction de l'avoir social.

Il ne peut donc être question d'en altérer son montant, de l'affaiblir, de le renforcer du montant des primes de surenchère sans décision de l'assemblée générale ou stipulation statutaire.

Il entre dans le droit souverain du juge du fond d'apprécier si les statuts d'une société commerciale autorisent ou non l'augmentation du capital social ; partant, si la résolution d'augmenter le capital constitue un acte d'exécution des statuts et non une dérogation (2).

Le capital est donc soumis à cette règle immuable de fixité et pas plus qu'il n'est au pouvoir des administrateurs d'en modifier le montant, moins encore est-il à la merci des actionnaires qui pourraient se croire en état de reprendre leurs apports ou de solliciter une distribution

(1) Comm. Seine, 13-11, 1899 ; J. T., 1900, 459.

(2) Cass., 9-3, 1876 ; Pas., p. 480.

de dividendes non réalisés ou réalisés en dehors de l'industrie, ce qui constituerait respectivement dans le premier cas une fiction et, dans le second cas, une rupture à l'égalité qui doit régner entre les actionnaires.

Cependant, l'actionnaire sait que le capital de la société est exposé aux aléas de l'exploitation et il peut conséquemment être entraîné à des pertes, que les intéressés doivent supporter, puisqu'ils confient leurs fonds avec la connaissance des dangers auxquels ils les exposent.

Au cas de danger, l'actionnaire a des recours ; l'art. 102 de la législation belge sur les sociétés oblige les administrateurs de soumettre à l'assemblée générale, délibérant dans les formes prescrites pour les modifications aux statuts, la question de dissolution de la société, s'il y a perte de la moitié du capital. S'il y avait perte des $3/4$ du capital, la dissolution pourrait être prononcée par les actionnaires, possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Nous avons posé le principe de fixité du capital et nous abordons l'étude de sa réduction éventuelle, dans le cours du pacte social. Il est incontestable qu'une société se voit obligée pour des causes diverses, économiques généralement, à réduire le montant de son capital et c'est de fait, aux associés à supporter les aléas de l'entreprise car la théorie des créanciers de tous genres doit *a priori* ne pas souffrir des événements. En aucun cas, la réduction du capital ne peut préjudicier aux droits des tiers (1).

(1) Art. 72 de la législation belge.

Dans tous les cas de réduction, le créancier aura la ressource de demander la révocation d'un acte fait en fraude de ses droits par la société, c'est-à-dire qu'il pourra ainsi exercer l'action paulienne si la société, s'est par cette réduction, concédé des avantages, au détriment des actionnaires.

Si les créanciers antérieurs à la réduction du capital social peuvent conserver le droit de poursuivre le remboursement de leurs créances sur le capital social primitif, c'est-à-dire à la condition d'établir comment ils ont traité avec la société et quel préjudice leur a été causé par la réduction du capital, c'est là une action individuelle qui ne peut être exercée par les liquidateurs, comme représentant la masse des créanciers (1).

Il appartient dès lors à la société de modifier son capital, pour le mettre en équivalence avec le montant estimatif des biens sociaux, et elle aura à le réduire proportionnellement en se conformant aux prescriptions légales et statutaires. Cette réduction du capital s'opérera soit par l'échange de titres anciens contre des titres nouveaux, dont le montant sera inférieur, soit en estampillant les titres anciens, en oblitérant leur valeur nominale par la valeur réduite, soit par la réduction du nombre des actions en échangeant par exemple une action nouvelle contre deux, trois anciennes.

L'administration pourra encore réduire son capital, en le diminuant de la perte subie, en soldant le déficit du compte des résultats par le débit de capital, en inscrivant ainsi le capital pour son montant réel et en laissant

(1) Cass. fr., 27-6, 1889 ; J. T., 1900, 459.

les actions telles quelles, à la merci des fluctuations du marché.

Une société anonyme *in bonis* peut réduire son capital par rachat de ses titres libérés, si les statuts l'y autorisent, et à la condition :

1° Que l'opération ne porte pas atteinte au principe de l'égalité qui doit régner entre tous les actionnaires et ne constituera pas un privilège au profit de quelques-uns et au détriment des autres ;

2° Que la réduction ne porte pas atteinte au pacte social et qu'elle soit nécessitée par les circonstances, et avantageuses pour la société.

Pour maintenir l'égalité entre tous les actionnaires, il est nécessaire de donner à la résolution prise par l'assemblée une certaine publicité, de fixer un délai pour que tous les actionnaires puissent participer au rachat des actions en traitant au cours le plus avantageux, et d'agir, en un mot, dans l'intérêt de la société.

En conséquence, la résolution de l'assemblée générale qui n'a prescrit aucune de ces précautions et a donné pleins pouvoirs pour le rachat aux administrateurs, doit être annulée.

A plus forte raison, doit-elle l'être, lorsque le conseil d'administration n'a pas fait connaître aux actionnaires les conditions onéreuses du traité de gré à gré qu'il leur demandait de ratifier par leurs votes, et que surtout certains gros actionnaires, ayant un intérêt personnel au rachat de leurs actions, ont pris part au vote de rachat

et qu'en défalquant les actions possédées par eux, le quorum n'était plus atteint (1).

D'autres cas peuvent se produire pour avouer la réduction du capital.

Où la société dispose d'un capital trop élevé au regard du volume de ses affaires et alors il ne s'agit pas de réduction périlleuse pour les associés ; ou bien le capital est réduit par les résultats défavorables de l'exercice ou de plusieurs exercices consécutifs.

Dans le premier cas, il s'agit d'un simple remboursement que l'assemblée générale appréciera souverainement ; toutefois, ce remboursement ne peut être effectué que six mois après la publication de la décision, conformément au mode déterminé par l'art. 10 de la loi belge, aux annexes du *Moniteur*.

Dans le second cas, cette réduction forcée est une perte qui atteint l'avoir social, lequel doit, dès lors, être mis en concordance avec le montant de l'actif restant.

Pour ce qui est de la réduction du capital jugé trop élevé, on ne peut exiger qu'une administration continue à assumer la charge d'un capital excessif dont une partie serait inemployée dans l'exploitation et improductive d'intérêts industriels rémunérateurs ; les actionnaires seraient les premiers à pâtir de cette situation et pourraient douter de l'activité d'une administration bien intentionnée, mais en possession d'un capital exagéré dont la charge est un poids lourd pour sa prospérité. Si certaines entreprises requièrent de grands capitaux, parce que la perspective est vaste et prospère, d'autres à

(1) App. Paris, 20-2-1904 ; *Pas.*, 1904, IV, 101.

production limitée, ne doivent pas s'embarrasser d'un capital encombrant qui entraîne des libérations onéreuses vis-à-vis des actionnaires.

Quand la réduction du capital d'une société anonyme comporte une réduction à concurrence de la moitié de la valeur nominale de chaque action, le nombre des actions appartenant à chacun des associés doit rester le même et sa part proportionnelle dans l'avoir social ne doit pas varier ; la réduction peut avoir pour effet de mettre la valeur nominale des titres en rapport avec leur valeur réelle (1).

Si la réduction du capital social se fait par voie de délibération des actionnaires pour les versements non effectués, les créanciers antérieurs ont le droit d'exiger des actionnaires la libération de leurs actions en faisant abstraction de la réduction du capital ; la réduction, régulièrement votée, ne peut être attaquée par les créanciers antérieurs à la réduction (2).

La réduction du capital social impose aux actionnaires et à la société des obligations et des renonciations réciproques ; elle ne peut être considérée comme un acte gratuit ; elle ne saurait être annulée pour cause de fraude, que s'il était établi qu'il y a eu collaboration des actionnaires avec les administrateurs de la société en vue de porter préjudice aux intéressés futurs (3).

En résumé, la société est libre de réduire son capital en tenant compte des circonstances économiques et

(1) Comm. Brux., 15-4 1902 ; Jur. Comm., 1903, 353 ; P. p., 1903, 1443.

(2) Trib. Chinon., juge Comm., 27-12, 1894 ; J. T., 1900, 459.

(3) Appel, Orléans, 29-7, 1896 ; J. T., 1900, 459.

financières et en se conformant aux décisions de l'assemblée générale et aux conventions statutaires ; mais si elle a essuyé de fortes secousses, elle aura à équilibrer son bilan, et le capital sera réduit jusqu'à la limite des valeurs actives qu'elle détient encore en gage à la disposition de ses créanciers, de ses obligataires et des actionnaires.

Dans ce cas, l'administration opérera la réduction du capital social en le diminuant de la quotité en moins-value accusée par l'actif.

Si le capital social reste le même au bilan et s'il n'y a pas liquidation anticipative, l'actionnaire ne peut obtenir le remboursement de sa part, aussi longtemps que le contrat social n'est dénoncé ; il lui reste la ressource de vendre son titre.

Parfois, il arrive que le capital étant considérable, l'affaire étant florissante, l'administration songe à racheter ses actions de façon à diminuer les charges financières vis-à-vis des actionnaires ; c'est là naturellement pour la société un but idéal à poursuivre, que d'atténuer les charges financières du capital vis-à-vis des actionnaires.

Pour atteindre ce but, la société prélève chaque année sur les bénéfices, la somme suffisante pour faire rentrer par rachat, au portefeuille-titres, un certain nombre d'actions de capital, qui prennent dès lors à l'actif la dénomination d'actions rachetées. Ce rachat se fait en des circonstances propices, au pair, au-dessous du pair, au-dessus du pair. La société a surtout intérêt à racheter lorsque les cours offrent une perspective de hausse, ce

qui a pour effet, l'opération s'effectuant, de faire hausser automatiquement la valeur des actions restantes, les dividendes y étant dévolus, augmentant en proportion du nombre de titre rachetés, qui désormais ne seront plus rémunérés. La jurisprudence belge n'admet le rachat des actions que par prélèvements sur les profits de l'entreprise ou par l'utilisation de réserves spécialement instituées.

Il se peut cependant que des actions de certaines sociétés soient rachetées à l'aide des deniers de l'actif ; dans ce cas, le capital diminuerait proportionnellement au rachat, mais cette manière de réduction n'est pas tolérée pour les sociétés en général ; il n'y a d'exception que pour les compagnies immobilières dont le capital se réduit à mesure de la cession des immeubles de constitution et les usages ont permis le rachat des actions jusqu'à extinction du capital social.

Puisqu'il est prouvé que le capital peut être amorti, il faudra tenir compte des amortissements progressifs au bilan, sans altérer le chiffre initial porté au passif ; pour ce faire, on ouvrira au passif, au poste du capital-réserves, une rubrique spéciale à la *réserve d'actions rachetées* dont l'équivalence se retrouve au poste actif des actions rachetées.

Dès le moment où le montant de la réserve, spécialement constituée en vue d'amortir le capital, équivaut au montant de ce capital, on opère un virement qui écarte du bilan le capital social et laisse seul subsister le poste de la réserve d'actions rachetées.

Au point de vue économique, malgré l'opposition de

principe formulée antérieurement à l'égard de la fixité du capital, on constate que cet amortissement n'a en rien diminué l'avoir de la société.

Aux avantages que présente le rachat d'actions, au moyen de réserves autres que les réserves légales ou statutaires, il y a cependant des inconvénients sérieux, qu'il faut prévoir avant de se décider à cette opération.

Sans doute, la société qui agit ainsi se trouve dans une situation prospère, mais elle ne doit pas perdre de vue que le fonds de roulement se trouve réduit par ce rachat et qu'elle s'expose dans la suite à des mécomptes.

A supposer en outre, un exercice clôturant en déficit et le capital partiellement éteint par des amortissements antérieurs, la perte se trouverait tout entière à charge des actionnaires, porteurs de titres de capital, les autres ayant reçu des parts de dividendes qui n'interviennent plus dans le fonds social ; la situation serait pire encore, s'il s'agissait d'une affaire amenée dans la suite à déposer son bilan.

La société procède généralement par étapes dans le remboursement de ses actions à l'aide des bénéfices ; rare est le cas où elle pourrait rembourser le tout en une seule fois ; ce serait cependant le seul moyen de mettre les actionnaires dans la même situation d'égalité. Le remboursement annuel est plus commun ; il permet l'amortissement d'un certain nombre d'actions au cours d'exercices à résultats favorables et cet amortissement est avantageux aux deux parties ; la société opérante y trouve le profit d'une moindre charge financière, le placement plus aisé d'autres titres, et l'actionnaire étant

rentré en possession de son capital, n'est plus engagé et participe par-dessus à la plus-value du fonds social.

La société ne peut sous aucun prétexte racheter ses propres actions au moyen des valeurs disponibles de l'actif car agissant ainsi, elle diminuerait le gage des créanciers. Il faut également empêcher le rachat d'actions par la société sans l'intention de les annuler ; cette opération qui consiste à racheter les titres sociaux pour en maintenir le cours, et les revendre ensuite, est absolument illicite et peut provoquer la ruine de l'affaire, ruine d'autant plus à redouter qu'elle tarde de se produire.

Autre chose est lorsqu'une société rachète des actions et les remet en paiement à un créancier ; ce dernier rentre dès lors dans la série des actionnaires.

En droit, la société ne peut jamais devenir son propre actionnaire, en sorte que les actions rachetées ne pourront figurer à l'actif sans la contre-partie au passif, à la rubrique de la réserve d'actions rachetées.

L'art. 628 du Code suisse des obligations stipule qu'il est interdit aux sociétés anonymes d'acquérir leurs propres actions ;

Elles ne le peuvent que dans les cas suivants :

1^o Lorsque l'achat a pour objet un amortissement prévu par les statuts.

2^o Lorsque l'achat est fait conformément à l'article 670, alinéas 1 et 2, en vue du remboursement partiel du capital social (1).

(1) L'art. 670 dit :

§ 1. — Le remboursement du capital social aux actionnaires

Dans ces deux premiers cas, les actions rachetées doivent être immédiatement rendues impropres à toute nouvelle aliénation.

S'il était permis à la société de racheter ses propres actions à l'aide des deniers qui se trouvent être à l'actif, le gage des créanciers, elle se trouverait à la fois débitrice et créancière ; il y aurait alors confusion et cette opération doit être prohibée, bien qu'en pratique et malgré la loi et la jurisprudence sur la matière, certaines sociétés excipent de l'ignorance de ces considérations économiques pour agir à leur guise.

II. — Le Capital-réserves.

Le capital-réserves est un second capital, constitué par les réserves de tous genres, celle qui est obligatoire, celles qui seront appelées plus tard à intervenir en fin d'exercice malchanceux, et toutes prélevées sur les produits nets de l'affaire.

Certains auteurs et nombre d'administrateurs estiment comme réserves, les amortissements appliqués aux immobilisations ; c'est là une erreur, parce que les amortissements doivent être opérés quand bien même la société est en perte, et c'est absolument logique. L'amortissement ne peut, en effet, être suspendu au cours d'un exercice à résultat médiocre, puisque maté-

ou la réduction de ce capital ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une décision de l'assemblée générale.

§ 2. — Ce remboursement ou cette réduction ne peut s'opérer que conformément aux règles prescrites pour la répartition de l'actif au cas de dissolution.

riellement, le montant de cet amortissement correspond à la dépréciation réelle de l'objet auquel il s'applique, et de ce fait, il vient en aggravation du déficit de l'entreprise.

Conséquemment, la rubrique des réserves doit être nettement dégagée de celle des amortissements. L'ensemble des réserves constitue un second capital qui attire d'emblée les observations du financier investigateur, et c'est une mesure essentielle de sagesse pour une administration, que de porter à son passif le plus de réserves possible.

Il y a, en premier lieu, la réserve légale ou statutaire, alimentée tous les ans par le report du vingtième des bénéfices nets et dont le service annuel peut être suspendu dès que la quotité versée atteint le dixième de l'avoir social.

Cependant, le montant de la réserve légale peut bien franchir cette limite et, peut-être, équivaloir par la suite au montant du capital ou le dépasser ; mais puisque la loi belge n'exige d'autre report que celui des 5 0/0 des bénéfices nets au poste de la réserve obligatoire, poste désormais intangible, l'administration prévoyante aura à songer au placement du trop-plein des bénéfices, à des fonds spéciaux de prévisions ; tel sera le cas lorsque l'année qui clôture aura donné une surabondance de bénéfices dont la distribution sèmerait la joie dans le monde des actionnaires, qui voient la prébende et se soucient trop peu du lendemain de l'affaire.

Si l'exercice prochain ne produit pas les mêmes résultats favorables, c'est la perspective de désertion en

masse, la panique peut-être, sans cause apparente de moindre activité ou d'insuccès. A l'administration incombe le devoir d'éviter ces cahots dans l'existence de l'être social, et d'empêcher les fluctuations brusques et parfois considérables qui atteindraient ses actions à la clôture d'exercices pléthoriques, en se tenant chaque année à une répartition de dividendes à peu près uniformes.

Rien ne sera plus aisé dès lors, que de porter le superflu à des réserves complémentaires que l'administration utiliserait dans les années, où contrainte par les résultats maigres de l'industrie, elle ne pourrait distribuer le dividende habituel. Mais il faut ne pas omettre que c'est à la constitution de la société que ces dispositions devront être introduites dans les statuts et non par voie de délibération d'assemblée générale, à laquelle les actionnaires en nombre s'opposeraient et pour cause, au placement en réserves d'une partie des bénéfices nets jugés considérables.

Il découle de tout ceci, que la conservation d'une partie des profits des fonds réservés est une mesure qui garantira efficacement la société contre les événements défavorables et les à-coups de bourse.

Dans son article 182, la législation italienne est identique à la législation belge quant à la formation et à l'emploi de la réserve, mais elle stipule en outre que, si pour un motif quelconque, le fonds de réserve ainsi constitué doit être diminué, il devra être réintégré de la même manière. Cette dernière disposition ne peut concerner les sociétés belges, la législation belge exige que la réserve légale soit intangible.

En son article 282, la législation allemande stipule plus spécialement les façons dont s'alimente le fonds de réserve ; elle indique que ce poste, créé dans le but de couvrir les pertes résultant du bilan, comprendra :

1° Le $\frac{1}{20}$ au moins du bénéfice net annuel à prélever aussi longtemps que le fonds de réserve n'aura pas atteint le $\frac{1}{10}$ du capital social, ou une fraction supérieure à ce capital, déterminée par le contrat de la société ;

2° Le montant réalisé lors de la constitution de la société ou d'une augmentation du capital social, par suite de l'émission d'actions ; à un taux supérieur à leur valeur nominale, en tant que ce montant supérieur dépasse cette valeur et les frais occasionnés par l'émission des actions ;

3° Le montant des versements supplémentaires effectués, sans donner lieu à une augmentation du capital social, par les actionnaires auxquels il est concédé, en échange pour leurs actions, des droits privilégiés, à moins qu'il n'ait été décidé que ces versements seront affectés à des amortissements extraordinaires ou à couvrir des pertes extraordinaires.

L'avant-projet de la loi belge stipulait que le fonds de réserve trouverait son équivalent actif en placements en titres d'états ; cette affectation spéciale permettrait sans doute la réalisation facile et aux alentours du prix d'achat, mais en pratique, les administrations se sont affranchies de cette réglementation de principe ; au contraire, le fonds de réserve est incorporé parmi les divers

postes de l'actif; à la rigueur, cette restriction pourrait être imposée aux compagnies d'assurances, et encore est-il besoin de la signaler, puisque c'est des réserves et de leur emploi, que dépendent la stabilité et le succès de pareilles entreprises.

Le fonds de réserve est à la société, ce que le fonds de prévision est au personnel; c'est un élément de fortune prélevé sur le passé et consacré à l'avenir, c'est un fonds d'épargne, qui intimement fusionné aux corporalités de l'actif, est un adjuvant puissant, qui permet un élargissement des moyens d'action, sans devoir recourir à une augmentation de capital, ni à l'emprunt.

Au point de vue de la formation de la réserve, il arrive quelquefois que ce fonds est constitué par des versements de droits d'entrée d'associés; cet usage se rencontre dans certaines coopératives de production et même de consommation; dans les sociétés anonymes et en commandite par actions, lorsque l'on a décidé que le montant du capital social serait augmenté et que les actions sont émises au-dessus du pair, l'écart ou prime est porté à la réserve. C'est là une obligation qu'impose la loi allemande à l'art. 262, § 2.

La législation belge est muette quant à l'emploi de ces primes qui, à l'abordée, paraissent être un premier bénéfice distribuable, puisque effectif; mais il serait irrationnel de permettre la répartition de semblable profit incident parce que les actionnaires récents jouiraient des mêmes prérogatives que les actionnaires anciens, sans avoir eu à redouter les aléas que court toute entreprise naissante. Une seconde raison, non moins sérieuse, est

que l'addition de ce profit occasionnel ajouté au profit industriel, formerait un gros dividende, qui ne se reproduirait pas en fin d'exercice prochain, et il faut éviter d'alarmer les actionnaires par de trop grandes différences dans les produits annuels.

L'assemblée générale a le pouvoir de réserver l'emploi de tout ou partie des bénéfices sociaux pour, indépendamment de la somme nécessaire pour pourvoir à la reconstitution du capital amoindri, constituer un fonds d'amortissement ou de réserve dans la mesure jugée convenable aux intérêts sociaux (1).

Si, en principe, les actionnaires d'une société anonyme ont un droit acquis au partage des bénéfices résultés de l'exploitation, aucun texte de loi ne prescrit d'effectuer la répartition de ces bénéfices à la clôture de chaque exercice.

Ne viole ni la loi ni les statuts de la société, l'arrêt déclarant régulière la décision de l'assemblée générale d'une société anonyme qui a retenu, pour en former un compte de prévision spécial, destiné à faire face à des remboursements d'emprunts imprévus, des bénéfices attestés par le bilan et le compte de profits et pertes, lorsque les statuts sociaux permettent de créer un fonds de prévision sur lequel les pertes ultérieures seront imputables, et sur lequel on pourra prélever la somme nécessaire pour payer aux actionnaires un intérêt de 5 0/0 sur leurs actions dans le cas où les bénéfices nets d'un

(1) Brux., 16-2, 1906; *Pas.*, II, p. 199; B. J., 293; J. T., 278; P. P., n° 14; *Rev. soc.*, page 209.

exercice sont insuffisants pour distribuer ce dernier dividende (4).

En pratique, le fonds total des réserves doit être proportionné à l'importance et aux risques de l'affaire ; une compagnie maritime par exemple qui court le danger, soit à raison d'un fret périlleux ou de l'âge de ses unités, doit au plus tôt se constituer une réserve adéquate.

Dans notre bilan fondamental, nous avons décomposé le capital-réserves en réserve légale ou statutaire, réserve extraordinaire, réserve pour travaux, réserve pour hausse sur approvisionnements et matières premières, réserve d'actions rachetées, fonds de prévision. Nous avons tenu à inscrire à la remorque de ces réserves spéciales, les obligations, coupons et dividendes périmés, le capital-obligations et les primes sur émissions.

1° La réserve légale ou statutaire.

L'article 75, § 4 de la législation belge prescrit à l'administration de prélever un vingtième au moins annuellement sur les bénéfices nets, à affecter à la formation d'un fonds de réserve, ce prélèvement cessant d'être obligatoirement requis, lorsque le fonds de réserve ainsi formé, équivaut au dixième du capital social. Le législateur a vu dans la constitution de ce fonds d'affectation spéciale, le moyen de combler le déficit éventuel du capital social, de rétablir sa fixité en cas de malchance, et il estime que cinq pour cent des produits nets doivent être consacrés à ce poste.

(4) Cass., 10-3, 1904 ; *Pas.*, I, p. 169 ; B. J., 956 ; P. P., n° 60 ; Répertoire déc. sociétés, n° 465.

En premier lieu, il faut nous familiariser avec l'expression de bénéfice net et nous le définirons comme étant le produit brut de l'entreprise, dégagé de toutes les charges sociales, telles que frais généraux, amortissements de toutes sortes, prévisions sur marchandises et sur débiteurs, intérêts financiers, etc.

C'est en somme le produit de l'entreprise qui pourrait être intégralement remis aux actionnaires, en rémunération de leurs apports, si des considérations d'avenir de la société, n'obligeaient l'administration à prélever sur ce montant des sommes nécessaires pour parer à certaines éventualités.

Notons en passant que, d'après la loi belge, l'éventualité d'intérêts à servir aux actionnaires doit, pour être régulière, être prescrite par les statuts ; elle ne se produit qu'exceptionnellement comme dans le cas d'intérêts intercalaires.

C'est donc après ces défalcations que le produit brut de l'exploitation deviendra le bénéfice net de l'entreprise sur lequel 5 0/0 au moins seront consignés au fonds légal.

Ce prélèvement peut bien être supérieur à 5 0/0 du produit net et économiquement, cette majoration s'impose quand l'exercice a été fécond ; la question de porter à la réserve légale un prélèvement de moins de 5 0/0 est quelquefois proposée.

Certains auteurs et parfois la jurisprudence admettent la restriction du taux de prélèvement dans le cas de bénéfices modestes, fortement entamés par les charges financières et quelquefois par les régularisations du di-

vidende antérieur; cette façon de procéder a provoqué des controverses qu'il était inutile de soulever pour des raisons essentielles. La première, c'est que tout prélèvement inférieur à 5 0/0 est contraire à la disposition de la loi; la seconde est que la réserve obligatoire ne pouvait être utilisée et que seul, l'excédent du produit net sur la quotité de 5 0/0, était distribuable.

Une distribution de dividendes prélevés sur le capital serait illicite parce que le capital est intangible, mais il en serait de même si l'on utilisait la réserve légale, aux fins de répartition, au cas où le capital est entamé. Partant, il ne peut s'agir de dividendes aussi longtemps que la réserve légale n'a pas été grossie de la quotité de 5 0/0 des bénéfices nets, et tout report inférieur à ce taux est contraire à l'esprit de la loi.

La thèse de l'intangibilité de la réserve est universellement admise; en France, cependant, cette réserve peut être utilisée soit pour renforcer un dividende médiocre, soit pour constituer un actif supplémentaire net, dont l'emploi accroîtra les moyens d'action.

En son article 62, la Commission sénatoriale belge de 1905, imposait le placement du fonds de réserve légale en titres d'Etats; cette clause d'affectation spéciale a été écartée et c'est un bien, car nous estimons, comme nous l'avons dit plus haut, qu'il ne faut pas soustraire la réserve à une plus grande activité de l'industrie, son montant pouvant avantageusement se confondre parmi les éléments actifs; incontestablement les fonds réservés de cette manière, devront toujours présenter une mobilité suffisante.

Pas plus que le capital, le fonds de réserve légale ne pourra être réclaté par les actionnaires aussi longtemps que le pacte social existe ; ce fonds ne sert seulement pas à maintenir l'intégrité du capital et incorporé à l'actif du bilan, il devient par surcroît le gage des créanciers aux revendications desquels il ne pourrait être soustrait, en cas de déconfiture ou de faillite.

2° Les réserves complémentaires.

Sous ce titre collectif et en dehors de la réserve légale, nous désignons tour à tour la réserve extraordinaire, la réserve pour travaux, la réserve pour hausse sur approvisionnements et matière premières, la réserve d'actions rachetées, le fonds de prévision, les coupons et dividendes périmés, le capital-obligations et les primes sur émissions ; toutes ces réserves gravitent autour de la réserve obligatoire.

A l'inverse de la réserve obligatoire, ces réserves sont facultatives et volontairement constituées par l'administration, soit pour majorer des dividendes maigres, soit pour faire des prévisions en vue de travaux futurs, soit encore pour parer à des fluctuations imminentes sur matières premières et approvisionnements, soit enfin en prévision de la patente, car la patente à payer sur les bénéfices pourrait dépasser les prévisions normales et il sera de bonne administration de constituer par avance une réserve pour parer à cette éventualité.

Comme la réserve légale, les réserves complémentaires sont confondues parmi les éléments actifs du bilan et reviennent en principe aux actionnaires ; elles restent, en

outre, le nantissement des créanciers dans l'avoir social et fortifient nécessairement la situation économique du bilan.

Néanmoins, il appartient à l'assemblée générale des actionnaires, si les statuts sont silencieux, de réclamer la rétrocession de réserves facultatives prélevées toutes sur des bénéfices dont les actionnaires ont été privés.

Cette ristourne pourra être obtenue par l'assemblée générale, s'il n'y a pas de clauses contraires dans les statuts ; s'il y avait des dispositions expresses, l'assemblée extraordinaire pourrait exercer certains recours, car on ne peut abandonner toute latitude à l'administration en ce qui concerne la détermination des réserves accessoires. Avant tout, il est indispensable de spécifier la destination de chacune des réserves facultatives, et l'assemblée appréciera souverainement, décidera de l'application d'une quotité de bénéfices à des réserves dont la raison d'être se justifie par les besoins de l'entreprise.

C'est évidemment l'interprétation qui fait naître des conflits au sujet de l'utilité de ces fonds spéciaux. Nous insistons donc pour que cette utilité soit démontrée en suffisance par l'administration ; la décision de l'assemblée générale, qui sera convoquée et qui ratifiera l'emploi d'une part des bénéfices à des réserves spéciales, ne pourra être suspectée et restera sans appel.

Ces dispositions procèdent de ce que l'administration de la société ne peut frustrer l'actionnaire de la part de dividende qui, théoriquement doit lui être remise, en inscrivant ce prorata non distribué à la réserve supplémentaire car le pacte social stipule qu'au cas de succès

dans l'exploitation, l'associé aura à toucher en dividendes, une portion des bénéfices nets, dont le montant est l'excédent du bénéfice sur les charges légales, statutaires et sociales.

Cette réserve extraordinaire ne peut donc être proposée qu'après que le dividende à répartir entre les associés aura été soumis à l'assemblée générale qui aura à se prononcer.

En Suisse, la législation autorise l'assemblée générale si la consolidation de l'entreprise l'exige, avant toute distribution de dividende, à constituer des réserves, même en dehors des prélèvements prévus par les statuts (1).

Mais la facilité avec laquelle certaines administrations forgent des réserves sans but bien déterminé, en vue de réduire le dividende distribuable ou de masquer des dissipations est chose répréhensible ; c'est agir d'une manière illicite que d'enlever aux actionnaires le bénéfice de leurs risques en imputant les profits à des fonds réservés qui ne sont pas justifiés ; ces fonds sont généralement acquis à la société au détriment de ceux-là même qui sont les principaux intéressés, qu'il faut encourager, et dont les mises ont été exposées et peuvent l'être encore par la suite.

Il est donc nécessaire, que chacune des réserves soit catégoriquement spécifiée pour rassurer l'associé sur l'emploi d'une partie des profits qui lui seraient échus, sans cette inscription réservée.

La réserve extraordinaire sera la doublure de la ré-

(1) Art. 631, § 2.

serve légale ; elle sera supplée par le *fonds de prévision*. Il y aura ensuite la *réserve pour gros travaux*, c'est-à-dire celle qui est formée en vue d'améliorer les immeubles, et non pas à racheter la dépréciation matérielle, ce qui est du ressort des amortissements, mais à les approprier plus spécialement aux besoins de l'industrie. Cette réserve qui en principe doit être liquide, puisque de source distribuable, sera donc incorporée par la suite à un élément immobilisé, mais cette translation de caisse à élément immobilisé, d'actif disponible à actif immobilisé, ne modifie en rien l'équilibre du bilan, puisque cette partie soustraite à la caisse, trouve son équivalence au chapitre des immobilisations.

On raisonnera de même pour les réserves constituées en vue de *surenchérissement des approvisionnements et des matières premières*, de celles constituées pour permettre le *rachat d'actions ou l'amortissement d'obligations*, d'autres pour solder *les primes sur émissions*.

La première, son nom l'indique, est destinée à parer à la hausse des matières premières ; la seconde permet à l'aide des bénéfices la rentrée des actions de la société ; la suivante, un service de remboursement de l'emprunt.

Les obligations, les coupons et dividendes périmés ne sont pas des réserves définies par des dispositions statutaires ou des décisions d'assemblées générales ; ces postes proviennent de la non-réclamation par les intéressés, du montant des obligations amorties, des intérêts et des bénéfices distribués.

D'après la loi belge, les montants des obligations

amorties après 30 ans, des coupons et dividendes après 5 ans, sont prescrits en faveur de la société ; aussi longtemps que la prescription n'est pas atteinte, il faut les faire figurer au bilan pour expliquer leur origine et il faut ne pas en permettre le report à des postes où ils seraient subrepticement inscrits à l'abri des investigations du lecteur. Lorsque la prescription est atteinte, le montant des obligations, coupons et dividendes périmés est porté au capital-réserves comme bénéfices accidentels, étrangers à l'exploitation. Le capital-obligations ou réserve-obligations est formé des montants des obligations amorties à l'aide des profits ; nous étudierons spécialement plus loin ce rachat d'obligations.

Enfin, les primes sur émissions sont des réserves constituées par les soldes provenant de la comparaison entre la valeur nette d'émission et la valeur nominale inférieure à cette valeur commerciale.

Dans certaines sociétés, il y a lieu en outre de songer à la rubrique du *report à nouveau* dont la présence au bilan pourrait induire en erreur.

Ce report à nouveau n'est pas une réserve bien que cependant, s'il était fort, des fonds réservés pourraient être dissimulés sous ce poste ; il est le solde non distribué du bénéfice net et reporté à l'exercice prochain.

De ce fait, il sera repris avec le résultat de l'année suivante pour être remis aux actionnaires. Si le report à nouveau n'était pas ajouté aux produits nets de l'entreprise, il y aurait lésion, un dommage causé à l'actionnaire et cette omission intentionnelle frustrerait les associés. Il serait à souhaiter que le report à nouveau

ût aussi minime que possible ; s'il était trop élevé, il pourrait être confondu sous une réserve spéciale, la réserve pour régularisation de dividendes futurs par exemple. Il est utile de rappeler cependant que le report à nouveau ne pourra être compris dans le fonds de réserve ou de prévision, car il serait ainsi soustrait pour les années futures, aux droits des actionnaires.

Chacune des réserves est à mentionner au bilan dans deux colonnes, dont l'une mentionnera le total des réserves prélevées sur l'ensemble des exercices précédents, l'autre, le montant de la réserve affecté à l'exercice qui clôture.

Nous avons déjà vu que les divers prélèvements sur les résultats de l'entreprise ne pourront être combattus par l'assemblée générale, si le taux appliqué est celui fixé par les statuts ; que, par contre, si les statuts sont muets, l'assemblée générale est souveraine quant à l'application d'une part du bénéfice à des réserves accessoires, parce que ces fonds pourraient servir d'outils de fraude à une administration mal intentionnée. Un exemple convaincra :

A la fin d'un exercice social, une administration peut porter une large part du bénéfice de l'entreprise à différentes réserves, occultes peut-être, être ainsi en mesure de distribuer un maigre dividende, de manière à provoquer la vente de ses titres insuffisamment rémunérés.

Cette condition réalisée, le capital des réserves extraordinaires sera mobilisé et servira à racheter les actions faiblement cotées. L'exercice suivant, le bénéfice réalisé,

ajouté à celui du précédent non distribué, formera un gros dividende ; dès lors, la demande afflue, les cours haussent et l'on vend les titres ; la vente vaut un gros boni virtuellement soustrait aux droits des actionnaires primitifs qui se seront dépouillés de leurs titres.

Et croyez bien que nous ne sommes dans le royaume d'Utopie quand nous avouons de tels faits pratiqués par certains organismes, et d'aucuns vous diront même que cette opération est absolument régulière.

Il se présente parfois qu'un élément de l'actif amortissable est réalisé pour un montant supérieur à la valeur portée au bilan, c'est-à-dire à la valeur nominale diminuée des amortissements opérés ; ce qui fait que cet élément, non encore complètement amorti, est vendu au-dessus de la valeur restant à amortir. Dans ce cas, l'excédent du prix de vente sur la valeur qui reste à amortir est à porter au bilan comme profit incident au chapitre du capital-réserves.

B. — LE PASSIF EXIGIBLE

(Lés dettes de la société envers les tiers.)

(*Dettes extérieures.*)

Le passif exigible est composé des dettes de la société vis-à-vis des tiers privilégiés ou non ; au bilan, il est opposé à l'actif réalisable et disponible et la comparaison avec cette partie spéciale de l'actif permet des réductions en ce qui concerne l'importance des valeurs réalisables et disponibles à l'égard des exigibilités. Cette comparaison nous démontrera si la société est en bonne

ou en mauvaise posture, si son actif réalisable est supérieur ou inférieur à son passif exigible ; dans le premier cas, la situation sera rassurante ; dans le second cas, elle sera anormale et peut-être dangereuse.

Cet examen simultané nous dira encore si l'actif réalisable présente assez de solidité pour faire face aux dettes à courts jours, dont le règlement est tout proche.

Enfin, de cette comparaison découle l'estimation du fonds de roulement dont l'entreprise dispose et qui est en quelque sorte le critérium qui permet le mieux de juger si l'affaire est bien ou mal gérée.

Le passif exigible comprend deux rubriques essentielles :

I. Le passif exigible à court terme.

II. Le passif exigible à long terme.

Ces deux rubriques intéressent à la fois :

1° L'emprunt-obligations avec garanties hypothécaires ;

2° L'emprunt-obligations ;

3° Les dettes hypothécaires diverses ;

4° Les dettes privilégiées ;

5° Les dettes chirographaires et ordinaires ;

5° Les dettes litigieuses ;

7° Les banquiers créditeurs ;

8° Les effets à payer ;

9° Les emprunts sur marchandises entreposées ;

10° Les coupons et dividendes non réclamés ;

11° Les obligations sorties non réclamées ;

12° Le budget des frais généraux dus ;

13° La caisse de secours ou fonds de prévoyance ;

14° Les loyers perçus d'avance.

1° *L'emprunt-obligations avec garanties hypothécaires.*

2° *L'emprunt-obligations.*

Généralement, le capital-actions et l'emprunt-obligations sont confondus sous le même chapitre des dettes de la société envers soi-même ; c'est absolument illogique. Le capital-actions représente un passif intérieur, pas fictif nécessairement, tandis que l'emprunt-obligations est une dette réelle vis-à-vis des prêteurs, partant, un passif effectif à classer avec les dettes envers les tiers, effets à payer et créances de toutes sortes.

Ce passif réel envers les obligataires trouve son équivalence à l'actif du bilan, à des postes qui ne seront intégralement acquis à la société que dans l'hypothèse d'un amortissement complet, opéré à l'aide des bénéfices.

A l'inverse du capital qui reste invariable, l'emprunt n'a pas la même fixité ; il diminue d'année en année par le moyen de remboursement d'annuités constantes, pour finalement se réduire à zéro au bout du laps de temps fixé pour l'amortissement, dont les conditions sont établies par avance.

La pratique s'est inspirée de ce système de remboursements annuitaires parce que le remboursement en une ou plusieurs fois, sans réserves constituées au préalable sur les produits antérieurs, aurait pour effet de placer la société dans une situation précaire.

Le service de l'emprunt-obligations constitue par con-

séquent une véritable charge pour la société, une dette extérieure, dont l'amortissement ne peut jamais être comparé à celui des immobilisations parce que les réductions qu'éprouvent naturellement les immobilisations sont de force majeure, tandis que l'amortissement des obligations n'est que le remboursement progressif d'une dette dont la valeur nominale a été confondue dans l'actif et utilisée dans le cycle des diverses opérations de l'entreprise.

Et ceci nous amène aux deux modalités de remboursement de l'emprunt ; la première, à l'aide des deniers de l'actif, et la seconde, à l'aide de bénéfices.

A) Remboursement de l'emprunt à l'aide des deniers de l'actif.

Qu'il y ait ou non profits dans l'entreprise, le rachat des obligations est une charge financière qui incombe annuellement à la société et qui, partiellement, doit être évaluée comme frais généraux. Le bien fondé de cette thèse se prouve par l'exemple courant que voici.

Si, particulier, j'emprunte pour dix ans, une somme A à intérêts, que je m'engage à rembourser par versements annuitaires égaux chacun de x francs, comprenant le remboursement du $1/10$ du prêt que nous représentons par m et le paiement des intérêts annuels que nous désignons par i , j'ai là une charge dont j'aurai à m'acquitter régulièrement vis-à-vis de mon prêteur qui se soucie peu du résultat annuel de mes affaires.

Le remboursement du $1/10$ du capital emprunté ne peut venir en réduction du bénéfice éventuel, mais bien

en réduction de l'actif qui a été grossi dès l'origine, du prêt consenti, qui m'a servi dans l'exploitation, tandis que le montant i , étant un intérêt à payer, vient en diminution du bénéfice *brut* d'exploitation ou en aggravation du déficit.

De là deux opérations dissimilaires qu'il est nécessaire de bien distinguer aux écritures du bilan : le montant remboursé qui fait partie du bilan, parce qu'il se soustrait de l'actif, et les intérêts supportés qui prennent leur place au compte des résultats, au même titre que les intérêts bancaires ou intercalaires.

Il y a cependant une pratique abusive dans la façon d'opérer de certaines sociétés par actions et cette pratique empirique sévit dans nombre de bilans.

Le *Moniteur des Intérêts Matériels* publie sous la plume autorisée de M. de Laveleye, quelques considérations relatives au règlement des annuités à répartir chaque année.

Il y est dit que l'annuité complète, se composant à la fois de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt, sera inscrite au débit du compte profits et pertes et comprise au bilan parmi les charges sociales ; que les créanciers obligataires ont droit à ce qu'il en soit ainsi car l'esprit du contrat passé avec eux est que la société s'est engagée pendant n années à appliquer une annuité fixe de x francs au service de l'emprunt contracté, de telle sorte qu'à l'expiration de ce terme, la dette soit totalement liquidée.

M. Delavelle dit également que la provision fournie par le compte profits et pertes correspond : 1° aux

intérêts ; 2° au remboursement nominal des obligations.

Tout d'abord, l'annuité est composée de deux fractions, dont l'une, le remboursement, n'est que la restitution du prêt, une obligation de faire ; l'autre, le paiement de la partie annuelle des intérêts prévus, dont le montant est du ressort des résultats et qui est une charge.

M. Charpentier est également d'accord pour trouver que les annuités affectées par les sociétés au paiement des charges des obligations, et comprenant l'amortissement de ces obligations et les intérêts, ne peuvent pas seulement incomber au compte des résultats. Il semblerait logique, cela étant, de faire une distinction dans ce fonds et de constituer ceux qui servent à l'amortissement au moyen de l'aliénation des valeurs actives et non par un prélèvement sur les produits annuels, tandis que ceux-ci devraient servir à payer les seuls intérêts dus aux obligations.

Pour mieux nous rendre à l'évidence, prenons un exemple concernant une société par actions.

L'assemblée générale décide de contracter un emprunt sur les bases suivantes : elle crée 1.000 obligations de 500 francs chacune rapportant 5 0/0 l'an, jouissance au 1^{er} juillet ; le remboursement de l'emprunt se fera au pair, par annuités constantes, pendant une période de 10 années.

Les tables de Pereire nous donnent 0.12950458 comme annuité nécessaire à l'amortissement de 1 franc emprunté pour 10 ans, ce qui pour 500.000 francs cor-

respond à $0.12950458 \times 500.000$, soit 64752,29 francs.

Voici le tableau d'amortissement des obligations pendant ces dix années :

1 Années	2 Nombre de titres		3 Intérêts à servir	4 Amortissements	5 Total de l'annuité réelle (colonnes 3 et 4)	6 Différence	
	à amortir	amortis				positive	négative
1916	1000	80	25000.00	39752.00	64752.29		247.71
1917	920	83	23000.00	41504.58	64504.58	4.58	
1918	837	88	20925.00	43831.87	64756.87		188.13
1919	749	92	18725.00	45859.16	64584.16		140.84
1920	657	96	16425.00	48186.45	64611.45	186.45	
1921	561	102	14025.00	50913.74	64938.74		86.26
1922	459	106	11475.00	53191.03	64666.03	191.03	
1923	352	112	8825.00	56118.32	64934.32	118.32	
1924	241	118	6025.00	58845.81	64870.81		134.39
1925	123	123	3075.00	61522.90	64597.90	22.90	
			147500.00	499725.95	647225.95	523.28	797.33
				274.05	274.05	274.05	
				500000.00	647500.00	797.33	797.33

La colonne n° 3 donne les intérêts à servir, donc charge financière, venant en réduction du profit ou en augmentation du déficit, au compte des résultats; la colonne n° 4 fournit la série des remboursements partiels et échelonnés, dont le total correspond au montant de l'emprunt qui s'élevait à 500.000 francs.

Au fur et à mesure que le montant de l'emprunt-obligations est remboursé, l'on voit apparaître à l'actif du bilan, la rubrique des obligations amorties, de façon à

conserver l'intangibilité de l'emprunt-obligations au passif du bilan.

Une fois toutes les obligations remboursées, le poste actif des obligations amorties indiquera que l'emprunt-obligations correspondant est éteint et le poste passif emprunt-obligations servira à virer le poste actif des obligations amorties, ces deux postes disparaissant conjointement du bilan, ce qui confirme notre thèse exposée plus haut, à savoir que l'actif ne faisait que retourner au passif ce que ce dernier lui avait prêté.

Au cas où l'emprunt-obligations n'aurait pas encore été complètement remboursé, la portion restant à amortir serait découverte par la différence entre les chiffres constants du poste emprunt-obligations et les chiffres variables du poste actif des obligations amorties.

Voici résumées, les écritures nécessitées par notre emprunt-obligations de la page 177 :

1° La société émet un emprunt de 500.000 francs.

Le poste obligataire sera à l'actif pour le montant à verser, le montant total de l'emprunt-obligations sera au passif.

2° La société a encaissé le montant intégral de l'emprunt. Le poste caisse s'est substitué progressivement au poste obligataires qui disparaît du bilan au fur et à mesure des versements.

3° La société procède au remboursement des obligations.

a) Pour l'amortissement, le compte obligations amorties, apparaît à l'actif du bilan et indique le montant remboursé.

b) Pour le paiement des intérêts, le compte intérêts apparaît au débit du compte résultats, Profits et Pertes, et la caisse supporte les débours.

4° L'emprunt-obligations est éteint par les amortissements successifs :

Il disparaît du bilan par virement du poste actif des *obligations amorties*, au poste qui figure au passif sous la rubrique *emprunt-obligations*.

B) *Amortissement de l'emprunt-obligations à l'aide des bénéfices.*

C'est ici seulement que la thèse soutenue par M. de Laveleye trouve son application si les amortissements sont opérés par le moyen d'une partie des profits.

Les obligations ainsi remboursées auraient à figurer au poste capital-obligations, sous la rubrique des réserves, ce prélèvement ayant été effectué sur les bénéfices nets et venant en réduction du dividende à échoir aux actionnaires.

Dans ce cas qui ne devrait pas être généralisé, le montant des amortissements opérés sur l'emprunt est relaté au poste des obligations amorties de l'actif et au poste capital-obligations du passif. Dès que l'emprunt est éteint, il disparaît du bilan par virement avec le poste des obligations amorties, pour ne plus laisser subsister d'autre trace que celle de la réserve ainsi constituée, au poste capital-obligations.

Dans le cas de l'amortissement des obligations à l'aide des bénéfices, les écritures seront les suivantes :

1° *L'assemblée générale décide qu'une partie des bénéfices sera portée à une réserve spéciale pour remboursement d'obligations.*

Le compte de *profits et pertes* sera débité par le crédit du compte *capital-obligations*, qu'il ne faut pas confondre avec le poste de *l'emprunt-obligations*. Le premier est une réserve, le second est une dette.

2° *Les obligations sont remboursées.*

Le poste des *obligations amorties* sera débité par le crédit du compte de *caisse*.

3° *L'emprunt-obligations est totalement remboursé :*

Le poste *emprunt-obligations* est débité par le crédit de celui des *obligations amorties*.

Au bilan, on ne trouve d'autres traces de l'emprunt que celle de la réserve sous la rubrique *capital-obligations*.

Peut-être arrive-t-il que la société émette des obligations dont le taux d'émission est ou supérieur ou inférieur au taux nominal. La différence dans un sens ou dans l'autre, entre le taux nominal et le taux d'émission est la *prime*.

Si le titre a été placé en dessous du pair, la prime doit être portée à l'actif, au poste *primes sur émissions* (1).

(1) Ici nous préconisons l'art. 656, §7, du C. O. de Suisse :

Les obligations émises par la société sont portées pour la valeur intégrale à laquelle elles doivent être remboursées. Mais on peut faire figurer à l'actif la différence entre le prix d'émissions et le taux du remboursement, en la diminuant chaque année, jusqu'au jour de l'échéance, de la somme nécessaire à l'amortissement.

Nous en avons agi ainsi dans notre bilan fondamental.

Au cas opposé, la prime au-dessus du pair est acquise au chapitre passif des réserves, au poste identique des primes sur émissions.

On objectera que, lorsque l'emprunt est émis au-dessous du pair, la société reçoit en actif un montant inférieur à celui qu'elle s'est engagé à rembourser au taux nominal, mais du fait que cet actif n'équilibre pas le passif correspondant, la différence que nous portons à primes sur émissions, n'est pas une perte d'exploitation ; c'est un actif fictif assimilable à celui de frais de premier établissement, ressortissant au chapitre des valeurs immatérielles amortissables, pour la raison que cette prime doit être récupérée au plus tôt par des prélèvements sur les produits bruts ultérieurs. Et dans ce cas, le compte des résultats aura double charge, celle des intérêts de l'emprunt et celle de l'amortissement des primes sur émissions, si le remboursement des obligations se fait à l'aide des deniers de l'actif ; ce remboursement étant pratiqué par la voie des profits, le compte des résultats aurait en outre comme maîtresse charge, celle de la restitution pour compte de l'actif, du nominal de l'emprunt. Dans l'hypothèse d'une émission au-dessus du pair, l'écart entre le prix et le nominal constitue la prime inverse de la précédente ; cet écart en hausse est un bénéfice incident, étranger à l'exploitation, à porter aux réserves, au poste spécial des primes sur émissions.

Il est des administrations qui soutiennent néanmoins que ce profit accidentel est à consigner aux produits généraux de l'exploitation ; c'est là encore une conception erronée car le montant de cette prime en hausse,

pourrait être tel qu'il influence fortement le compte des résultats, lequel grossi, permettrait la répartition d'un dividende anormal et les conséquences seraient fâcheuses l'année subséquente, si le dividende distribué n'était maintenu aux mêmes chiffres.

Les dettes.

Cette rubrique désigne à elle seule l'ensemble des créanciers de l'affaire.

Il y a grand intérêt à classer les dettes suivant l'époque plus ou moins longue de l'échéance et nous aurons ainsi : les dettes à court terme ou à courts jours, généralement échéant dans les cent jours, et celles à long terme, au delà du délai de cent jours.

Cette distinction permet de renseigner sur les dettes criardes de l'entreprise et de se rendre compte de la relation entre les exigibilités et les disponibilités, ainsi que des moyens dont on dispose pour faire face à des engagements à liquider immédiatement.

Il y a aussi grand intérêt à répartir les créances au bilan suivant les garanties qui sont offertes, et il faudra s'efforcer pour éviter la ressource des créances-poussières employée par certains organismes.

Nous aurons de même qu'à l'actif, en ce qui concerne nos créances, à côté de dettes ordinaires, celles qui sont doublées d'une inscription hypothécaire et généralement à long terme, celles qui sont scellées par acte sous seing privé ou chirographaires, celles qui sont récupérables par privilège, par aval ; enfin les dettes qui sont momentanément l'objet d'un différend et que le tri-

bunal pourra déterminer effectivement par la suite.

Cette énumération n'est pas limitative ; il faut songer aux banquiers créditeurs qui soutiennent l'entreprise à l'aide de capitaux qu'ils avancent ou de l'ouverture de crédit qu'ils consentent.

Il y aura également à indiquer au bilan, à leur valeur nominale, les effets à payer qui sont des billets souscrits ou des traites acceptées ou non.

On conçoit qu'à l'égal de ce qui a été dit de l'inscription nominale des effets à recevoir, les effets à payer doivent figurer nécessairement au montant nominal au passif du bilan, quitte à contrepasser la différence entre la valeur nominale et la valeur actuelle ou réelle, au poste actif de réescompte des effets à payer ou réescompte d'entrée, par opposition au réescompte de sortie des effets à recevoir.

En pratique, il arrive rarement que le souscripteur d'un billet ou l'accepteur d'une traite, s'acquitte de son engagement avant l'échéance ; toutefois, si cette éventualité se produisait, il n'aurait pas à se libérer du montant nominal de l'effet, mais seulement de la valeur actuelle, provenant de la valeur nominale diminuée des intérêts pour le nombre de jours qui restent à courir entre la date du paiement anticipé et celle de l'échéance.

Economiquement, la société doit tenir compte au bilan, de ce prorata d'intérêts qui atteint la valeur nominale des effets à payer et elle contre-passera à l'actif du bilan, au poste de réescompte d'entrée, la différence entre la valeur nominale et la valeur actuelle.

Il est encore indispensable d'indiquer parmi les dettes,

les emprunts sur marchandises entreposées, dont la valeur nominale se trouve à l'actif du bilan, au poste des marchandises entreposées ; la caisse qui reçoit la provision est débitée par le passif des emprunts sur marchandises entreposées. Ensuite, les coupons et dividendes, les obligations sorties et non réclamées sont à inscrire au passif exigible aussi longtemps que le terme de prescription n'est arrivé ; à ce moment-là, ces divers montants, équivalant à des bénéfices inattendus et étrangers à l'exploitation, seront portés au capital-réserves.

Très souvent, il arrive qu'en fin d'année, les frais généraux qui incombent à l'exercice qui s'écoule ne seront soldés que sur le budget suivant ; dans ce cas, le poste des frais généraux dus, au passif du bilan, relatera le montant de ces frais, incombant à l'exercice qui se termine et qui ne seront acquittés qu'au cours de l'exercice futur.

La caisse de secours ou fonds de prévoyance et de retraite est constituée pour couvrir les risques que court le personnel dans l'industrie, pour assurer une pension aux employés et aux ouvriers, quand viendra le jour où ils ne pourront plus rendre de services.

L'actif et le passif du bilan mentionneront chacun le montant de ces fonds de prévoyance augmenté de la portion des intérêts échus et pour mettre ces valeurs à l'abri des aléas de l'affaire, on les convertira en rentes ou en obligations de tout repos, dont la liste nominative sera dressée afin de ne pas les confondre avec le portefeuille-titres, car ces titres ne sont pas susceptibles d'être utilisés dans le mouvement économique.

Une éventualité est malheureusement à redouter et qui enlèverait aux employés et aux ouvriers le bénéfice de cette mesure de prévoyance et de cette sollicitude de l'administration : c'est le cas de faillite.

Si la société tombait en faillite, ce fonds spécial serait revendiqué par la masse créancière (1).

Nous avons fait apparaître à l'actif les loyers d'avance, qui concernent les montants payés anticipativement par la société et qui constituent un actif, en ce sens qu'ils ne deviennent des charges réelles qu'au cours de l'exercice futur ; au passif, la rubrique des loyers perçus d'avance indiquerait que la société a encaissé prématurément des loyers à imputer à l'exercice futur.

C. — LE PASSIF FICTIF OU POUR ORDRE

Au chapitre de l'actif fictif ou pour ordre, nous avons prouvé la nécessité d'indiquer les valeurs dont les montants doivent correspondre exactement tant au passif qu'à l'actif.

Tout comme l'actif fictif, le passif fictif comprendra conséquemment les cautionnements des administrateurs, des commissaires et du personnel, les nantissements, les cautionnements des entrepreneurs, les correspondants-commettants qui forment le poste correspondant des marchandises en consignment, enfin les acceptations, ducroires et cautions.

(1) Il n'y a qu'un remède pour parer à cette éventualité, c'est de rendre autonome la gestion de cette œuvre de prévoyance désormais indépendante de l'administration sociale, ce qui empêcherait au cas de déconfiture, la saisie et l'aliénation de valeurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise.

D. — LE PASSIF DES RÉDUCTIONS AMORTISSEMENTS ET PRÉVISIONS

I. — Les amortissements.

Au passif, le chapitre des réductions de l'actif est celui qui marque le déficit, à l'encontre du passif d'endettement, qui comprend les dettes intérieures et les dettes extérieures ; le passif des réductions comprend les amortissements et les prévisions.

Par le fait du temps, des utilisations, les valeurs matérielles diminuent de valeur d'année en année ; elles vieillissent, elles passent de mode, pour ne plus valoir en fin de compte que le 1/10 à peine de leur prix d'achat ; ces dépréciations naturelles portent finalement atteinte au principe d'intangibilité du capital dont il faudra maintenir l'intégralité par des prélèvements que l'on nomme *amortissements*.

Le terme amortissement s'entend aussi bien d'un prélèvement pour l'extinction éventuelle d'une dette exigible que d'un prélèvement pour reconstituer un capital amoindri (1).

La législation belge exige que l'administration fasse les amortissements nécessaires au bilan et au compte des résultats.

Ainsi, le législateur a voulu que la société pare à l'éventualité de mécomptes qu'elle aurait à craindre si elle maintenait à son actif, la valeur absolue des immobili-

(1) Brux ; 16-2, 1906 ; Pas. II, p. 199 ; B. J., 293 ; J. T. 278 : P. p. n. 14 ; *Rev. sociétés*, p. 209.

sations ; il a mis la société en garde à l'endroit des altérations qui réduisent forcément la valeur de certains éléments de l'actif immobilisé et réalisable ; l'ignorance ou l'omission de ces moins-values amènerait l'administration à distribuer des dividendes fictifs, puisque prélevés partiellement sur un actif qui n'est pas resté intact, et non sur le produit net de l'entreprise, ce qui aurait pour corollaire l'ébrèchement de l'élément capital qui doit rester inaltérable.

Au point de vue de la société, l'amortissement est nécessaire si elle veut conserver l'harmonie entre les valeurs initiale et vénale ou intrinsèque des éléments immobilisés ; au point de vue des actionnaires, l'amortissement rationnel, tel qu'il doit être proposé pour chacune des valeurs auxquelles il s'applique, est une garantie que la société n'aura pas à se trouver plus tard acculée à une situation précaire, provoquée par l'absence ou l'insuffisance des dégressions.

La Commission sénatoriale belge de 1905, avait condamné l'inscription *in globo* des amortissements annuels, estimant que rien ne favorise plus les abus que cette façon de procéder ; mais d'autre part, ce collège sénatorial conseillait la prudence à ceux qui font les amortissements, car la spécification de chacune des dégressions permet un contrôle facile par les intéressés.

A tort, certains auteurs ne divisent pas judicieusement le chapitre des amortissements ; ils confondent tous ensemble ceux qui ont trait aux réductions normales des valeurs matérielles, ceux qui ont pour but d'éteindre des dépenses de nature immatérielle et qui ne sont pas re-

nouvelées, et les autres qui sont des prévisions sur créances, sur fonds publics, sur marchandises, sur matières premières et approvisionnements, les réescomptes. Tout d'abord, l'amortissement doit porter simultanément sur les valeurs immatérielles et sur les valeurs matérielles.

Cette distinction s'inspire de la conception suivante : appliqué aux valeurs immatérielles, l'amortissement a pour but de les éteindre en entier, de les racheter complètement parce que ces éléments n'offrent généralement pas de valeur en cas de liquidation ; cet amortissement est en quelque sorte le rachat progressif de frais généraux, dont l'évaluation en bloc au premier résultat de l'entreprise aurait eu pour conséquence de peser lourdement et de contrarier la répartition d'un dividende équitable.

Il en est autrement s'il agit d'amortissements dont il faut tenir compte sur les valeurs matérielles ; on peut envisager cet amortissement sous divers aspects et c'est ainsi, qu'à notre sens, il se décomposerait rigoureusement en :

1° La moins-value annuelle, résultant de la dépréciation matérielle, normale et effective ;

2° La moins-value résultant de la dépréciation industrielle, par suite de l'application de nouvelles découvertes ;

3° La moins-value provoquée par toute cause accidentelle et qu'il faut prévoir, comme les probabilités en matière d'assurances.

Chacune de ces dépréciations étant à estimer par une

fraction arithmétique en fonction de la valeur d'achat de l'objet matériel, l'amortissement total serait chiffré par la somme des trois fractions, somme qui donnerait le coefficient à appliquer judicieusement.

En ce qui concerne les modalités de l'amortissement et la durée de l'application, il y a différents facteurs qui entrent en ligne de compte.

L'activité fiévreuse de l'entreprise, la production intense, nécessiteront des outils perfectionnés, provoqueront l'usure plus ou moins rapide de l'immeuble et du matériel, et forceront quelquefois l'administration à des amortissements importants, en le laps de temps le plus réduit, en tenant compte de la durée de l'affaire et des produits annuels.

Dans cet ordre d'idées, pour qu'un bilan soit bien établi, il doit présenter à l'actif les divers éléments avec l'inscription à la valeur initiale, s'il s'agit de valeurs immatérielles, avec leur prix d'achat ou de revient s'il s'agit des valeurs matérielles. Au passif, les amortissements appliqués figureront comme correctifs des appréciations arithmétiques de ces valeurs respectives.

A ce propos, certaines administrations, soustrayant de la valeur d'origine, le montant des amortissements opérés, pour ne laisser subsister à l'actif du bilan que la valeur débarrassée de l'amortissement, en sorte qu'au bout de quelques années, la valeur immatérielle ou matérielle, amortie de cette façon au bilan, apparaît pour le montant de un franc, lequel montant rappelle nécessairement un existant amorti complètement.

Cette pratique n'est pas à recommander parce que le lecteur ne peut pas se rendre compte de l'évaluation initiale de ces postes, ni des amortissements successifs, et qu'une valeur de l'espèce, quoique totalement amortie, est évidemment supérieure à un franc ; ce procédé obscurantiste est souvent prévu à dessein par certaines administrations.

La commission sénatoriale belge avait préféré le système communément adopté dans la pratique par les administrations averties et qui est celui de la passation active de la valeur initiale avec inscription passive des amortissements opérés.

Le système introduit dans notre bilan fondamental paraît plus avantageux encore puisqu'il permet la lecture de l'amortissement nouveau et celle des amortissements qui ont été précédemment appliqués ; il est facile dès lors de distinguer les dégressions antérieures de celles de l'exercice qui prend fin, et ce dernier point est de toute importance pour permettre la vérification du coefficient d'amortissement appliqué à chacune des valeurs intéressées.

Une autre méthode consiste à pratiquer l'amortissement sur la valeur initiale de la première année, sur la valeur dégagée de l'amortissement, à chacun des exercices suivants.

Supposons par exemple un matériel industriel valant 10.000 francs et auquel le taux d'amortissement de 20 0/0 serait appliqué.

La valeur d'origine est de.....	10.000	francs.
L'amortissement de 20 0/0 la 1 ^{re} année...	<u>2.000</u>	«
1 ^o La valeur réelle au bout de la 1 ^{re} année.	8.000	«
L'amortissement de 20 0/0 la 2 ^e année....	<u>1.600</u>	«
2 ^o La valeur réelle au bout de la 2 ^e année.	6.400	«
L'amortissement de 20 0/0 la 3 ^e année....	<u>1.280</u>	«
3 ^o La valeur réelle au bout de la 3 ^e année.	5.120	«
L'amortissement de 20 0/0 la 4 ^e année....	<u>1.024</u>	«
4 ^o La valeur réelle au bout de la 4 ^e année.	4.096	«
L'amortissement de 20 0/0 la 5 ^e année....	<u>819,20</u>	«
5 ^o La valeur réelle au bout de la 5 ^e année.	3276,80	«

Cette manière de procéder fait naître des conflits au sujet de la préférence des amortissements *en dedans* ou des amortissements *en dehors*.

Par le système de dégression en dehors, l'amortissement complet sera atteint à la *n*^e année, fixée par avance, tandis que par l'application du système de dégression en dedans, l'amortissement sera loin d'être accompli à la *n*^e année.

En effet, d'après le raisonnement chiffré plus haut, le matériel, au lieu d'être complètement amorti à la 5^e année, se trouve encore figurer pour un montant de 3.276 fr. 80, valeur exagérée peut-être, car il est possible que le matériel soit vendu comme mitraille; ce procédé d'amortissement doit conséquemment être repoussé.

L'idéal à atteindre serait d'amortir rigoureusement chaque année la moins-value qui déprécie chacun des éléments matériels; en pratique, malheureusement, la chose est irréalisable et il faudrait un talent exceptionnel pour préciser le coefficient de réduction matérielle et être bon prophète pour augurer de l'utilisation dans le futur. Les praticiens ont donc marqué leurs préférences

pour le système de l'amortissement automatique et constant qui est à nos yeux très supérieur à l'amortissement décroissant, auquel certains auteurs reconnaissent quelques avantages, se basant sur ce que la valeur amortie partiellement, vaudrait encore au bout des n années fixées pour l'amortissement total.

La chose peut être proposée en ce sens que certaines valeurs matérielles ne sont pas toujours réduites à zéro au terme de l'exploitation ou à la n^{e} année et qu'il subsiste une valeur marchande. Mais à soutenir cette thèse, l'inverse se pose également ; si l'élément venait à être mis hors d'usage ou à périr à partir de la n^{e} année, il serait alors complètement anéanti, et l'amortissement n'ayant pas été suffisant, cette circonstance accidentelle énerverait singulièrement la situation du poste des résultats.

Une pratique vicieuse et encore admise par certaines administrations est celle du non-prélèvement d'amortissements au cas de résultats précaires. Or, la règle de l'amortissement est formelle, même au cas où le compte des résultats accuserait un déficit ; l'amortissement étant une perte effective et non une réserve, vient conséquemment grossir le déficit du résultat ou en réduire le boni ; il fait partie des frais généraux et non du produit net ; il doit en être tenu compte avant toute distribution du dividende.

Quant à fixer des taux officiels de dégression pour les différentes valeurs amortissables, la solution est complexe, pour ne pas dire impossible ; ce taux varie d'un établissement à l'autre suivant la nature de l'industrie, le cours du marché, les exigences de l'exploitation, et d'autres causes encore.

Néanmoins, des techniciens ont esquissé des échelles de taux d'amortissements exprimés en 0/0 de la valeur initiale des immobilisations de diverses industries ; mais de la théorie à l'application, il y a de la marge parce que toutes les industries similaires ne disposent pas de la même qualité de matériel, du même genre d'immeubles, pas plus que des mêmes brevets, des mêmes inventions.

Nous dirons que l'amortissement doit être appliqué après étude préalable, en tenant compte de tous les facteurs, sous bénéfice de ratification par l'assemblée générale, qui est souveraine.

L'appréciation, quant à la nécessité d'un amortissement et à l'importance de celui-ci est un acte de gestion sociale dont la majorité des actionnaires seule peut être juge ; cette appréciation ne pourrait être critiquée que si elle avait pour effet d'enlever abusivement à un actionnaire ou à une catégorie d'actionnaires un droit leur reconnu contre la société ou de modifier leur situation vis-à-vis d'une autre catégorie d'actionnaires (1).

D'une manière générale, l'amortissement ne sera ni trop lourd ni trop léger ; trop élevé, l'excédent sur l'amortissement normal est une réserve occulte et l'on ne peut dès lors contester aux actionnaires d'exercer le droit de rétrocession d'un dividende consacré à des amortissements superfétatoires ; trop léger, il offre le danger d'exposer l'actif qu'il intéresse à des réalisations périlleuses en cas de liquidation.

Nous soutiendrons que l'amortissement doit être cons-

(1) Comm. Brux., 17-1, 1913 ; Jur. com. Brux., p. 182.

tant et spécial, que son taux ne doit pas être tel qu'il empêche les actionnaires d'obtenir la part des bénéfices qui normalement leur revient et dont ils pourraient être partiellement privés par suite de l'application de trop larges dégressions.

Le taux d'amortissement sera nettement déterminé par avance, au début de l'affaire si cela est possible déjà ; l'amortissement sera réparti sur le nombre d'exercices nécessaires au rachat partiel ou total, suivant le cas, et la quotité annuelle sera constante, sauf modification des valeurs amortissables, auquel cas il sera toujours aisé de vérifier son application au passif du bilan, dans la colonne réservée aux dégressions intéressant l'année qui termine.

Nous avons noté précédemment que l'amortissement est théoriquement destiné à la réparation des dépréciations matérielles causées par l'usage et l'âge aux éléments spéciaux de l'actif ; la pratique n'observe pas toujours cette interprétation et souvent, elle consacre ses amortissements à des réfections qui ont pour résultats de donner une plus grande utilité et plus de valeur à l'immobilisation industrielle.

A première vue, on pourrait accepter cette façon de procéder, mais nous ferons cependant remarquer qu'une réserve spéciale pour travaux ou grosses réparations est toute indiquée comme contre-partie des améliorations sensibles à apporter au premier établissement de l'affaire ; on pourrait également utiliser le fonds de prévision si le montant des frais imposés par ces améliorations n'était pas trop élevé.

Une autre observation s'impose en ce qui touche l'application spéciale de l'amortissement ; il est un fait patent et que nous avons déjà signalé antérieurement, c'est que l'amortissement ne peut s'appliquer à tous les éléments matériels et qu'il en est parmi eux, tels les immeubles de rapport et les habitations du personnel administratif, les terrains inexploités, qui augmentent de valeur commerciale dans une proportion plus grande que celle de dépréciation naturelle, cette dernière pouvant être portée aux frais généraux pour réparations effectives.

L'expertise annuelle est nécessaire et la plus-value trouve logiquement sa place au capital-réserves. Pour conclure, nous dirons que l'administration aura soin de spécifier chacun des amortissements en regard des éléments auxquels ils s'appliquent et qu'elle s'empressera d'amortir au plus tôt les valeurs immatérielles, souvent non récupérables, au terme de la concession ou, au moment de la liquidation ; si le montant de ces valeurs n'était pas trop élevé au regard des produits de la première année, l'administration ferait œuvre sage en les amortissant en une seule fois à la fin du premier exercice ; dans l'éventualité contraire, elle répartirait cette dégression sur un nombre d'années aussi restreint que possible pour se débarrasser d'un actif fictif et presque toujours nul à la réalisation.

II. — Les Prévisions

Lorsque nous avons étudié les créances, nous avons dit qu'il était utile de tenir compte des créances douteuses et des créances litigieuses et qu'il importait de les amor-

tir au passif, aux prévisions sur créances douteuses et litigieuses, pour la portion présumée perdue.

Amortir est un terme exagéré dans le cas qui nous occupe, parce que ces créances ne sont pas toujours irrécouvrables, qu'elles peuvent devenir de bonnes créances par la suite, dans le cas où le débiteur reviendrait à meilleure fortune ; et le montant temporairement douteux n'a pas à être rangé parmi les amortissements, mais bien parmi les prévisions, tandis que la partie irrémédiablement perdue passe aux résultats.

Nous avons soutenu que l'amortissement est obligatoire et ne peut pas être une réserve, attendu qu'il ne trouve pas sa contre-valeur effective dans l'actif ; bien au contraire, il est requis, même si la société est en perte, alors que la réserve légale n'est officiellement appelée que si la société est *in bonis*.

Dans cet ordre d'idées, il faut faire une nuance entre les amortissements et les prévisions ; ces dernières ne sont pas des amortissements parce qu'elles ne sont pas définitives, parce que ces réductions des éléments de l'actif ne sont souvent que temporaires et qu'elles peuvent avantageusement se solder par la suite et faire reprendre à l'élément actif, qu'elles ont atteint, la valeur nominale ou une valeur plus ou moins rapprochée.

C'est conséquemment une erreur que de grouper les amortissements et les prévisions et *a fortiori*, l'erreur est plus grosse de les porter sous la rubrique du capital-réserves ; ces postes seront nettement dégagés et le passif

spécifiera les catégories des réductions actives effectives, telles les moins-values des fonds publics, des effets à recevoir, des marchandises, des matières premières et approvisionnements et enfin celles des créances douteuses ou litigieuses.

CHAPITRE III

LE COMPTE DES RÉSULTATS

Généralités.

La législation belge ordonne la publication du compte profits et pertes à la suite du bilan annuel ; mais beaucoup de sociétés qui considèrent ce poste comme une superfétation, se contentent de faire figurer sur le folio de droite, le bénéfice net de l'entreprise et sur le folio de gauche, les répartitions décidées par l'assemblée générale.

En nous inspirant de la loi et en nous ralliant à l'opinion de M. Guillery, qui affirme que le compte de profits et pertes doit être publié en entier et qu'il donne à ceux qui ont l'habitude des écritures commerciales, une idée exacte des bénéfices réalisés, nous doutons fort que le mode actuel de publication soit conforme au désir du législateur.

Tout d'abord, il ne s'agit pas du seul compte profits et pertes des livres comptables, tenu au cours de l'exercice, mais de celui qui, plus complet, est présenté à la clôture annuelle sous la forme d'un état dyptique ; il donne d'une part, sur le folio de droite, le montant des bénéfices avec

Libellé universel du compte

Charges et dégressions				
REPORT EN Perte DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.				
I. — Frais Généraux				
a).	—	Frais généraux de l'entreprise		
b).	—	Courtage et commissions		
c).	—	Appointements		
d).	—	Entretien et réparations		
e).	—	Contributions et patentes		
f).	—	Emoluments et allocations diverses aux administrateurs		
g).	—	Emoluments et allocations diverses aux commissaires		
		TOTAL		
II. — Charges financières				
a).	—	Intérêts des actions ou intérêts in- tercalaires		
b).	—	Intérêts des obligations		
c).	—	Intérêts sur dettes		
d).	—	Intérêts sur hypothèques		
e).	—	Intérêts judiciaires		
f).	—	Agios		
		TOTAL		
III. — Amortissements				
1° Sur valeurs immatérielles				
a).	—	Sur frais de premier établissement		
b).	—	Sur clientèle d'apport		
c).	—	Sur brevets et marques de fabrique		
d).	—	Sur études et inventions		
e).	—	Sur primes d'émissions		
		TOTAL		
2° Sur valeurs matérielles				
a).	—	Sur usines et dépendances		
b).	—	Sur terrains exploités		
c).	—	Sur outillage et ustensiles		
d).	—	Sur matériel mobile		
e).	—	Sur matériel fixe		
f).	—	Sur chevaux, camions et autos		
g).	—	Sur concessions		
h).	—	Sur habitations ouvrières		
		TOTAL		
IV. — Prévisions				
a).	—	Sur créances douteuses		
b).	—	Sur créances litigieuses		
c).	—	Sur fonds publics		
d).	—	Sur portefeuille-effets		
e).	—	Sur matières premières et approvi- sionnements		
f).	—	Sur marchandises générales		
		TOTAL		
V. — Pertes fortuites et imprévues..				
VI. — Solde en boni ou bénéfice à répartir				
		TOTAL		

des résultats profits et pertes

Profits				
REPORT EN BÉNÉFICES NON RÉPARTIS DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR.....				
I. — Bénéfices d'exploitation				
a). — Profits bruts de l'entreprise.....				
b). — Courtages et commissions.....				
TOTAL.....				
II. — Bénéfices occasionnels				
a). — Créances douteuses rentrées.....				
b). — Créances litigieuses rentrées.....				
c). — Intérêts et dividendes des réserves sociales.....				
d). — Intérêts et dividendes sur titres.....				
e). — Intérêts sur créances diverses.....				
f). — Agios.....				
TOTAL.....				
III. — Solde en déficit ou perte.....				
TOTAL.....				

leurs sources respectives, sur le folio de gauche, celui des frais généraux et autres dépenses, les amortissements et les prévisions, tous classés suivant leur genre.

En cela, nous sommes d'avis avec M. Léautey (1) de remplacer dans la loi, la dénomination profits et pertes par celle de *compte des résultats* de l'exercice. Nous n'approuvons cependant pas la restriction qu'apporte M. Léautey relativement à l'inobservation d'une terminologie légale, issue d'un lexique comptable universel à établir, arguant de ce que les entreprises sont tellement disparates.

Au contraire, nous estimons que la formule du compte des résultats doit être uniforme pour toutes les sociétés indistinctement, que le libellé doit en être universel et clair afin de ne plus infliger au lecteur des recherches dans les ténèbres.

Le compte des profits et pertes ou mieux l'exposé des résultats de l'exercice, que nous produisons à la page précédente, réunit les postes qui intéressent la pluralité des sociétés, quitte à celles qui ne trouvent pas la rubrique qualifiée pour y faire figurer certaines sommes, à les glisser sous une rubrique assez familière pour qu'on les y retrouve ; ou permettre de compléter elles-mêmes, si elles désirent absolument spécifier ces montants, sans toutefois toucher à la littérature officielle qui doit néanmoins persister à l'exposé des résultats, quand bien même elle ne serait pas chiffrée.

La Commission spéciale belge de 1905 proposait, dans son rapport au Parlement, que le compte des profits et pertes, qui fait pénétrer plus avant dans la marche des

(1) *Inventaires et bilans*, p. 195.

affaires sociales et mieux connaître les détails de l'administration, soit publié en même temps que le bilan. Ce collège, composé de personnalités averties, avait judicieusement supputé chacun des postes au compte des résultats et M. le sénateur Picard n'hésita pas à faire remarquer avec raison, que le compte des profits et pertes des sociétés par actions n'est trop souvent qu'une énigme et un trompe-l'œil pour le public en général.

Les stratagèmes employés par certaines administrations, l'habileté déconcertante, même pour les praticiens, avec laquelle certaines sociétés dressent l'embryon de compte des résultats de fin d'année, doivent cesser si l'on veut permettre au lecteur de se rendre un compte exact des affaires sociales et du revenu de ses capitaux. La loi, en imposant aux sociétés par actions la publication du tableau annuel des profits et pertes, a songé à informer largement le public et n'a pas voulu de ce compendium par trop raccourci que la pratique propose quelquefois au lecteur bénévole. Et cette manière est d'autant plus équitable qu'on ne peut pas uniquement apprécier une société par son bilan, qu'il faut en outre, être à même de lire les résultats, de les commenter et ce n'est certes pas en inscrivant globalement au crédit du poste des résultats, le produit net de l'affaire, que l'on sera bien renseigné quant aux sources de revenus ; ce n'est pas en privant le débit, des élucidations nécessaires concernant les frais généraux de toutes sortes, les amortissements et prévisions annuels, que le lecteur se trouvera à même de peser chacun des postes de réduction du profit brut ; ce ne sont pas là des pratiques malheureusement tolé-

rées, qu'il faut désormais permettre à l'administration d'une entreprise, et qui empêchent l'actionnaire d'être renseigné sur le point de savoir s'il doit, oui ou non, continuer sa participation dans l'affaire.

Le compte des résultats de l'exercice doit accuser d'un côté les bénéfices bruts de l'année, ces bénéfices ayant des origines diverses ; d'un autre côté, les dépenses faites au cours de l'exercice, les frais et pertes imprévus et les réductions annuelles d'actif, qui figurent au passif du bilan et sont les dégressions annuelles des éléments amortissables.

Ce tableau est en corrélation intime avec le solde du bilan, c'est-à-dire que le solde en boni ou en déficit du bilan se retrouve fidèlement au débit ou au crédit du compte des résultats.

Lorsque la société est en boni, c'est que l'actif est supérieur au passif, et dans ce cas, le crédit de l'exposé des résultats est supérieur au débit ; il y a plus de profits que de charges, et le solde est bénéficiaire et distribuable ; son montant est correspondant à celui du bilan. Si le bilan est en déficit, l'inverse se produit, le passif du bilan est supérieur à l'actif, et la différence se retrouve au solde débiteur du compte des résultats, solde provenant de l'excédent des charges et pertes sur les profits.

On devine l'importance qu'il y a à faire figurer simultanément au débit et au crédit, les détails de cet exposé des résultats, la nécessité de notifier les postes de frais généraux, les appointements et les émoluments entre autres frais, et il est indispensable de bien dé-

nombrer les dépenses et charges pour ne pas faire soupçonner l'administration de manœuvres causant un dommage aux porteurs d'actions qui ne sont pas tous des incrédules.

Les éléments de l'exposé des résultats.

Le compte des profits et pertes n'intervient qu'incidemment au cours de l'exercice social; pendant cette période annale, il enregistre les profits et pertes accidentels et indépendants des revenus ordinaires de l'exploitation. A côté de lui, fonctionnent d'autres comptes dont la mission est de suppléer à l'insuffisance de renseignements que provoquerait, par exemple, la passation *in globo* de tous les frais généraux à la seule rubrique des pertes.

En principe, il ne faut pas que les dépenses soient confondues sous deux ou trois postes d'une spécification douteuse parfois, et dont l'emploi entraîne des abus. Cet exposé mentionne au débit, en tout premier lieu, le report éventuel en déficit de l'exercice antérieur, ensuite les frais généraux, les charges financières, les amortissements, les pertes survenues par cas fortuits ou de force majeure.

La rubrique du report en déficit est nécessaire parce que son montant a entamé le capital à la fin de l'exercice écoulé, que la fixité du patrimoine social est compromise, et qu'il faut au plus tôt boucher la brèche pratiquée dans un élément qui doit rester immuable.

Les frais généraux sont des débours qui concernent la pluralité des opérations et sont par conséquent diffici-

lement imputables à un poste plutôt qu'à un autre; on les évalue globalement, en les distinguant cependant en frais généraux d'entreprises, comprenant également ceux reportés au passif du bilan, imputés à l'exercice antérieur sous la rubrique frais généraux échus, restant à payer, et dont le règlement aurait dû se faire au cours de l'exercice qu'il concerne; en courtages et commissions, qu'il est toujours utile de spécifier pour ne pas permettre des rétributions exagérées à des intermédiaires, en appointements du personnel; en entretiens et réparations, en contributions et patentes, en émoluments et allocations aux administrateurs et commissaires.

Les frais généraux industriels ressortissent au poste de *Fabrication* et n'ont donc pas leur place ici.

Il n'y a que les frais généraux commerciaux qui intéressent le compte des résultats.

Les charges financières seront les intérêts à servir aux actions, aux obligations, aux créances, aux hypothèques; elles comprennent également les intérêts judiciaires et les agios.

Ensuite, il y aura lieu de tenir compte des pertes fortuites et imprévues, qui sont des pertes au sens rigoureux du terme, à l'inverse des frais généraux qui ne sont pas précisément des pertes; il y a entre ces deux éléments une grande disparité provenant de la nature même de ces postes; les pertes fortuites sont le plus souvent la suite de vices d'administration, d'impéritie, ou la conséquence d'événements de force majeure, tandis que les frais généraux sont des dépenses fructueusement consenties pour la prospérité de l'affaire.

Le crédit du compte des résultats relate tous les bénéfices dont l'ensemble forme le bénéfice brut.

Ces profits se décomposent en deux catégories : les profits d'exploitation et les profits occasionnels.

Egalement, il faudra reprendre la partie du bénéfice non distribué l'année antérieure et dont le montant figurera comme report au crédit ; ce report, avons-nous vu, ne renforce pas le capital, n'est pas non plus une réserve ; c'est un solde net, souvent médiocre, et qui s'ajoute au bénéfice de l'exercice que l'on clôture.

Les bénéfices d'exploitation sont ceux qui proviennent directement de la différence entre le produit de la vente effective de l'objet vendu et le montant total de frais et des matières qu'il a coûtés, dans l'industrie ; entre le montant de la vente de la marchandise et son montant d'achat, dans le négoce ; entre les intérêts reçus et les intérêts payés, s'il s'agit d'un établissement financier.

Les bénéfices provenant de courtages et de commissions seraient par essence même à ranger comme bénéfices occasionnels, lorsqu'ils sont réalisés par des entreprises autres que celles de commissions.

Sous le chapitre des bénéfices occasionnels, on fera également intervenir le montant des créances douteuses et litigieuses rentrées, dont le recouvrement partiel ou total a été opéré au cours de l'exercice et dont le montant avait passé précédemment aux prévisions *ad hoc* du débit du compte des résultats.

Il a été vu que les réserves sociales pourraient utilement être confondues dans les éléments, même économiques, de l'actif ; mais il se peut aussi qu'au lieu de les

utiliser, les réserves soient converties en titres rapportant des dividendes ou des intérêts ; pour ne pas distraire du crédit des résultats, les profits réalisés par placements de réserves, il convient de les mentionner séparément au poste des intérêts et dividendes des réserves sociales.

Enfin, nous aurons encore les intérêts et dividendes sur titres, les intérêts sur débiteurs, les agios en notre faveur. Le total de tous ces postes nous donne le montant du bénéfice brut de l'entreprise.

Normalement, ce montant est supérieur au montant total du débit des résultats, et l'excédent en boni s'appelle le bénéfice net, qu'il ne faut pas toutefois confondre avec le dividende à répartir.

Le bénéfice net, le dividende à répartir.

Entre la détermination du bénéfice brut, et celle du dividende à répartir, il faut découvrir le bénéfice net, celui qui apparaît après que toutes les charges obligatoires ont été défalquées des produits généraux de l'exploitation, et dont le montant se trouve en plus-value à l'actif du bilan ; c'est ce montant, dégrevé des réserves et des tantièmes, qui deviendra le bénéfice à répartir entre les ayants-droit.

Sans doute, l'actionnaire se figure parfois que la société est un véritable grenier d'abondance ; il a une tendance, très compréhensible d'ailleurs, à désirer que l'administration fixe un dividende aussi élevé que possible, et il est insatiable quant au gain de sa participation, d'autant plus que la détermination d'un gros divi-

dende donne aux actions une réalisation fort rémunératrice. On voit ici la dualité constante entre la société et l'actionnaire ; la société considère l'avenir, l'actionnaire n'est habitué qu'à voir le présent ; on en conclut qu'il n'y a pas plus à favoriser la situation de l'actionnaire que celle de la société, qu'il faut tenir un juste milieu de façon à ne pas énerver ni l'un ni l'autre, à ne pas léser les intérêts futurs surtout par la répartition de dividendes trop larges, au cours d'une année féconde.

Beaucoup s'imaginent découvrir le bénéfice net par la comparaison entre le montant de l'actif antérieur avec celui de l'actif en cours et en les soustrayant l'un de l'autre ; ils s'imaginent que la différence est le bénéfice net. Ce serait vrai si les passifs respectifs étaient analogues, mais le passif de l'exercice antérieur a subi des modifications qui sont enregistrées au passif en cours et dès lors, cette conception est erronée.

Le bénéfice net pourrait être obtenu en faisant la différence entre l'actif net de l'année et celui de l'année précédente, c'est-à-dire en soustrayant l'un de l'autre les actifs diminués de leurs passifs respectifs.

L'actionnaire a droit à la rémunération annuelle des capitaux prêtés à l'organisme social aussi longtemps que l'entreprise est en activité et que le contrat n'est pas dénoncé.

Si la société liquidait, il aurait à toucher pour chacune des parts dont il est porteur, le quotient du capital net de liquidation par le nombre de titres émis et prenant part à la division du fonds social à la liquidation.

Si les pertes antérieures ont porté atteinte à la fixité

du capital, l'actionnaire ne pourra avoir de prétention à la répartition d'un dividende, si les produits nets sont nécessaires à combler le déficit de l'exercice précédent ; nous avons vu que la brèche faite au capital devait être réparée au plus tôt et dans ces conditions, la société ne sera pas tenue à raison des obligations annuelles qu'elle a contractées vis-à-vis des porteurs de titres, aussi longtemps que le capital n'a pas été rétabli à sa valeur nominale.

Distribuer un dividende au cas où le capital est atteint par les produits antérieurs, serait prélever sur le montant de ce capital déjà entamé, ce serait retourner sous forme de profits aux actionnaires, une part des fonds qu'ils ont placés, ce serait enfin diminuer, au préjudice des obligataires et des créanciers, le gage qu'ils détiennent par priorité sur le patrimoine social.

L'actionnaire ne peut donc se bercer d'illusions quand l'exploitation se traduit en boni à l'exercice qui se clôture et que l'année antérieure s'est terminée par un déficit ; il est en principe co-participant des événements qui atteignent l'élément social et il doit coopérer à la reconstitution de l'avoir de l'entreprise en supportant les aléas.

La notion du dividende à répartir est parfois controversée. On devrait cependant admettre comme un axiome, de ne considérer comme bénéfice distribuable, que le bénéfice net effectivement acquis dans l'exploitation et dégagé des réserves et des tantièmes statutaires.

En son art. 630, § 1, le Code suisse des obligations stipule aussi que ces dividendes et tantièmes ne peuvent être payés que sur le bénéfice net établi par le bilan annuel.

Le bénéfice net se réduit donc des réserves et des tantièmes pour devenir le bénéfice à répartir, celui qui est acquis aux actionnaires et dont le montant sera liquidé en espèces.

L'exposé des résultats porte d'une part le produit brut, et d'autre part, les charges de l'affaire, mais ce n'est pas suffisant ; il faut, en outre, indiquer le mode de répartition du solde net de ce tableau et le législateur pourrait proposer séparément, la publication d'un bulletin de répartition. L'actionnaire, l'obligataire, le lecteur et le fisc doivent être instruits des prélèvements opérés sur les bénéfices nets pour en contrôler la destination.

Bulletin de Répartition

1 ^o Réserve légale ou statutaire.....		
2 ^o Réserve extraordinaire		
3 ^o Réserve pour gros travaux.....		
4 ^o Réserve pour hausse sur approvisionne- ments et matières premières		
5 ^o Réserve d'actions rachetées.....		
6 ^o Fonds de prévisions (patentes et autres).		
7 ^o Tantièmes aux administrateurs et com- missaires.....		
8 ^o Tantièmes au directeur et au personnel administratif.....		
9 ^o Tantièmes au personnel ouvrier.....		
10 ^o a) Premier dividende de ... % aux ac- tions privilégiées.....		
b) Premier dividende de ... % aux ac- tions ordinaires.....		
c) Deuxième dividende de ... % aux actions privilégiées et ordinaires...		
d) Dividende aux actions de jouissance.		
e) Dividende aux parts de dividende...		
11 ^o Report à nouveau.....		

Le mode de répartition du bénéfice devenu distribuable est fixé par les statuts et il n'y peut être dérogé par l'administration qu'au cas où les produits auraient été anormaux. Cette dérogation ne pourra d'ailleurs devenir définitive que par ratification de l'assemblée générale.

Lorsque les statuts règlent dans des termes impératifs la répartition des bénéfices, l'assemblée générale des actionnaires a l'obligation de respecter cette affectation ; elle ne peut la violer ni directement, ni indirectement, en cachant des bénéfices dans de prétendus amortissements et ne peut frustrer les actionnaires du dividende statutairement fixé (1).

Les prélèvements comprennent, au cas de succès, outre les 5 0/0 à la réserve obligatoire, éventuellement des dotations aux réserves complémentaires, des tantièmes aux administrateurs et aux commissaires, aux directeurs et parfois au personnel et aux ouvriers ; cette dernière faveur se rencontre rarement sauf dans certaines exploitations anglaises, où les ouvriers bénéficient d'actions de jouissance, d'actions de travail, aussi intimement liées au succès de l'affaire que celles de capital (2).

(1) Comm. Brux., 8 3, 1906 ; J. T., col. 347 ; Jur. Com. Brux., p. 224 ; P. p., n° 39.

(2) C'est la thèse de l'actionariat ouvrier, la conjonction du travail avec le capital pour l'effort commun, qui fait naître les divergences d'opinion au sujet du choix de l'apport collectif ou de l'apport individuel. Pour ne pas sortir du cadre que nous nous sommes assigné, signalons seulement qu'au point de vue sociologique, ces actions ont exercé une heureuse influence parmi les populations industrielles des Cornouailles et singulièrement favorisé l'éclosion et le développement du homestead de ouvrier laborieux et coopérateur aux *beati-possedentes*.

Le solde ou dividende reste à répartir entre les actionnaires qui émargeront au prorata du nombre de titres ; il est utile de rappeler que la société ne peut distribuer d'autre dividende que celui provenant des produits nets de l'exploitation et qu'en principe, toutes les actions de même catégorie doivent être uniformément rémunérées.

Cette règle n'est cependant pas invariable et souffre quelques exceptions à cause de l'existence d'actions diverses. La pratique a fait accorder un premier dividende aux actions privilégiées et aux actions ordinaires ; elle a ensuite fixé un superdividende en les plaçant sur le même pied de rémunération et elle a enfin consacré le superflu à rétribuer les parts de dividende, les actions de jouissance.

Les porteurs de parts bénéficiaires ou de fondateurs ont un droit certain sur les bénéfices nets et distribuables résultant des bilans de l'exercice écoulé. Ils sont donc recevables et fondés à faire annuler des décisions de l'Assemblée générale affectant une partie de ces bénéfices à la constitution d'un fonds de réserve, destiné au rachat des parts bénéficiaires ou de fondateur, alors même que les statuts autoriseraient l'établissement de fonds de réserve dans l'intérêt de l'exploitation sociale (2).

Voir conférence Renaud de Briey à la Société d'Economie Sociale de Belgique, projet de M. Charon en France, de M. le Député de Ponthière, en Belgique ; suivre les textes du referendum organisé par l'Action Economique de Bruxelles depuis septembre 1913.

(1) App., Paris, 8 juin 1901 ; *Pas.*, 1901, IV, 161 ; J. T., 1901, 2, 126. Jur. Com., Seine, 7-1-1901.

La décision de l'assemblée générale qui crée une inégalité entre les actionnaires en consacrant une partie des bénéfices à l'amortissement d'un certain nombre d'actions par voie de tirage au sort annuel doit être annulée comme portant atteinte aux bases essentielles de la société (1).

Pendant la durée de la société, chaque actionnaire a droit à une part proportionnelle des bénéfices nets, pour autant que, d'après les statuts, il y a lieu de les répartir entre les actionnaires (2).

La loi n'a prévu ni maximum, ni minimum de dividende, en sorte que l'on doit en conclure, que le dividende est proportionnel à l'importance des bénéfices, mais son minimum est parfois requis par la clause d'intérêts fixes à servir aux actions.

L'art. 630 du Code suisse des obligations dit qu'il ne peut être payé d'intérêts pour le capital-actions ;

.

Toutefois des intérêts d'un taux déterminé peuvent être convenus pour le temps que réclame, d'après les statuts, la préparation de l'entreprise jusqu'au commencement de l'exploitation normale.

Au cas de bénéfices nets rendus distribuables, rien ne s'oppose à ce qu'un minimum de dividende soit fixé par la clause des intérêts récupérables, mais en cas de déficit, on ne peut admettre cette clause illégitime de servir un intérêt quelconque aux actionnaires ; cette mesure porterait atteinte à la fixité du capital et serait

(1) Paris, 30-11, 1899 ; D. P., 1901, 2, 234.

(2) Art. 629, §1 du C. O., Suisse,

une charge du compte des résultats, ce qui ne peut se produire parce que l'actionnaire aurait tous les avantages sans courir d'aléas.

Autre chose est lorsqu'il est expressément reconnu que les intérêts stipulés à raison des versements anticipatifs sur actions constituent une dette de la société ; ils doivent être payés, abstraction faite du point de savoir si des bénéfices ont été réalisés (1).

L'art. 480 de la législation belge sur les sociétés commerciales punissant la répartition aux actionnaires de dividendes ou intérêts non prélevés sur les bénéfices réels, s'oppose à ce que les statuts disent que pendant la période préparatoire à l'exploitation, un intérêt sera attribué aux actions. Les travaux parlementaires démontrent qu'une dérogation à ce principe a été admise en faveur des sociétés de chemin de fer, mais cette exception ne peut être étendue à des sociétés ayant un autre objet.

Spécialement est contraire à la loi, la clause des statuts d'une société formée pour la recherche, l'obtention, l'acquisition et l'exploitation de concessions minières, disposant que jusqu'à la mise en exploitation régulière des concessions, sans que cette période puisse excéder les deux premiers exercices, il sera attribué aux actionnaires privilégiés un intérêt de 5 0/0 à porter au premier établissement (2).

(1) Cass., 15-2, 1906 ; *Pas.*, 1906-1, 136 ; B. J., 1906, 737 ; Jur. Com. Brux., 1906, 212 ; P. p., 1906, 615 ; *Rev. soc.*, 1906, 192 ; Jur. Com. Brux., 11 3, 1905.

(2) Brux., 19 2, 1900.

M. Simon (1) cite en outre le cas auquel un syndicat de banquiers garantit un dividende aux actionnaires, bien que la société ne soit en mesure de distribuer un dividende.

La jurisprudence a admis cette distribution spéciale par la clause de garantie d'un syndicat financier, et elle reconnaît que la stipulation statutaire d'intérêts intercalaires pendant la construction d'un chemin de fer est licite, et n'est pas contraire à l'art. 433 du Code civil, pourvu que la valeur réelle de la partie de la ligne ferrée construite atteigne et dépasse le prix de revient (2).

Dans le cas d'intérêts fixes, chaque porteur a droit à deux rémunérations : la première, celle de l'intérêt stipulé, la seconde, celle du dividende proprement dit; en France, ces deux distributions se font par le détachement de deux coupons différents.

Abordons maintenant la question du dividende proprement dit et étudions les recours des actionnaires au cas de non répartition de dividendes régulièrement acquis et les responsabilités qui incombent aux administrations. Les actionnaires sont recevables à attaquer, du chef de fraude, la délibération de l'assemblée générale qui a décidé, qu'en présence de bénéfices réalisés, il ne sera pas distribué de dividendes. Ils peuvent établir la fraude dans la gestion des administrateurs, par tous les moyens de droit, même par expertise.

(1) *Die Bilanzen der Aktiengesellschaft.*

(2) Cas., 15-2, 1906; *Pas.*, 1906,1,136; B. J., 1906,737; *Jur. Com. Brux.*, 1906,212; *P. p.*, 1906,619; *Rev. soc.*, 1906,192; *Jur. Com. Brux.*, 11-3, 1905.

Il appartient dans ce cas, au juge de décider que la comptabilité et tous les documents seront communiqués aux fins de rendre possible la preuve sollicitée et de prendre à cet égard toutes les mesures nécessaires (1).

La loi belge punit d'une amende de 50 à 10.000 francs et dans certains cas, d'un emprisonnement d'un mois à un an, les gérants ou administrateurs qui en l'absence d'inventaires, malgré les inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré la répartition aux actionnaires de dividendes ou d'intérêts non prélevés sur les bénéfices réels (2).

En établissant des bilans frauduleux et en amenant ainsi la distribution d'un dividende, les administrateurs engagent leur responsabilité, non seulement à l'égard des tiers créanciers sociaux, mais aussi par application de l'art. 1382 du Code civil belge, à l'égard de toute personne non associée à qui la violation de la loi ou du pacte social, a pu causer un dommage, tel le tiers qui a acheté des actions à un prix exagéré sur la foi de bilans mensongers. Cette responsabilité personnelle est indépendante du dol (3). Sont coupables de distribution de dividendes fictifs, les administrateurs qui opèrent cette distribution, fût-elle votée par l'assemblée générale, après avoir eux-mêmes constaté et avoué l'insolvabilité du débiteur de la somme sur laquelle les bénéfices doivent être prélevés, notamment, s'ils font huit jours

(1) Gand, 3-1, 1906 : *Pas.*, 1907, II, p. 50 ; B. J., 1906, col. 212 ; P. p., 1906, n° 22.

(2) Art. 180 de la législation belge.

(3) Civ. Brux. 31-7-1912, J. T., col. 117.

après la déclaration de faillite de ce débiteur, créditer leur compte personnel, des tantièmes et des dividendes qu'un faux bilan leur a attribués (1).

Il y a délit de distribution de dividendes fictifs, lorsqu'il est constaté que dans le but de pallier une situation inquiétante pour l'avenir prochain et pour le crédit de la société, les administrateurs ont cherché un expédient propre à faire apparaître un bénéfice qui ne pouvait être qu'imaginaire, et qu'ils ont, à cet effet, augmenté, d'un trait de plume, en bloc et d'un tant pour cent, la valeur des marchandises en chantier, en magasin ou même en voyage, et que, d'ailleurs, l'irrégularité flagrante des actes des administrateurs ne peut se concilier avec leur bonne foi (2).

Ne peut être portée au bilan, comme bénéfice réalisé, ni donner lieu à une distribution de dividendes, soit une créance garantie par des hypothèques qui ne sont pas en ordre utile, soit une créance à échoir au cours de l'exercice suivant (3).

Sont également coupables de distribution de dividendes fictifs, les administrateurs qui, à l'assemblée générale même où le bilan a été adopté, ont donné leur démission d'administrateur, si le bilan qui forme un tout indivisible avec le compte des profits et pertes est leur œuvre ; les attributions de sommes y figurant constituent la distribution au sens de la loi (4).

(1) Trib. Gand., 8-2, 1905 ; *Pas.*, 1905, 3, 263.

(2) Cr. r. 18-1, 1894 ; D. P., 95, 1, 159.

(3) Trib. Gand., 8-2, 1905, *Pas.*, 1905, 3, 263.

(4) Corr. Liège, 12-10-1911 ; P., p., 1912, n° 412.

La raison d'être de l'art. 180 de la loi belge sur les sociétés est de punir les administrateurs et les gérants qui trompent les actionnaires en leur laissant croire à un bénéfice inexistant.

Cet article doit être appliqué au cas de fraude ou d'incurie de la part du gérant ou de l'administrateur lorsque même que celui-ci n'aurait en rien participé à la confection de l'inventaire frauduleux.

L'art. 180 ne punit dans les cas de répartition de dividendes non prélevés sur les bénéfices réels que les gérants ou administrateurs mais pas les commissaires de la société (1).

L'art. 180 n'exige pas l'intention frauduleuse ; il atteint même la simple négligence. Ainsi, il frappera l'administrateur ou gérant qui, sans vérification, se sert, pour ordonner la distribution d'un dividende non prélevé sur les bénéfices réels, d'un inventaire frauduleux dressé, sans sa participation, par un tiers (2).

La répartition aux actionnaires de dividendes ou d'intérêts non prélevés sur les bénéfices réels n'exige, pour être punissable, ni l'intention frauduleuse, ou le dessein de nuire, ni le dol général qui suppose de la part du délinquant la volonté de violer la loi pénale qu'il transgresse ; en cette matière, la faute et la négligence coupable suffisent, indépendamment de toute intention criminelle (3).

(1) Trib. Liège, 27-11-1901. Jur. Liège, 1902, 29 ; P. p., 1902 477.

(2) Cass., 9-6, 1902 ; *Pas.*, p. 27 ; P. p., n. 1454 ; B. J., 1903, col. 12. *Rev. soc.*, 1902, 291, rejetant le pourvoi. C. Liège, 15-3, 1902 ; Jur. com. Fl. 1902, 11, 2514, J. T., 87,

(3) Cass., 4-3, 1912 ; *Pas.*, I, p. 143 ; P. p., n° 1325.

Le délit de l'art. 180 se prescrit par trois ans. Le point de départ de la prescription est le jour de la distribution aux actionnaires (1).

Dans aucun cas les actionnaires ne sont tenus de rapporter les dividendes ou intérêts qu'ils ont reçus de bonne foi (2).

Le fait d'un actionnaire connaissant l'existence d'un faux bilan, de toucher en tout ou en partie le dividende sur ses actions, constitue l'usage d'un faux au détriment des tiers.

La question de versements anticipés de dividendes (3) ne devrait pas être posée, semble-t-il, quand bien même les six premiers mois de l'exercice ont été à ce point fructueux, que l'administration décide une première répartition ; cette pratique est condamnable parce que pareille distribution anticipative n'est pas faite sur les résultats globaux et certains de l'exercice.

Une sanction légale doit proscrire semblable prélibation qui présente un réel danger, si la société se trouvait par la suite en face de perturbations économiques.

Qui sait les aléas auxquels est exposée l'entreprise pendant la période qui reste à courir jusqu'au jour de clôture de l'exercice social ?

Ce procédé est d'autant plus imprudent que cette répartition se fait dans une perspective optimiste de l'affaire ; mais viennent des résultats médiocres et la débâcle sera

(1) Brux., 5-5, 1887 ; J. T., col. 601 ; *Id.*, 23-2, 1897 ; *Pas.*, p. 289 ; *Rev. soc.*, p. 284.

(2) Art. 632, C. O., Suisse.

(3) Cette pratique est courante aux Etats-Unis.

double : atteinte à la fixité du capital, intervention d'établissements de crédit, lesquels à la merci d'actionnaires pris de panique, auront à souffrir de l'alerte, s'ils ont assumé quelque intérêt dans l'entreprise.

Pour résumer, le dividende doit être réellement prélevé sur les bénéfices nets et non fictivement sur le patrimoine social ; il doit être remis aux actionnaires dans une proportion normale pour ne pas les éblouir une année et les consterner l'année suivante.

CONCLUSION

Ainsi se trouvent analysés les postes composant l'actif et le passif d'un bilan-type fondamental à terminologie légale, et d'un compte universel de résultats.

Et ceci répond aux vœux émis par M. le sénateur E. Picard (1), qui dit que l'on pourrait imposer deux formules fondamentales de bilan et de compte profits et pertes, contenant le minimum de renseignements nécessaires à leur compréhension et à leur analyse, à l'aide de l'emploi de mentions méthodiques et pratiques. Il faut avant tout que le public n'ait pas à déchiffrer un document obscur et dans cette intention, les formules rationnelles de bilan-type et de comptes profits et pertes doivent être la clé de voûte de la législation sur les sociétés par actions.

Etablis dans l'ordre que nous avons observé, ils respectent la chronologie économique réclamée par M. E. Leautey, qui combattit la formule de la commission de 1905, prétextant surtout du manque de cohésion

(1) Qui fut en 1894 déjà, l'auteur du remarquable avant-projet de loi portant modification à la législation des sociétés commerciales.

dans la nomenclature des postes de la formule-type présentée.

Ces formules s'imposent pour donner satisfaction à l'opinion publique toute puissante lorsqu'il s'agit surtout de prophylaxie sociale.

Les commissions extra-parlementaires de 1894 en Belgique (1), de 1903 en France, après avoir pris en considération la réglementation du bilan, renoncèrent temporairement à son uniformité et reculèrent devant la complexité du problème, arguant du fait qu'il faudrait autant de modèles qu'il y a de variétés d'entreprises. Ces objections furent présentées à bon escient sans doute, mais, faut-il le dire, sans connaissance bien avertie de la science ni de la pratique comptables.

Au même endroit, la commission extra-parlementaire belge avait élaboré un projet qui retint sérieusement l'attention et qui ne fut malheureusement pas adopté. Ce projet consistait en l'établissement de quatre types fondamentaux de bilans au lieu d'une formule unique et ces types différents se rapportaient aux affaires industrielles, commerciales, financières et aux compagnies d'assurances. Pour des causes diverses, le projet fut rejeté et cependant c'était là un progrès sérieux qui nous eût déjà épargné bien des mécomptes et singulièrement facilité la tâche d'assainissement de certaines sociétés par

(1) Cette commission était composée de MM. de Paepe, Conseiller à la Cour de cassation ; Beeckman, Directeur général au ministère de la Justice ; de Rongé, avocat à la Cour d'Appel ; Delbeke, avocat et député ; E. Picard, avocat et Sénateur ; F. Rosseels, agent de change et président de la Commission de la Bourse d'Anvers ; Van Cleemputte, avocat et député.

actions. De notre exposé, nous dégagerons la nécessité de présenter des formules rationnelles de bilans-types et une formule unique de compte de résultats.

Loin de nous la pensée de faire se mouvoir dans le même cadre exigu d'une seule formule-type *ne varietur*, sorte de lit de Procuste, tous les bilans de toutes les sociétés par actions ; il est nécessaire d'avoir des formules différentes de manière que chaque variété d'affaires ait la sienne, et toutes clichées sur la formule fondamentale et légale qui servirait de base et de génératrice, et que nous avons décrite à travers la présente dissertation.

Nous ne voulons pas de la formule du bilan identique, à structure invariable, depuis la constitution jusqu'à l'expiration de la société ; sans doute, la formule déterminée à la constitution et annexée aux statuts, permettrait de suivre plus aisément la série des bilans publiés, mais n'est-il pas à craindre que le grand mouvement de transactions sur titres inflige néanmoins au lecteur une étude spéciale du bilan statutaire de chacune des entreprises auxquelles il participe et ce serait le *statu quo*.

M. E. Folliet (1), dans une belle étude publiée sur les bilans des sociétés par actions, déclare que si l'on veut ac entuer cette unification, il suffira au législateur d'imposer une formule très générale, sorte de canevas, indiquant les grandes lignes selon lesquelles, il entend que le bilan soit établi.

La division obligatoire des valeurs, par exemple, la mention de quelques postes dont il exigera l'inscription au bilan, seront des indications suffisantes.

(1) *Le bilan des sociétés par actions.*

L'unification légale serait peut-être possible, ajoute M. Folliet, en cherchant un type pour chaque catégorie de commerce et d'industrie ; en prévoyant les dispositions concernant des sociétés ayant le même but, le législateur peut alors imposer une formule de bilan.

C'est ce qui a été fait en Suisse, pour les anciennes banques d'émission, les sociétés d'assurances, les compagnies de chemins de fer. Le Congrès des sciences comptables qui tint ses assises à Gand, en septembre 1913 et auquel participèrent des praticiens avertis et des membres de l'enseignement professionnel et commercial dont beaucoup venus de l'étranger, vota la résolution suivante :

« Le Congrès émet le vœu de voir réaliser l'unification de la formule du bilan en adoptant la classification suivante :

Actif : a) Immobilisation. — b) Réalisable, disponible. — c) Comptes d'ordre.

Passif : a) Envers l'entreprise elle-même. — b) Dettes à long terme. — c) Dettes à court terme. — d) Contrepartie des comptes d'ordre. Etant donnée la complexité du problème, les travaux du Congrès ne sont qu'une première contribution à l'étude de cette question qui dépend autant de la législation que de la technique comptable.

En dernière analyse, il a été constaté qu'une unification est possible dans les lignes générales du bilan.

Les Commissions extra-parlementaires française et belge, l'Institut International de Bibliographie et de Statistique, la Société Académique de comptabilité de

Paris ont émis des vœux pour l'unification des bilans.

La question est donc palpitante d'intérêt, surtout au lendemain du cataclysme économique-politique, qui bouleverse actuellement le monde et amènera forcément une révolution dans les affaires et des modifications profondes dans notre système social ; le problème sera forcément posé lorsque l'on s'apercevra de la quantité de sociétés parasitaires qui ont vécu des années luxuriantes sur le dos de la petite épargne, abritées à l'ombre d'une législation tutélaire.

Prôner la multiplicité de bilans-types, c'est là la solution rationnelle et véritable ; c'est la thèse que nous défendons actuellement, dans l'intention de voir supprimer les caractères hétérogènes des bilans. Proposer un bilan-type pour chaque variété d'affaires, c'est une solution qui vient naturellement à l'esprit par suite d'une similitude déjà existante entre bilans de sociétés identiques, sagement constituées et sagement conduites ; ces organismes publient en effet chacun dans leur genre, des bilans dont la littérature est presque analogue. Il appartiendrait à la législation d'unifier ces textes et d'imposer une terminologie uniforme, strictement appropriée et imposée aux entreprises de même espèce. Ces formules symboliques, à successivité annuelle, permettraient de guider et de familiariser rapidement le public.

Nous estimons que toutes les affaires mondiales peuvent se grouper en dix catégories, chiffre qui, soit dit en passant, permet la classification décimale, désirée par les statisticiens. Nous aurons ainsi des formulaires différents pour :

- 1° Les affaires de négoce ;
- 2° Les compagnies d'assurances diverses ;
- 3° Les banques et le change ;
- 4° Les entreprises de conduites d'électricité, d'eau et de gaz ;
- 5° Les entreprises immobilières ;
- 6° Les industries agricoles, sylvestres et coloniales ;
- 7° Les industries extractives ;
- 8° Les industries manufacturières ;
- 9° Les transports terrestres ;
- 10° Les transports maritimes et fluviaux.

Chacun de ces bilans que nous proposons aux annexes du présent ouvrage est publié sous un vocabulaire intelligible pour tous, et revêt la même anatomie que le bilan fondamental à terminologie légale, pour chacune des variétés d'entreprises à laquelle il s'applique.

Il va sans dire que si, pour certains postes, la littérature n'était pas suffisamment expressive, l'administration aurait à introduire les rubriques spécifiées et empruntées obligatoirement au bilan légal et fondamental.

En ce qui concerne la publicité aux annexes du *Moniteur Belge*, le bilan sera formé sous une littérature plus réduite qui rappellera néanmoins, dans ses grandes lignes, les subdivisions et les chapitres de la formule plus copieuse et qui, elle, serait consignée au livre des inventaires et des bilans de la société.

Sans aucun doute, on va alléguer que nous nous targuons d'avoir découvert la panacée contre l'erreur et que nos vœux émis théoriquement, sont pratiquement

irréalissables, que s'il existe des règles juridiques, comme le disait M. Holbach, elles sont dans la doctrine et la jurisprudence, et qu'il est inutile dès lors de les réunir en un texte légal. A cela nous répondrons que l'expérience du métier de vérificateur-expert nous a rendu sceptique et nous opposerons les considérations de notre préface ; nous avons étudié le problème objectivement et dès le principe, nous en avons prévu la complexité, estimant qu'en matière de sociétés par actions, la perfection — fût-elle de ce monde — ne sera jamais atteinte.

Le domaine des affaires est vaste et périlleux en des endroits, les méandres et les embûches sont nombreux et nous comprenons l'opinion de MM. Bellom, Charpentier et Neymarck, qui déclarent la réglementation aléatoire et compromise parce que la fraude a pour cause des personnes.

A notre sens, ce n'est là un argument ni pertinent ni décisif. S'il faut abandonner beaucoup de latitude à l'être moral qu'est la société par actions, lui donner le vêtement ample et souple dont parle M. Casters (1), il n'en est pas moins vrai qu'au lendemain de cataclysmes financiers, sous le fallacieux prétexte d'y obvier désormais, on donne du bois de rallonge à des usages surannés.

Certes, à trop réglementer, le mieux est souvent l'ennemi du bien et l'on atrophie, l'on fait périr l'entreprise ; c'est là une constatation indéniable mais d'autre part, en se hâtant de faire œuvre d'hygiène financière, l'on

(1) *Annuaire de l'Ecole spéciale de Commerce annexée à l'Université de Gand*, p. 81 et suiv. (1913).

conservera aux sociétés méritantes, qui sont la plus belle caractéristique de l'activité dévorante de notre peuple industriel, la confiance de nos populations économes et laborieuses ; sans ce précieux appoint, c'est la faillite de nos initiatives car il est constaté en Belgique que c'est la conglomération de la petite épargne qui fait le gros capital.

Nous nous attendons à d'autres critiques et nous entendons déjà les quérimonies de certains organismes sociaux qui vont opposer à cette réglementation du bilan, les sempiternels arguments de la divulgation de l'importance de certaines rubriques près les sociétés concurrentes ; c'est une antienne chantée chaque fois que le projet de réglementation est porté aux Chambres législatives.

Que des sociétés concurrentes trouvent profit de certains articles du bilan, qu'elles y découvrent des vices d'organisation, nous dirons avec M. Daubresse (1), que cette révélation peut être à désirer.

Cette jingérence de sociétés concurrentes peut produire les meilleurs effets sur l'administration elle-même, tonifier l'être social, et les organismes plus ou moins louches auraient à disparaître ou à s'amender pour continuer à subsister normalement par la suite. Comme autres réfutations, nous ajouterons que les dispositions à prendre étant communes, toutes les administrations de sociétés se trouveraient avoir les mêmes obligations et elles n'auraient pas à regimber contre les formules officielles de bilan et de compte des résultats, auxquelles elles seraient astreintes.

(1) *L'inventaire et le bilan.*

Au Congrès Juridique des Sociétés par actions, tenu en 1910 à Bruxelles, M. de Harven définissait le bilan, la carte d'identité de la personne morale et à ce point de vue, sa lecture doit être rendue facile parce qu'une société n'existe pas plus pour ses dirigeants que pour les actionnaires, mais qu'il faut intéresser ces derniers et les éclairer sur la marche de l'entreprise et sa situation vraie.

Malheureusement, beaucoup d'administrations jugent les actionnaires peu intéressants, parce qu'ignorants et indifférents, disent-elles, à l'affût de la prébende annuelle uniquement, se contentant de passer au guichet pour toucher le dividende et se résignant s'ils n'y sont invités.

Intéresser l'actionnaire, le préoccuper de la bonne marche de l'affaire, c'est créer à l'organisme social cette ambiance de sympathie et de confiance sans laquelle il vivra ou périra ; et comment mieux rassurer l'actionnaire que par les élucidations d'un document essentiel qui n'a été généralement, jusqu'à ce jour, qu'un *factum* ténébreux, dressé de mauvais gré par certaines administrations.

L'exemple de la Société Générale de Belgique qui a prescrit aux sociétés de charbonnages qu'elle commande, l'adoption d'un bilan et d'un compte de résultats uniformes est suffisamment édifiant et un argument topique pour détruire les objections présentées et démontrer que les sociétés charbonnières belges ne s'en portent pas plus mal depuis cette réglementation.

Certains auteurs proposent l'intervention de l'Etat

dans la gestion sociale, sous forme d'un contrôle légal. C'est là une utopie. Introduire le pouvoir officiel dans les entreprises privées, c'est les mettre sous la tutelle du fonctionnarisme et l'on sait ce que pareille mesure entraînerait !

L'intervention de l'Etat serait énervante et doit conséquemment être repoussée ; il ne faut aucune tendance vers l'étatisme, dans un pays où le libéralisme est à la base de tout le système social (1).

Notre sentiment est que le problème serait résolu par la combinaison d'une intervention du législateur dans les formules obligatoires de bilans et le contrôle d'un office de vérification à administration autonome (2), créé par l'initiative privée, à l'instar des *Treuhandsellschaften* en Allemagne et des *trustees* en Angleterre, et qui se réclamerait d'un grand prestige à raison de la

(1) En Australie, les bilans des sociétés par actions (*public companies*) sont contrôlés avec une attention rigoureuse et des déclarations solennelles doivent être faites par les administrateurs et par des commissaires.

C'est d'abord l'administrateur-délégué qui doit témoigner devant un notaire public de l'exactitude du bilan et fournir un rapport circonstancié sur les postes qui pourraient être entachés de fraude.

C'est ensuite aux commissaires de témoigner de l'exactitude des livres, des comptes, des garanties, etc. ; ils doivent certifier encore qu'après vérification, aucune atteinte n'a été portée à la législation des sociétés par actions, par les administrateurs, le directeur-délégué, les employés ou les actionnaires.

C'est enfin au tour de deux administrateurs de certifier que le bilan est correctement établi et reflète la situation exacte des affaires sociales. On voit que cette législation est sévère.

(2) Voir étude de MM. Rykx et Brigode sur la constitution d'un Conseil des Finances et la nécessité d'un Office Central des sociétés.

collaboration d'économistes, de juristes commerciaux et de comptables autorisés. L'initiative nous paraît hautement désirable et à un double point de vue ; le premier, c'est qu'elle assurerait le contrôle des employés, dans l'intérêt des sociétés et des patrons, l'autre, le contrôle des sociétés et des administrations dans l'intérêt des actionnaires et du public.

Cet office à compétence supérieure, instauré comme le sont les tribunaux consulaires belges, suppléerait à l'insuffisance de beaucoup de commissaires aux comptes, auxquels il est généralement reproché, non sans raison d'ailleurs, d'être désignés à ces postes de responsabilité, soit par sympathie pécuniaire, soit par filiation d'administrateur.

Puissent nos vœux être pris en considération, amener la profession de la vérité et contribuer dans une certaine mesure, si infime fût-elle, à éviter désormais les confusions fâcheuses pour l'épargne, qui s'en trouve mal, à l'encontre de certaine finance véreuse, qui vit d'expédients, pour le plus grand préjudice de nos sociétés honnêtes, et nous n'aurons pas perdu notre temps en vaines oraisons.

Vu, le Président,

THALLER.

Vu, le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Université de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES.

- Ansotte et Defrise. — *Les Sociétés Commerciales*.
- Baugas (V.). — *Les Sociétés anonymes et les réformes nécessaires*.
- Baugas (V.). — *La Réforme Sociale*. Mars 1917.
- Bellom (M.). — *Les Techniciens de la Comptabilité*.
- Bertot (A.) et Bansart (F.). — *Précis de la loi belge sur les Sociétés commerciales*.
- Bing (F.). — *La Société anonyme en droit italien*.
- Charpentier. — *Etude juridique sur le bilan dans les Sociétés par Actions*.
- Courcèlle-Seneuil. — *Manuel des affaires*.
- Daubresse (L.). — *Du Bilan et de l'Inventaire*.
- Delavelle (E.). — *Le Bilan des Sociétés par Actions*.
- Faragi (V.). — *Le Bilan des Sociétés par Actions*.
- Faure (G.). — *Les Expertises Comptables*.
- Folliet (E.). — *Le Bilan dans les Sociétés anonymes au point de vue juridique et comptable*.
- Folliet (E.). — *La vérification des comptes dans les Sociétés par Actions*.
- Gérard (R. et M.). — *La fonction essentielle des commissaires, c'est le contrôle de la comptabilité* (Bruxelles, 1901).
- Chislain (O.). — *Manuel des Sociétés commerciales*.
- Gomberg (L.). — *L'Economologique*.
- Harven (de H.). — *Bilan et Compte des profits et pertes*.
- Hecht (F.). — *Die misstände im Wesen der deutschen Aktiengesellschaften*.
- Huybrechts (P.). — *La comptabilité commerciale dans ses rapports avec les lois belges*.

- Huybrechts (P.). — *Manuel théorique et pratique en matière de Sociétés.*
- Jacquain (H.). — *Les emprunts des Sociétés*
- Janet (C.). — *Le Capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle.*
- Laveleye (de). — *Questions de Bilans.*
- Léautey (E.). — *Inventaire et Bilans.*
- Léautey (E.). — *Le rôle social de la comptabilité.*
- Lescure (F.). — *La nouvelle Législation sur les Sociétés Anonymes.*
- Limelette (de J.). — *La nouvelle Loi sur les Sociétés Anonymes.*
- Lyon-Caën et Renault. — *Traité de Droit commercial.*
- Mackay. — *Company Accounting. Formalities to balance sheet.*
- Martin (P.). — *L'Inventaire et le Bilan.*
- Michoud (S.). — *La Théorie de la personnalité morale.*
- Meeus (W. J.). — *Des Amortissements et des Réserves dans les Sociétés Anonymes.*
- Neymarck. — *Les Bilans des Sociétés par Actions.*
- Pic (P.). — *Des Sociétés Commerciales.*
- Picard (E.) et Siville (L.). — *Code de Commerce annoté.*
- Renauld. (V.). — *Des Sociétés commerciales.*
- Römer (E.). — *Die Wichtigkeit zweckensprechender Buch und Bilan-Revisionen (Oesterreichliche Handelschulzeitung, n° 9, 1907).*
- Rousseau (J.). — *Les Sociétés par Actions.*
- Ryckx (L.). — *Les Bilans des Sociétés Anonymes.*
- Saülquin. — *Des faux bilans et de leur répression.*
- Siebert (E.). — *Le Bilan sincère.*
- Simon (V.). — *Die Bilanen der Aktiengesellschaften.*
- Smeesters (C.). — *Cours de Législation Commerciale.*
- Sobry (J.). — *L'Inventaire et le Bilan.*
- Staub. — *Commentaires du Code de Commerce allemand.*
- Terrel et Lejeune. — *Traité des Opérations commerciales de Banque.*
- Thaller (E.). — *De la Réforme de la Loi des Sociétés par Actions (Etude parue dans la Revue Politique et Parlementaire. Janvier 1903).*
- Thiry (C.). — *Dressement du Bilan.*
- Thiry (C.). — *Préjugés comptables.*
- Thiry (C.). — *Emprunts-obligations.*
- Thomas (A.). — *Questions d'inventaires, de bilans et d'amortissements.*
- Tovey (P.). — *Balance sheet. How to read und understand them.*
- Vavasseur. — *Commentaires de la loi de 1893 sur les Sociétés par Actions.*

Verley (J.). — *Le Bilan dans les Sociétés Anonymes.*

Violet (L.). — *Nouvelle Législation anglaise sur les Sociétés par Actions.*

Vœts (E.). — *Code des Sociétés commerciales.*

Wauwermans (P.). — *La nouvelle législation sur les Sociétés par Actions.*

DIVERS

Ouvrages de comptabilité et de tenue des livres de Ansotte et Defrise, Beniest et Eeckels, Carpentier, Chevalier, Daubresse, Duboisdenghien, Dupont, Faure, Fuzet et Dechamps, Ghislain, Gilis, Huybrechts, Lamaille, Léautey et Guilbaut, Lefèvre, Leroy, Mal et Manfroy, Martin, Mertens, Rochet, Schneider, Sobry et Eeckels, Thomas.

PERIODIQUES DÉPOUILLES

Annales parlementaires.
Annuaire de l'Ecole spéciale de Commerce annexée à l'Université de Gand (1912-13).
Belgique financière.
Cahiers commerciaux.
Economiste français.
Journal des Tribunaux.
Jurisprudence commerciale de Bruxelles.
Jurisprudence de la Cour d'Appel de Liège.
Jurisprudence commerciale des Flandres.
Moniteur des Intérêts matériels.
Pandectes belges.
Pandectes périodiques.
Pasicrisie belge.
Pasinomie.
Revue d'Economie sociale.
Revue pratique des Sociétés Anonymes.
Revue notariale, Répertoire général de la pratique notariale.
Revue de Jurisprudence (Jamar).
Revue de Jurisprudence du Port d'Anvers.
Revue des Sociétés (Paris).
Revue pratique des Sociétés commerciales.
Revue pratique des Sociétés civiles et commerciales.
Revue politique et parlementaire.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS

Abréviations	3
------------------------	---

CHAPITRE PREMIER

L'INVENTAIRE

I. — Historique de l'inventaire	5
II. — Etablissement de l'inventaire.	13

CHAPITRE II

LE BILAN

SECTION I

Relations entre l'inventaire et le bilan.

a) Définitions et commentaires	20
b) Monographie d'opérations résumant une entreprise. Formation de son bilan. Comparaison entre l'inventaire, le bilan, la balance d'inventaire, la balance de vérifica- tion, le compte des résultats	24

SECTION II

L'actif du bilan

Les Eléments essentiels de l'actif.

A. — L'actif immobilisé.

I. Valeurs amortissables	46
a) <i>Valeurs immatérielles</i>	<i>46</i>
1°. — Frais de premier établissement	47
2°. — Clientèle d'apport.	52
3°. — Brevets et marques de fabrique	52
4°. — Etudes et inventions.	54
5°. — Primes sur émissions	56
b) <i>Valeurs matérielles</i>	<i>57</i>
1°. — Usines et dépendances	59
2°. — Terrains exploités	60
3°. — Outillages et ustensiles	61
4°. — Matériel mobile	61
5°. — Matériel fixe	62
6°. — Chevaux, camions, autos	62
7°. — Concessions.	63
8°. — Habitations ouvrières	64
II. Valeurs non-amortissables	66
a) <i>Valeurs immatérielles</i>	<i>66</i>
1°. — Loyers d'avance	67
2°. — Travaux préparatoires	67
3°. — Assurances anticipatives	67
4°. — Impôts et patente d'avance	67
5°. — Appointements et salaires payés d'avance	68
6°. — Acomptes versés sur dividendes	68
7°. — Frais généraux d'avance	69
8°. — Réescompte des effets en circulation	69

b) Valeurs matérielles	70
1°. — Immeubles de rapport	70
2°. — Habitations des directeurs et employés	71
3°. — Terrains non exploités	72
4°. — Caisse de dépôts et consignations	73

B. — L'actif réalisable et disponible.

I. Valeurs de roulement	76
1°. — Créances ordinaires et chirographaires	79
2°. — Créances privilégiées	79
3°. — Créances douteuses	82
4°. — Créances litigieuses	83
5°. — Créances sur directeurs, administrateurs et commissaires	83
II. Les valeurs engagées dans l'industrie.	84
1°. — Approvisionnements.	85
2°. — Matières premières	85
3°. — Matières en cours de fabrication (demi-produits).	87
4°. — Magasins	89
III. Les valeurs de négoce	90
1°. — Marchandises générales.	92
2°. — Marchandises en cours de route.	95
3°. — Marchandises warrantées	97
4°. — Marchandises consignées	99
5°. — Marchandises en participation	99
d) Le portefeuille commercial.	101
e) Le portefeuille-titres.	102
1°. — Fonds publics cotés	103
a) Des titres du portefeuille sont en baisse sur le prix coûtant.	104
b) Des titres cotés sont en hausse sur le prix coûtant	108

2°. — Fonds publics non cotés	108	
3°. — Prorata de coupons	115	
4°. — Obligations à la souche	115	
5°. — Participations industrielles.	116	
6°. — Actions rachetées.	117	
7°. — Obligations amorties.	118	
8°. — Valeurs du fonds de prévoyance.	119	
f) <i>Les finances.</i>		119
1°. — Actions à libérer	119	
2°. — Actionnaires en retard	119	
3°. — Banque nationale	123	
4°. — Banques privées	123	
5°. — Caisse.	124	
6°. — Chèques postaux	124	

C. — L'actif fictif ou pour ordre.

1°. — Cautionnement des administrateurs	125
2°. — Nantissements	126
3°. — Cautionnements	126
4°. — Marchandises reçues en consignation	127
5°. — Acceptations. Ducroires et cautions (Avals)	128

SECTION III

Le Passif.

Les éléments essentiels du passif du bilan.

A. — Le passif non exigible.

1° Dettes de la société envers elle-même	138
I. Capital-actions	139
II. Capital-réserves.	157
1°. — Réserve légale ou statutaire	163
2°. — Réserve extraordinaire.	166

B. — Le passif exigible.

Les dettes de la société envers les tiers. (Dettes extérieures.)

1°. — Emprunt-obligations avec garanties hypothé- caires	174
2°. — Emprunt-obligations.	174
A. — Remboursement de l'emprunt à l'aide des deniers de l'actif	175
B. — Amortissement de l'emprunt-obligations à l'aide des bénéfices.	180

C. — Le passif fictif ou pour ordre.

D. — Le passif des réductions.

I Amortissements	187
II. Prévisions	196

CHAPITRE III

LE COMPTE DES RÉSULTATS

Généralités.	199
Libellé universel du compte des profits et pertes. . .	200-201
Les éléments de l'exposé des résultats	205
Le bénéfice net, le dividende à répartir	208
Bulletin de répartition.	211
CONCLUSION	223
BIBLIOGRAPHIE	235
ANNEXES	244

ANNEXES

—

1. — Bilans des affaires de négoce.
2. — Bilans des assurances diverses.
3. — Bilans de banque et change.
4. — Bilans des entreprises de conduites d'électricité, de gaz.
et d'eau.
5. — Bilans des entreprises immobilières.
6. — Bilans des industries agricoles, sylvestres et coloniales
7. — Bilans des industries extractives.
8. — Bilans des industries manufacturières.
9. — Bilans des entreprises de transports terrestres.
10. — Bilans des entreprises de transports maritimes et
fluviaux.

